

LA CONTRE-RÉVOLUTION PRÉVENTIVE

Luigi FABBRI

1922

d'après l'ouvrage "*La Lutte humaine*" de Gaetano MANFREDONIA

aux *Éditions du Monde libertaire*

1994

Avant-propos de l'éditeur:

Nous reproduisons ici le texte intégral du travail de Luigi Fabbri "*La Controrivoluzione preventiva*" (*La Contre-révolution préventive*) publié pour la première fois en 1922. Nous avons utilisé pour notre traduction l'édition publiée en 1975, à Pistoia, dans la collection «*V. Vallerà*».

Avant-propos de l'auteur:

Malgré toutes les bonnes intentions que j'avais en commençant le présent travail, je n'ai pas complètement réussi, en examinant le sinistre problème du fascisme, à rester «*au-dessus de la mêlée*».

Bien des fois j'ai cherché à refréner la douleur et l'indignation qui guidaient ma main, mais, aussitôt après, le sentiment blessé me dictait des paroles en harmonie avec un état d'âme troublé et exacerbé. C'est qu'en réalité je ne suis pas au-dessus de la mêlée. Pour des raisons personnelles, par tempérament et habitude, et aussi un peu par devoir professionnel - compte tenu du milieu où je vis - je me tiens assez à l'écart du mouvement actif et militant. Je ne participe par conséquent que trop peu à l'âpre lutte sociale, et presque exclusivement par ma pauvre plume, bien que, de tout mon cœur et de toute mon âme je sois moi aussi au cœur de la mêlée.

J'y suis maintenant depuis trente ans, comme anarchiste et comme révolutionnaire, et je me considère moi aussi comme un soldat obscur de la grande armée prolétarienne, qui se bat contre le vieux monde; et si c'était pour moi un motif d'orgueil lorsque le sort était propice et que la classe ouvrière, de victoire en victoire, semblait proche de l'ultime conquête, je me sens plus fier d'être des siens à l'heure grise et amère des désillusions et des défaites. Je garde d'ailleurs l'espoir d'une revanche plus ou moins proche, car si les trop faciles attentes d'une heure tourbillonnante furent déçues, ma foi reste ferme dans l'immanquable triomphe de la justice pour tous, égalitaire et libertaire.

Peut-être cette dure leçon de la réalité était-elle nécessaire. Trop de scories, depuis quelque temps, s'accumulaient le long du chemin, trop de choses futiles étaient dites et faites, et les trop faciles succès attiraient à nous des personnes intéressées - qui se servaient de l'idée comme d'une couverture ou d'une boutique - ou bien des ambitieux - qui y voyaient un moyen de réussir. Peut-être le sort favorable rendait-il certains camarades moins bons et moins justes, ou trop complaisants et tolérants avec ce début de dégénérescence qui toujours s'insinue dans les mouvements qui paraissent les plus forts et les plus proches du triomphe. Et si la tempête est venue, et si le vent a balayé les scories et toutes les choses futiles, s'il a débarrassé le

champ des personnes intéressées et des ambitieux, nous pouvons aussi déplorer que la foudre ait abattu des arbres robustes et fertiles, que beaucoup de récoltes aient été gâchées; mais en échange la terre, sous l'araire de la douleur, sera devenue plus féconde, plus pur et plus frais l'air rénové par l'ouragan.

S'il est vrai qu'à quelque chose malheur est bon, le mal reste toujours le mal, et comme tel il est à combattre. Pour cela il faut le regarder en face, l'examiner. Les modestes pages qui suivent, même si elles ne prétendent pas à l'impartialité et à la sérénité olympienne, peuvent servir une telle fin; moi aussi en effet je suis un partisan dévoué à la cause pour laquelle je milite et je suis profondément solidaire de tous les opprimés - quelle que soit leur école politique particulière - qu'aujourd'hui, avec tant de désinvolture et d'impunité, on bastonne, on tue, on incendie et on détruit. Mais quelle que puisse être la part de la passion, j'espère malgré tout ne pas avoir outragé la vérité.

Je n'ai pas écrit ici la chronique du fascisme; j'ai seulement fait allusion ici et là à des événements précis, plutôt à l'appui de mon raisonnement que dans un but proprement narratif. Beaucoup de mes affirmations peuvent donc sembler trop absolues et axiomatiques. Et pourtant, il n'y a pas une affirmation qui ne corresponde à des faits précis, déterminés, dont les journaux sont remplis depuis un an, et pas seulement les journaux exclusivement extrémistes. Le plus âpre et le plus violent réquisitoire contre le fascisme peut se faire en prenant comme base documentaire les journaux conservateurs les plus favorables au fascisme ou les journaux fascistes eux-mêmes.

Du reste, le phénomène fasciste n'est pas une particularité italienne. D'une manière encore plus grave il se manifeste en Espagne, et s'est manifesté en Allemagne, en Hongrie, dans les deux Amériques et ailleurs. Déjà avant la Première Guerre mondiale, les exemples de persécutions et de réaction illégale exercées par des citoyens privés - en dehors de la loi et contre elle - n'ont pas manqué. Les pogroms en Russie et les lynchages en Amérique en furent, sous certains aspects, une anticipation. Aux États-Unis il y a toujours eu, en outre, une sorte d'armée de policiers privés au service des capitalistes, qui opèrent en accord avec la police officielle, mais indépendamment du gouvernement, en temps de désordre et de grève.

Le fascisme italien a ses caractères propres, une diversité d'origine, de comportements, etc... Par certains aspects il est meilleur, par d'autres il est pire que ses frères ou précurseurs d'outre-monts ou d'outre-mer. Mais il n'est pas tout à fait une nouveauté. Peut-être en trouverait-on des anticipations historiques, si on relisait les chroniques de l'Italie de 1795 à 1860. Par exemple, les *Sanfedisti* (1) semblent avoir été à l'origine - parmi les sociétés secrètes - une secte patriotique et, à sa façon, réformatrice; mais ensuite cette secte devint réactionnaire et pro-autrichienne et elle mit son poignard homicide au service des tyrans de l'Italie. Elle aussi alors «*conspira*» illégalement pour la défense des institutions, contre les conspirateurs «*rouges*» de la *Charbonnerie* et de la *Jeune Italie*.

Plus particulièrement dans l'État romain, à Faenza, à Ravenne, etc..., les *Sanfedisti* se bagarraient avec les *Carbonari*; mais le gouvernement n'inculpait que ces derniers. De Castro raconte dans *Mondo segreto* (vol. VIII): «*Dans la ville et sur les terres de Frosinone une canaille armée et sanguinaire tuait et pillait sous le prétexte de défendre le trône et de faire la chasse aux libéraux; et le gouvernement condamnait les libéraux au gibet et acquittait les brigands*». Il n'y a rien de vraiment nouveau sous le soleil, à ce qu'il semble! Et si les efforts liberticides et anti-populaires les plus violents n'ont pas réussi dans le passé à barrer la route aux idées nouvelles, à empêcher la chute des vieilles institutions et le surgissement des nouvelles, ils n'y réussiront pas non plus aujourd'hui, ils n'y réussiront pas dans l'avenir.

*Sorgono i vivi al posto degli estinti
Sul lutto é la speranza,
Sconfinato é l'esercito che avanza
Serenamente calpestando i vinti*

*Les vivants naissent à la place des disparus
Sur le deuil est l'espoir,
L'armée qui avance est immense
En piétinant sereinement les vaincus (2)*

Bologne, 15 octobre 1921.

P.S. Il s'est écoulé un peu plus de deux mois depuis que j'ai terminé cet écrit; depuis, beaucoup de nouveaux événements se sont produits, qui déjà exigeraient des développements plus vastes sur le sujet, des

(1) Note du traducteur: Nom donné à l'origine au mouvement contre-révolutionnaire et clérical qui se déchaîna, en 1799, dans le royaume de Naples et en Toscane contre les jacobins italiens.

(2) Traduction mot-à-mot de l'extrait de: *Sulla bressia* de la poétesse Ada NEGRI (1870-1945), très proche du régime mussolinien.

discussions sur de nouvelles questions, etc... Puisque cela n'était pas possible, je me suis borné à ajouter, en relisant les épreuves de mon travail, pour les choses les plus importantes, quelques lignes et des notes succinctes ici ou là.

LE FASCISME EST LE PRODUIT LE PLUS NATUREL ET LE PLUS LÉGITIME DE LA GUERRE... (1)

L'étude des événements historiques faite à trop brève distance de ceux-ci ou, pire encore, pendant qu'ils se déroulent est la plus difficile qu'on puisse imaginer. En outre elle risque de provoquer de graves erreurs, soit parce que les passions du moment exercent trop leur influence, soit parce que les choses vues de trop près se distinguent presque aussi mal que si elles étaient trop lointaines.

Et pourtant, cette sorte de monographies sur les événements contemporains est utile comme matériau dont pourra se servir l'historien futur, lequel aura sous les yeux non seulement l'aride chronique des faits énumérés dans les gazettes, mais aussi le jugement de ceux qui en furent les spectateurs ou qui y participèrent plus ou moins en personne; il pourra se faire une idée plus claire des faits eux-mêmes, les voir d'un point de vue plus complet et global, et reconstruire ainsi le cadre historique de toute la période de la manière approximativement la plus proche de la vérité.

Pour que ce matériau d'étude soit vraiment utile, il convient que celui qui le fournit s'efforce de rester aussi serein et objectif que possible dans l'énonciation des faits. Il faut qu'il en fasse le commentaire et qu'il exprime à leur propos ses pensées et ses sentiments en toute sincérité, afin que le lecteur étranger puisse se rendre compte non seulement de la trame de l'événement matériel, mais aussi de l'état d'esprit général ou engendré par lui.

Je ne sais si je réussirai, sur un sujet qui me passionne profondément, à être suffisamment objectif et serein, mais je m'efforcerai de l'être le plus possible. Cela dit, je tenterai de défendre mon point de vue avec sincérité et sans rien cacher, certain que je suis de servir par là - comme je ne pourrais le faire autrement - l'idée qui m'est chère et qui pour moi représente la cause même de la justice.

Le fascisme est le produit le plus naturel et le plus légitime de la guerre; je dirai même qu'il est la continuation, dans tous les pays, de la guerre mondiale commencée en juillet 1914 et non encore terminée, malgré tous les traités de paix partiels ou généraux.

La guerre de 1914 à 1918 n'a pas eu lieu seulement aux frontières, mais aussi à l'intérieur de chaque nation. Partout, la prétendue «*union sacrée*» contre l'ennemi extérieur fut un mensonge conventionnel, que chacun acceptait pour la forme, tout en sachant que c'était une fiction. La contrainte étatique et militaire, comme la crainte de dommages encore pires, consécutifs à une éventuelle invasion étrangère, empêchait le déchaînement des hostilités à l'intérieur; mais le conflit des classes et des partis persistait et l'animosité était d'autant plus grande qu'elle ne pouvait s'exprimer librement. En réalité, dans chaque pays, il y avait quelque chose de plus profondément haï que l'ennemi extérieur.

Ce conflit, ces hostilités, même dans les années de la guerre, se manifestaient de mille façons différentes, dans les occasions et les circonstances les plus variées. Mais, une fois la guerre terminée avec l'armistice, et avec elle également la contrainte militaire et la menace d'invasion, les conflits et les hostilités internes se sont immédiatement manifestés sous leur véritable aspect et dans toute leur intensité.

D'ailleurs, la guerre entre les nations n'est pas finie; ses modalités, ses formes, etc..., ont changé, mais aux frontières de l'Allemagne et de la Russie, dans les Balkans, en Asie mineure, etc..., elle continue. Les rapports cependant ont été inversés. Alors qu'avant 1918 la guerre aux frontières prédominait, et que la guerre civile, à l'intérieur de chaque pays, restait à l'état potentiel ou se déroulait sournoisement, accumulant les rancœurs pour l'avenir, c'est le contraire désormais qui se produit. C'est la guerre civile qui fait le plus de bruit, qui s'impose d'abord à l'attention, au moins en Italie; l'autre guerre, en revanche, sommeille et se manifeste à peine sournoisement ici et là, plus ou moins entretenue, et se traîne dans les congrès officiels et dans les antichambres diplomatiques, dans lesquels s'accumulent les prétextes, les raisons, et les causes de guerres futures.

Le fascisme, la guérilla entre fascistes et socialistes - ou plus exactement entre bourgeoisie et prolétariat

(3) Titre de cette partie choisie par *Anti.mythes*.

- n'est pas autre chose que le terme naturel, la conséquence matérielle des hostilités de classes qui se sont affûtées pendant la guerre et qui se sont accrues grâce au concours d'une quantité de circonstances et de faits secondaires; or ces faits seulement en apparence, et pour peu de temps, peuvent avoir dénaturé le caractère prédominant du fascisme qui se révèle lorsqu'on y pense le moins.

Le fascisme répond à la nécessité de défense des classes dirigeantes de la société moderne. Comme tel, il ne faut pas l'identifier exclusivement avec les formations officielles, numérotées, contrôlées et mises en carte par les «*faisceaux de combat*». Ceux-ci ont donné leur nom à la chose, ils ont ouvert la voie, ils ont fourni le noyau central organisé, ils ont tissé le drapeau de ralliement, ils ont offert ou tenté d'offrir une raison idéale à la lutte; ils ont ainsi fait beaucoup - mais ils n'ont pas tout fait. En réalité, ils ne sont pas tout le fascisme; et quelquefois il arrive que le fascisme nie non seulement en paroles, mais dans les faits - et parfois par les faits les plus cruels - bien des pré-supposés idéaux du programme que les premiers fascistes brandissaient comme un drapeau.

Avec la guerre s'est constituée une plus grande unanimité prolétarienne contre la classe dirigeante, et cela a approfondi de façon extraordinaire le fossé entre les classes: chacune voit dans l'autre un ennemi déclaré, et particulièrement la classe au pouvoir qui, voyant son pouvoir menacé, perd la raison. Ce qui l'exaspère le plus, peut-être, c'est précisément de sentir qu'elle ne peut se défendre sans recourir à la violence et à la guerre civile - qu'en théorie et avec ses lois elle avait toujours condamnées -, sans miner elle-même les bases fondamentales et les principes sur lesquels, depuis plus d'un siècle, la bourgeoisie a bâti ses institutions.

La menace prolétarienne a soudé en un bloc les classes dirigeantes, dont le fascisme constitue aujourd'hui une sorte de milice et un point de ralliement. Et par classe dirigeante il ne faut pas entendre seulement la bourgeoisie au sens strict du mot: il y a aussi les catégories les plus rétrogrades, toutes les castes qui vivent de façon parasitaire autour de l'arbre de l'État ou qui en forment les ramifications: les fournisseurs du gouvernement et les industries protégées, la police devenue aujourd'hui pléthorique, la haute bureaucratie et la magistrature, tous plus ou moins à tendance fasciste. A cela s'ajoute la bourgeoisie foncière, rétrograde par sa nature et ses traditions, qui se trouve le dos au mur face aux revendications croissantes des paysans, auxquelles à long terme elle ne pourrait faire face sinon en renonçant à tout profit, c'est-à-dire au privilège même de la propriété.

Autour de la classe dirigeante proprement dite se sont regroupées également des classes, sous-classes et catégories, auxquelles l'état actuel des choses ne promet rien de bon, mais qui, compte tenu de leur état d'esprit fourvoyé, s'illusionnent de vivre ou de pouvoir vivre grâce à l'État ou aux privilèges d'autrui, mieux que les ouvriers: la petite-bourgeoisie, de nombreux employés et enseignants, certaines catégories de professions libérales et ainsi de suite. Viennent grossir cette foule tous les politiciens sans troupes et les besogneux du journalisme, dont la disparition des partis intermédiaires démocratiques, radicaux, etc..., a fait des ratés, des personnes irritées envers la classe ouvrière; classe ouvrière qui ne veut pas entendre parler d'eux et des panacées charlatanesques qu'ils proposent.

De cet état de choses, de cette formation spontanée d'un véritable bloc conservateur, bénéficient naturellement les vieux partis, conservateurs par définition et par tradition, qui ont à nouveau le vent en poupe. Le fascisme est un peu le porte-drapeau de tous, il est bien accueilli, courtoisé partout, à la caserne et à l'université, dans les commissariats et au tribunal, dans les bureaux de la grande industrie et dans les banques des agrariens. Il bénéficie des hommages plus ou moins circonspects et dissimulés même de la part de quelques caciques appartenant à des partis qui pourtant lui sont opposés par principe, car ils ont leur base militante dans les masses, comme le parti républicain et le parti clérical.

Les fascistes véritables, avec l'insigne à la boutonnière, sont relativement peu nombreux; mais c'est la solidarité, l'aide directe et indirecte, la complicité mal dissimulée de toutes les diverses forces de conservation qui les rendent forts.

C'est avant tout en tant qu'organisme et instrument de défense armée et violente de la classe dirigeante à l'encontre du prolétariat, devenu à ses yeux trop exigeant, compact et envahissant, que le fascisme est une continuation de la guerre.

Ce serait trop simple de dire que la guerre mondiale a été une sorte de guerre internationale contre le prolétariat et contre la révolution. La guerre a eu d'autres facteurs, d'autres causes tout aussi importantes; mais il est certain qu'une des raisons qui ont précipité le conflit européen, un des facteurs qui expliquent

pourquoi aucune classe dirigeante - ni en France, ni en Allemagne, ni en Russie, ni en Autriche, ni en Angleterre, ni en Italie -, dans aucun pays, n'a fait ce qu'il aurait été nécessaire et ce qu'elle aurait pu faire pour éviter la guerre, c'est précisément l'espoir que chacune avait de se sauver de la révolution, d'épuiser la classe ouvrière devenue trop forte, de briser avec une énorme saignée les résistances populaires, de consolider les trônes et particulièrement la domination de la ploutocratie bancaire et industrielle.

Beaucoup, comme on dit, ont compté sans l'hôte; une fois les vannes ouvertes, le courant a emporté de nombreuses couronnes en Allemagne, en Russie, en Autriche, etc..., mais chacun a joué sa carte dans l'espoir de vaincre; c'est-à-dire de vaincre non seulement l'ennemi stationné aux frontières, mais aussi l'ennemi intérieur, le prolétariat organisé, le socialisme et la révolution.

En soutenant cela je ne crois guère exagérer. Le professeur C.A. Laisant (4) de l'École polytechnique de Paris, en 1912, déjà, dénonçait la conspiration ploutocratique en faveur de la guerre, et rapportait la confiance d'une personnalité financière parisienne qui lui expliquait pourquoi, dans le conflit des Balkans de cette année-là la haute banque française subventionnait en même temps les diverses parties belligérantes: c'est que des Balkans, comme cela est effectivement survenu, l'incendie se serait propagé à toute l'Europe, et c'est l'incendie qu'on voulait.

«Ce que nous voulons, disait cette personne, c'est la certitude d'avoir la voix au chapitre, quel que soit le résultat des hostilités, et devenir de fait les arbitres de la situation, et nous le sommes. Désormais, la guerre européenne sera inévitablement la conséquence des événements actuels, parce que nous le voulons et parce qu'il est impossible de nous résister. Nous voulons la guerre, elle nous est nécessaire pour de multiples raisons, dont la principale est l'accroissement de la force des classes ouvrières organisées, tout spécialement en France et en Allemagne... Si les progrès de l'organisation ouvrière continuent, dans dix ans plus rien ne pourra l'arrêter, et nous nous trouverons en face d'une catastrophe révolutionnaire certaine, devant une ruine universelle et irrémédiable... Il est vrai qu'il y aura un immense charnier, la faim et les épidémies feront encore plus de dommages que les fusils et les canons, mais on ne peut pas défendre des intérêts tels que les nôtres avec un sentimentalisme humanitaire. Nous rebâtirons sur les ruines. L'organisation ouvrière, génératrice de désordre économique, sera brisée dans le monde entier... De toute façon, nous n'avons pas le choix des moyens. Avec le moyen suprême de la guerre européenne, nous avons l'avantage d'une victoire à coup sûr. Il nous importe peu de savoir qui sera vaincu et qui sera vainqueur, car en fin de compte notre ennemi est le prolétariat, et il sera vaincu. Nous resterons les vrais vainqueurs» (5).

Peut-être dans sa citation Laisant a-t-il noirci le tableau, mais le concept demeure: la guerre était nécessaire pour arrêter les progrès que le prolétariat faisait aux dépens du capitalisme. Mais le capitalisme, je le répète, n'a pas bien fait ses comptes; le coup a dépassé la cible, et les classes dirigeantes de toutes les nations n'ont pas toutes des raisons de se satisfaire de l'issue de la guerre. Cela dit, si l'on se place du point de vue international, le prolétariat apparaît déjà battu partout - bien que tout espoir pour lui ne soit pas encore évanoui et que le coup d'aile qui en relève le sort soit encore possible.

Comme je l'ai déjà dit, nous regardons les choses de trop près; et peut-être ce qui nous apparaît comme une défaite n'est-il qu'une trêve, le prélude d'une victoire prolétarienne future. Mais il est inutile de vouloir jouer au prophète. Telles que sont les choses aujourd'hui, on doit constater que pour le prolétariat en ce moment, ça va mal partout.

Tous les idéaux démocratiques, libéraux, égalitaires qu'on brandissait pendant la guerre ont été mis de côté. En France comme en Angleterre, aux États-Unis comme dans le lointain Japon, c'est la réaction qui triomphe aussi bien sur le terrain politique que sur le terrain économique. Les gouvernements et les capitalistes y sont plus forts qu'auparavant et les prolétaires s'y trouvent dans des conditions de bien-être et de liberté pires qu'avant la guerre de 1914.

La même chose peut être dite de pays comme la Yougoslavie, l'Espagne, etc...

Il semblerait que les nations militairement vaincues - Allemagne, Autriche, Hongrie, Turquie, Russie - puissent faire exception du point de vue politique. Certes, cela n'est le cas ni de la Hongrie ni de la Tur-

(4) Charles-Ange LAISANT (1841-1920): député français de 1876 à 1893, dont un dernier mandat «*boulangiste*»!, (voir: [http://www2.assemblee-nationale.fr/sycomore/fiche/\(num_dept\)/4281](http://www2.assemblee-nationale.fr/sycomore/fiche/(num_dept)/4281)), il abandonna toute perspective politique et devint anarchiste (voir: <http://militants-anarchistes.info/spip.php?article10511>). (Note A.M.).

(5) *La Bataille syndicaliste* de Paris, 18 déc. 1912.

quie, pays réduits en lambeaux, à la merci des vainqueurs et du pire des militarismes à l'intérieur, toujours sous la menace de nouvelles guerres. En revanche, l'Allemagne, l'Autriche et la Russie ont la réputation de bénéficiaire de régimes libres; mais l'Autriche est étouffée de toutes parts, désormais sans vie propre, et l'Allemagne, qui peut résister, a des armées ennemies sur son sol, et a dû étouffer sa propre révolution et la réduire à sa plus petite expression. Dans aucune de ces nations, malgré les apparences, on ne peut dire que le prolétariat soit aujourd'hui plus libre et émancipé qu'avant la guerre européenne; au contraire, il y est de surcroît esclave, indirectement, du capitalisme étranger.

Seule la Russie apparemment fait exception. Toutefois, plus le temps passe et plus cette révolution semble nous préparer d'amères désillusions. Certes, il s'en est fallu de peu que cette révolution ne bouleverse et n'envoie à vau-l'eau tous les projets hégémoniques du capitalisme international; d'ailleurs, toute menace de sa part ne semble pas écartée. Mais les probabilités d'une reprise de l'activité révolutionnaire russe sur l'Europe diminuent un peu plus chaque jour. Un parti qui se dit socialiste et prolétarien y détient le pouvoir, c'est vrai; mais le prolétariat ouvrier et paysan n'a gagné jusqu'à présent qu'un changement de joug, la substitution du capitalisme d'État au capitalisme privé, et la dictature militaire la plus âpre au tsarisme.

Jusqu'à l'année dernière, après la Russie, le pays le plus révolutionnaire d'Europe semblait être l'Italie; et, tandis que dès la fin de 1920 la réaction étatique et capitaliste prenait partout le dessus, il semblait que l'Italie devait faire exception.

L'Italie en effet était, à la fin de la guerre, dans les conditions les meilleures pour une révolution. D'un côté, elle ne sortait pas défaite militairement du conflit, elle n'avait pas d'armée ennemie sur son sol, pas de réparation ni d'indemnités de guerre à payer, ni de menace étrangère qui l'empêchait de faire à l'intérieur ce que bon lui semblait. De l'autre, cependant, tant à cause de la stupidité de ses gouvernants que du cynisme des autres vainqueurs alliés, profitant de ses maigres ressources naturelles pour lui passer autour du cou le nœud coulant du pire des chantages, l'Italie fut traitée dans le concert des nations presque comme si elle avait été vaincue; tandis que sa classe dirigeante sortait de la guerre épuisée et avilie, face à un prolétariat qui exigeait ses droits.

Alors que les autres États vainqueurs avaient été renforcés par la guerre, l'État italien en fut affaibli. Et, tout naturellement, l'affaiblissement de l'État avait provoqué celui du capitalisme, qui se serait écroulé s'il n'avait pas eu avec lui la force armée des gendarmes et des soldats. Mais cette force semblait abandonner la classe patronale chaque jour un peu plus.

D'où le bond en avant du mouvement ouvrier et de tous les partis révolutionnaires grossis également par esprit de réaction contre la guerre qui, en Italie, s'était faite contre la volonté des masses populaires. Ces masses pourtant auraient dû être instruites par la guerre, qui avait eu lieu malgré elles. On aurait dû savoir une bonne fois qu'il ne suffit pas d'être majoritaire pour vaincre, pour ne pas se voir imposer la volonté d'autrui. Au contraire, l'illusion qu'il suffisait d'être nombreux pour surmonter toutes les difficultés subsista.

A partir du début de 1919, ce fut une véritable ivresse. Sur chaque place d'Italie, on se retrouvait par centaines de milliers; la presse socialiste et révolutionnaire se vendait comme des petits pains; les souscriptions pour les journaux extrémistes atteignaient des sommes qui auraient été considérées auparavant comme fabuleuses. Les partis ouvriers, particulièrement le parti socialiste, et les unions de métiers, devenaient très nombreux, pléthoriques. Tous parlaient de révolution, et effectivement la révolution recueillait le consensus du plus grand nombre, et même ses adversaires s'y préparaient. Les élections de novembre 1919, faites sur un programme extrémiste, quadruplèrent le nombre des députés socialistes et, en battant les partis favorables à la guerre, portèrent l'ivresse au délire.

Mais la révolution ne venait pas, elle ne se faisait pas. Seuls se tenaient des meetings, beaucoup de meetings; et avec eux, des manifestations, des cortèges, des parades et des mises en scène innombrables. Il semblait que le prolétariat italien attendait le renouvellement du miracle de Jéricho: que la bastille bourgeoise, que l'État capitaliste s'écroulent au seul chant des hymnes révolutionnaires et au claquement des drapeaux rouges. Au début, le spectacle était beau, impressionnant; même les privilégiés du pouvoir et de la richesse en étaient conquis et attendaient l'effondrement. Mais l'effondrement, évidemment, ne survint pas, puisque personne ne se décidait à mettre la main à la pâte.

Par ailleurs, l'ivresse durait depuis trop longtemps, depuis presque deux ans; et les autres, ceux qui étaient chaque jour menacés d'être renversés de leur trône et dépouillés de tout privilège, commencèrent à se rendre compte de la situation, de leur propre force, de la faiblesse adverse. Les occasions propices à

la révolution tant de fois annoncée n'avaient pas manqué. Pourquoi n'ont-elles pas été saisies, sinon par mauvaise volonté, par incapacité, par faiblesse ou par peur?

En trois occasions différentes, en particulier, les institutions monarchistes furent sur le point d'être renversées. Et si elles ne le furent pas, ce fut uniquement parce que leurs adversaires n'osèrent pas. La première fois fut au printemps de 1919, pendant les émeutes contre la vie chère qui se propagèrent comme une traînée de poudre dans toute l'Italie, aidées même dans certaines localités par des éléments de l'armée. La garde royale n'avait pas encore été instituée, les soldats étaient fatigués d'être maintenus sous les armes, et l'État n'avait pas de forces sérieuses à opposer à un soulèvement un tant soit peu important. La deuxième fois fut à la fin de juin 1920 pendant le soulèvement militaire d'Ancône, qui sema la pagaille au sein du gouvernement; une action audacieuse aurait suffi à faire proclamer la république, régime alors vu d'un bon œil, même par une partie de la bourgeoisie. La troisième occasion eut lieu pendant l'occupation des usines, en août-septembre 1920; occupation qui, si elle s'était étendue à toutes les autres catégories de métiers et si elle avait été appuyée par les partis et organisations du prolétariat, aurait pu produire une des révolutions les plus radicales et les moins sanglantes que l'on puisse imaginer.

Dans cette dernière circonstance, en outre, la classe ouvrière était pleine d'enthousiasme et suffisamment armée. Le gouvernement lui-même admit plus tard qu'il n'avait alors pas de forces suffisantes pour vaincre toutes ces forteresses que constituaient les usines dans lesquelles les ouvriers s'étaient barricadés.

Et on ne fit rien, jamais !

Et la responsabilité en incombe un peu à tous, principalement aux socialistes qui constituaient le parti révolutionnaire d'Italie le plus fort. En juin 1919 il ne voulut rien faire pour ne pas porter préjudice à une manifestation en faveur de la Russie décidée par eux-mêmes pour les 20-21 juillet suivant, et qui d'ailleurs n'eut aucun effet. Pendant les émeutes d'Ancône, en 1920, les communistes qui dirigeaient le parti socialiste repoussèrent toute idée de soulèvement républicain parce que cela aurait conduit à une république social-démocrate modérée, et ils voulaient la dictature communiste: tout ou rien. Ils n'eurent rien! On sait comment se termina l'occupation des usines: avec la farce de Giolitti promettant le contrôle ouvrier dans les usines! Et cette fois, ceux qui s'opposèrent tout spécialement à la continuation et à l'extension du mouvement furent les réformistes de la *Confédération du travail*, qui eurent peur que le gouvernement n'ait recours, pour vaincre, à une répression féroce, laquelle aurait, selon eux, définitivement brisé tout le mouvement ouvrier et socialiste. Hélas! La pire et la plus violente destruction se produisit de toute façon - comme on le verra - précisément parce qu'alors on n'eut pas le courage d'oser!

La principale responsabilité, je l'ai dit, de ce *dolce far niente* (6) revient aux socialistes. Mais un peu de responsabilité - moins grande, naturellement, et en rapport avec leurs forces moins importantes - revient aussi aux anarchistes, qui, dans les derniers temps, avaient conquis un ascendant notable sur les masses et ne surent pas l'utiliser. Ils savaient ce qu'il fallait faire, pour l'avoir dit mille fois auparavant et pour l'avoir répété à leur congrès de Bologne en juin 1920. Le gouvernement et la magistrature, d'ailleurs, crurent vraiment que les anarchistes avaient fait ce travail de préparation qu'ils avaient tant appuyé (7). Plus tard, quand la réaction fut possible, et que Malatesta, Borghi et d'autres furent arrêtés, on chercha à organiser des procès contre ce travail de préparation qui était censé avoir été fait; on chercha des preuves dans toute l'Italie, on fit des centaines de perquisitions et d'interrogatoires. On ne trouva rien; et le juge instructeur lui-même dut convenir que les anarchistes avaient seulement fait des... meetings et des journaux!

Je parle, évidemment, en règle générale et pour l'ensemble du mouvement. Cela n'exclut pas que localité par localité, de diverses façons, spontanément, des révolutionnaires de diverses écoles aient préparé et agi. Mais il manqua tout un travail d'ensemble, tout un accord concret, toute une préparation un peu vaste en mesure de pousser à l'initiative révolutionnaire, même contre la mauvaise volonté et la résistance passive du socialisme le plus modéré.

L'abandon des usines, à la suite de l'accord entre la confédération et Giolitti, fut comme le début de la re-

(6) *dolce far niente* - mot-à-mot: doux + faire + rien; *Qu'il est doux de ne rien faire!* (Note A.M.).

(7) Je dois préciser que beaucoup de mes compagnons anarchistes n'acceptent pas de reconnaître leur part de responsabilité. Ayant, quant à moi, lors d'un nouveau congrès anarchiste (Ancône, novembre 1921) répété cela, certains de mes amis me reprochèrent de jeter des cailloux sur le pigeonier. Alors que je pense qu'il fut des moments pendant lesquels les anarchistes auraient pu prendre l'initiative d'un mouvement révolutionnaire, d'autres, peut-être plus nombreux, soutiennent que cela n'était pas possible: que sans le concours direct et volontaire du parti socialiste et de ses organisations économiques il n'y avait rien à faire; et que par conséquent toute la responsabilité de la révolution manquée incombe aux socialistes.

traite d'une armée qui, jusque-là, avançait. Immédiatement un sentiment d'abattement courut dans les rangs ouvriers et, à l'inverse, le gouvernement commença à faire sentir ses propres forces. Ici et là commencèrent les perquisitions, puis les arrestations. Un mois à peine après l'abandon des usines, la première tentative de réaction fut accomplie aux dépens du parti révolutionnaire le moins nombreux, les anarchistes.

Entre le 10 et le 20 octobre survint ce qui n'aurait pas été possible trois mois auparavant: furent emprisonnés sous des prétextes risibles (8) Borghi, plusieurs rédacteurs et administrateurs d'*Umanità nova* (le quotidien anarchiste de Milan), Malatesta et d'autres anarchistes dans diverses localités. Il y eut quelques protestations sporadiques, quelques grèves de protestation à Carrare, dans le Valdarno, dans la Romagne toscane, mais les chefs avaient donné comme mot d'ordre de ne pas bouger et, en général, la masse ouvrière ne bougea pas. Les socialistes rassemblés à Florence disaient à qui venait leur demander conseil et soutien qu'il n'y avait rien à faire. Les anarchistes furent laissés seuls.

La réaction conservatrice avait désormais la voie libre, et continua son chemin, d'abord à pas lents, puis à un rythme de plus en plus rapide.

Mais la réaction classique de l'état de siège, des lois d'exception, de la dissolution des associations, n'était plus possible. La réaction policière pouvait suffire pour les minorités anarchistes et ultrarévolutionnaires; elle était au contraire impuissante, insuffisante et pouvait avoir des effets contraires au but poursuivi contre les grandes masses prolétariennes. C'était trop et trop peu en même temps.

Et pourtant, la classe dirigeante avait besoin de profiter de l'arrêt momentané de l'offensive prolétarienne pour lancer sa propre offensive contre le prolétariat.

La désillusion, l'abattement, la débandade dans les rangs ouvriers pouvaient être passagers, et ceux-ci pouvaient se ranimer et reprendre les positions perdues, et avancer encore. En outre, même le statu quo n'était pas tenable: les salaires ouvriers étaient trop élevés pour laisser aux patrons la marge de gains désirée; de même n'était pas tenable la position des patrons face aux ouvriers, étant donné l'attitude d'irrévérence et d'insubordination de ceux-ci, qui limitait et diminuait toujours plus l'autorité de ceux-là, et, avec l'autorité, le prestige et le profit.

Les autres conquêtes ouvrières aussi, vu la crise, devenaient une difficulté insoutenable pour la classe patronale, une limitation, une érosion telle du droit de propriété qu'elles ressemblaient à un lent étranglement. La journée de huit heures, les commissions internes d'usine, les grèves partielles et générales, les bureaux de placement, les horaires de travail obligatoires, la limitation du travail aux pièces, l'interdiction de la production de guerre, les amendes pour le non-respect des accords, etc..., et avec tout cela les impôts du gouvernement, le contrôle des prix des denrées alimentaires et des logements, autant de choses qui finirent par donner aux patrons l'impression qu'ils n'étaient plus tels.

Tout cela était ressenti encore davantage dans les campagnes, où les ouvriers agricoles étaient presque tous organisés et, aidés par la conquête des mairies et par tout un réseau serré de coopératives de production et de consommation, de bureaux de placement, etc..., limitaient le droit de propriété de façon à lui retirer toute faculté de disposer d'elle-même et de lui faire craindre la mort par suffocation. D'où la colère des propriétaires terriens, qui criaient à la ruine. Et cela pouvait bien représenter, d'une certaine façon, leur ruine en tant que propriétaires; non pas, j'entends, la ruine de la production - laquelle au contraire s'accroissait énormément parce que chaque travailleur avait intérêt à tirer de son travail le plus grand profit. Je note au passage que cela n'était cependant pas (comme beaucoup de socialistes l'imaginaient) un prélude à la propriété collective. Il s'agissait avant tout d'un lent passage de propriété, de la formation de toute une nouvelle classe propriétaire, qui avec le temps serait devenue un élément de conservation.

Mais en attendant, les agrariens, dont les intérêts étaient lésés, hurlaient, sans se soucier si ce qui survenait était du socialisme ou du capitalisme. Et tous firent bloc, profitant du moment propice, pour faire pression contre le prolétariat et le refouler le plus en arrière possible, pour lui retirer tout ce qu'il était possible des positions déjà conquises et des droits déjà acquis. Cette offensive de la classe dirigeante, commencée depuis un an, dure encore et ne semble pas près de se terminer. Dans cet effort de la classe dirigeante le fascisme représente l'élément volontariste, ce que dans le langage guerrier on appelle les *arditi* (9) des ba-

(8) Ces prétextes furent si risibles que toutes les personnes arrêtées furent ensuite acquittées et livrées, les unes pendant l'instruction, les autres au procès.

(9) *Arditi*: audacieux, volontaires.

taillons d'assaut. Les fascistes pourraient dans un certain sens être appelés les *bersaglieri* (10) des forces de conservation sociale, les corps francs de la contre-révolution.

La force essentielle du fascisme réside dans le fait qu'il correspond à un large courant d'intérêts - de tous les intérêts -, aux ambitions, aux pouvoirs menacés par la révolution, par le socialisme, par le prolétariat. Il était dans une certaine mesure nécessaire aux conservateurs précisément parce que (comme je l'ai dit ci-dessus) les formes de la réaction classique étaient insuffisantes et dangereuses. Il fallait d'une part laisser à l'État l'apparence de la légalité et du libéralisme, mais en même temps l'immobiliser, afin d'avoir les mains libres pour attaquer le prolétariat sur tous les fronts - y compris ses activités les plus légales et les plus modérées - avec tous les moyens, même les plus violents, sans se préoccuper des préjugés démocratiques, légaux ou sentimentaux. A cette nécessité bourgeoise, le fascisme a remarquablement répondu, du point de vue conservateur, aidé de plus (et c'est cela peut-être qui a fait sa fortune) non seulement par le hasard, mais par les erreurs, dont certaines sont impardonnables, des hommes, des partis et des organisations ouvrières et socialistes.

De nombreuses catégories sociales, et pas spécialement bourgeoises, avaient été rendues hostiles au prolétariat socialiste par une quantité de petites et grandes choses, qui mises ensemble finirent par créer autour du mouvement ouvrier un état d'esprit irrité, une opinion publique ennuyée et fatiguée. Les harcèlements, les allusions, les railleries, les menaces vagues faites par des ouvriers et ouvrières dans la rue ou dans le tramway envers ceux qui passaient pour être - et souvent ne l'étaient pas - des messieurs ou des dames; l'air hautain, de surveillance et de contrôle, que se donnaient les ouvriers qui occupaient certaines fonctions dans les administrations publiques socialistes; la dérision envers les idées et les symboles différents ou opposés à ceux des socialistes; l'hostilité manifeste envers certaines catégories de personnes connues pour avoir été en faveur de la guerre (les étudiants, les officiers, etc...), tout cela indisposait de larges courants de l'opinion publique.

Sauf dans certains cas exceptionnels, lors desquels d'ailleurs la loi intervenait, de tels actes, gestes ou manifestations ne dépassaient jamais le stade de simples remontrances verbales, et ne prenaient aucun caractère de violence contre les personnes et les choses. Il a pu, je le répète, y avoir eu quelques exceptions, particulièrement dans les moments d'excitation des foules; pourtant ce n'était pas ces exceptions qui irritaient le plus, mais le lent supplice des hostilités imprécises, impersonnelles, diffuses, insaisissables, auxquelles on ne pouvait répondre ou se soustraire à cause de l'éducation insuffisante des masses, qui échappaient même aux chefs et aux organisateurs ouvriers; or toutes ces choses accumulées augmentaient le sentiment de malaise chez tous ceux qui n'étaient pas considérés proches des socialistes ou bien formellement encadrés dans leurs rangs.

Puis venaient les choses sérieuses, particulièrement les grèves très nombreuses dans les services publics, qui fatiguèrent à la fin de nombreux ouvriers également. Certes, je pense que même les ouvriers des services publics ont le droit de faire des grèves tant économiques que politiques, pour la simple raison que la première des libertés est la liberté individuelle de chacun de disposer de ses bras, de les offrir ou de ne pas les offrir selon sa volonté. Mais du point de vue de l'intérêt de classe et de l'intérêt révolutionnaire - pour lequel on doit chercher à obtenir les plus larges consentements possibles et réduire le nombre des positions hostiles -, les ouvriers eux-mêmes devraient mettre une limite à l'utilisation de cette arme à double tranchant très efficace en des moments et en des circonstances donnés, mais qui par nature tend à augmenter la contrariété du public à leur encontre et à limiter, non seulement auprès des classes dirigeantes, mais chez tous, les adhésions au mouvement.

Que la classe ouvrière d'une ville cesse à l'improviste le travail en signe de protestation contre un grave attentat aux libertés publiques, pour une tuerie injustifiée, pour une sérieuse atteinte au droit de s'organiser, etc..., cela est parfaitement logique. Ainsi, que les cheminots interrompent le service pour empêcher le départ d'un chargement de matériel de guerre au service de l'Entente contre la Russie ou pour empêcher l'arrivée de renforts de police et de troupes dans une ville en révolte, d'un point de vue ouvrier et révolutionnaire c'est pleinement compréhensible. Je me rends compte des désagréments que de telles mesures peuvent susciter, de l'indignation des adversaires et des conservateurs, et aussi des rigueurs de la loi, qui tend à préserver le privilège et le statu quo; mais un révolutionnaire, un socialiste, un anarchiste ne peut les désapprouver, et tout adversaire honnête et éclairé peut se rendre compte de la logique d'un tel comportement.

Ce qui irritait le plus et suscitait la mauvaise humeur dans le milieu ouvrier lui-même, c'était cependant

(10) *Bersaglieri*: corps d'infanterie légère d'élite des armées régulières durant les guerres d'indépendance italiennes. (Note A.M.)

toutes ces grèves générales lancées dans la seule intention de faire sentir la force d'un seul parti sur tous les autres, pour des prétextes variés et peu sérieux. Ce qui fatiguait le plus était l'arrêt à l'improviste des services publics les plus importants, soit pour de petits intérêts de catégorie, soit pour des faits encore plus dérisoires: pour une réunion, pour une commémoration, ou... parce qu'on avait marché sur le pied d'un organisateur en vue! Je n'exagère pas! Certaines interruptions du service des tramways, du service local des postes et télégraphes, etc..., étaient absolument injustifiées. Parfois les trains se sont arrêtés à cause de chargements de matériel de guerre de peu d'importance, et qui voyageaient dans la direction opposée à la frontière, ou alors parce qu'il y avait huit ou dix carabiniers, tout au plus, qui étaient transférés pour des raisons de service, sans motif spécial. Je ne juge pas l'excès de zèle de ces traminots ou de ces cheminots, animés certainement des meilleures intentions. Mais c'était comme mettre le feu à une grange pour allumer une pipe! Il manquait le sens des proportions entre cause et effet, et la disproportion alimentait de façon indigne l'hostilité contre le mouvement ouvrier (10).

Un autre fait qui avait fini par fatiguer beaucoup de monde, c'était les trop nombreux meetings publics. Après la période de rigueur et d'interdictions de la guerre, certains débordements étaient naturels: ce fut une façon pour les masses ouvrières de respirer librement, de manifester leurs sentiments et aspirations, de se retrouver et de se compter. Mais après quelques mois, cela aurait dû cesser, ou tout au moins s'atténuer et laisser la place au recueillement, à la préparation pour l'action décisive. Cela ne se fit pas, je l'ai déjà dit, et au contraire plus le temps passait et plus on faisait de meetings, et plus on faisait de meetings et plus ils ne débouchaient sur rien tandis qu'ils augmentaient sans profit l'irritation adverse. Ils transformaient en une véritable fureur irrépressible l'irritation des forces de l'ordre (carabiniers, gardes royaux et policiers) qui se trouvaient continuellement en service, souvent jour et nuit sans interruption, envoyés ici et là et qui, par-dessus le marché, subissaient continuellement le mépris et les injures de la foule (11).

Cette animosité est une conséquence logique de la fonction antipathique exercée par les forces de l'ordre dans les mouvements politiques. Surtout lorsque ceux-ci assument un caractère révolutionnaire, la force publique est là pour les réprimer, et elle ne peut s'attendre, certes, à des caresses et à des sourires de la foule contre qui elle est envoyée. En outre, les neuf dixièmes des conflits entre la foule et les forces de l'ordre sont dus aux excès de ces dernières et parce que ce sont elles qui commencent. Cela dit, on ne doit pas cacher que dans l'après-guerre il a manqué chez les révolutionnaires toute capacité de compréhension à propos de ces conflits. En particulier, on doit rappeler deux choses: que la grande partie des carabiniers avait été recrutée pendant la guerre et que ceux-ci n'avaient pas encore tous l'esprit de corps prétorien qui les caractérise; que la garde royale, de formation récente, constituée en grande partie de prolétaires, n'était pas encore complètement sûre pour les classes dirigeantes.

Que les ouvriers attaqués, bastonnés ou sur lesquels les forces de l'ordre ont tiré cherchent à se défendre, cela se comprend. Au cours d'un conflit, quand on reçoit ou qu'on donne des coups, il n'est pas possible de raisonner. Mais cela ne signifie pas que l'on doive, en dehors de ces cas exceptionnels, aussi systématiquement qu'inutilement, irriter par la parole, l'écrit, les insultes ou le mépris les hommes de la force publique qui au moins ont l'excuse d'être commandés et de ne pas savoir ce qu'ils font. S'adresser enfin - comme ce fut le cas - avec civilité et même avec un excès de flatterie et de courtoisie aux commissaires, aux policiers, aux préfets et aux ministres qui sont bien autrement et bien plus terriblement responsables des événements et méfaits des forces de l'ordre, c'était, du point de vue révolutionnaire, follement irrationnel.

C'est dans cette erreur d'attitude des révolutionnaires qu'il faut chercher une partie des raisons pour lesquelles aujourd'hui les forces de l'ordre sont aussi solidaires et complices du fascisme, au point de se moquer des ordres des commissaires et des circulaires des ministres. *«Les fascistes sont nos amis, ils nous défendent et nous serrent la main»*, me disait un groupe de gardes royaux parmi lesquels je fus mis en état d'arrestation pour quelques heures, voici quelques mois; *«Et vous voulez que nous nous mettions contre eux, pour vous qui nous appelez "fauves royaux" et qui nous traitez si mal, par la parole et par l'écrit? Mais*

(10) Cette hostilité serait restée impuissante si elle n'avait pas trouvé un développement ou une ample diffusion dans les classes moyennes, très nombreuses en Italie, car seulement dans très peu de centres, comme Milan, Turin et quelques autres, le prolétariat industriel et salarié constitue une majorité absolue et écrasante. Les marxistes ou soi-disant tels, parmi lesquels Lénine lui-même, aiment à railler les anarchistes comme *«petits-bourgeois»* et je ne m'étonnerais pas si mes constatations étaient utilisées pour remettre en circulation ce stupide et vieux lieu commun. Mais ce n'est certes pas la faute des anarchistes si le processus de prolétarianisation des classes moyennes prévu par Marx ne s'est pas confirmé et si celles-ci continuent à exister et à peser sur la vie publique, même s'il y en a qui par a priori doctrinal veulent les ignorer!

(11) C'est à cause de cette irritation des forces de l'ordre, contraintes à rester en service au-delà du supportable, qu'en certains endroits, comme à Sarzana et Modène, elles ont perdu patience même contre les fascistes, car en ces circonstances ces derniers étaient la cause la plus immédiate de leur surcroît de travail.

vous être fous! Contre vous nous sommes prêts à tout, et nous nous moquons même de nos supérieurs, s'ils nous disent de nous mettre contre les fascistes». Paroles textuelles, auxquelles je ne sus que répondre sinon par des phrases vagues, mais auxquelles je ne pouvais en moi-même donner tort.

Cela explique aussi comment tant de meetings finissaient souvent par des confrontations sanglantes avec les forces de l'ordre, sans autre résultat là encore que d'aligner une longue série de cadavres prolétaires. D'avril 1919 à septembre 1920 il y eut, en Italie, plus de 140 conflits mineurs ou sérieux avec issue mortelle, avec au total plus de 320 morts du côté ouvrier. A chaque tuerie, il y avait bien, dans les masses, un sursaut d'indignation; mais il y succédait, à chaque fois, un accroissement de déception, un sentiment plus fort de découragement et de fatigue, une plus grande indécision et une plus grande défiance envers leurs propres forces. Si bien que, après l'abandon des usines occupées, à la première résistance accrue du gouvernement la masse ouvrière baissa les bras.

Les mêmes événements qui avaient contribué à démoraliser et à fatiguer les foules ouvrières, en revanche, avaient irrité, renforcé, raidi et rendu plus compact leur ennemi. Une partie de la masse, en outre, avait affaibli son esprit combatif en atteignant un relatif bien-être dont elle se sentait satisfaite et qui lui faisait désirer le calme. Elle ignorait qu'elle avait atteint ce degré de bien-être précisément grâce aux efforts antérieurs et que ce bien-être était destiné à diminuer et à disparaître avec l'interruption des efforts qui avaient permis de l'obtenir.

LA RÉVOLUTION TANT PRÊCHÉE ET ATTENDUE N'ÉTAIT PAS SURVENUE, MALGRÉ TOUTES LES BONNES OCCASIONS... (12)

La révolution tant prêchée et attendue n'était pas survenue, malgré toutes les bonnes occasions; et dans un certain sens on peut dire qu'elle n'avait pas été voulue. Mais d'avoir pesé comme une menace pendant presque deux ans fut suffisant pour provoquer la contre-révolution. On a ainsi eu la contre-révolution sans révolution, une véritable et authentique contre-révolution préventive, dont le fascisme a été le facteur le plus actif et le plus impressionnant.

La lutte entre le prolétariat et la bourgeoisie, qui fut une des causes déterminantes de la guerre mondiale et un des aspects de celle-ci, et qui pouvait avoir un épilogue favorable au prolétariat d'Italie, se poursuit aux dépens de la classe des travailleurs et aggrave les effets de la guerre. La bourgeoisie n'a pas réussi à affaiblir le prolétariat par le moyen indirect de la guerre - et, dans les conditions particulières de l'Italie, a obtenu un effet opposé -, mais se promet d'y réussir maintenant par la triple action combinée de la violence illégale fasciste, de la répression légale gouvernementale, et de la pression économique consécutive au chômage, en partie inévitable mais en partie aussi provoquée délibérément pour passer la corde au cou des ouvriers.

Avant que tous les facteurs révolutionnaires que j'ai mentionnés ne contribuent à lui donner un terrain de développement et une atmosphère favorable, le fascisme était une pauvre et triste chose: groupes minuscules épars ici et là dans la péninsule, sans beaucoup de partisans et sans même les faveurs de la classe dirigeante. Le journal qui les avait engendrés, aidés, organisés n'avait plus la même diffusion que lorsqu'il était l'organe des partisans de la guerre, tandis que le regain d'intérêt dont il devait ultérieurement bénéficier suite au succès fasciste ne se manifestait pas encore. Les rangs fascistes étaient alors composés surtout par des étudiants et d'ex-officiers de l'armée, par quelques rares représentants des professions libérales et par ces éléments qui s'étaient appelés «*interventionnistes*» depuis 1914; éléments qui, pour s'être trop distingués pour leur zèle militariste et gouvernemental pendant la guerre et pour s'être rendus trop hostiles aux vieux partis dont ils s'étaient détachés à cause de la guerre - socialiste, syndicaliste, anarchiste, républicain -, étaient devenus des déclassés dans la vie publique, à laquelle ils ne voulaient à aucun prix renoncer.

Ce dernier élément - une petite minorité dans la minorité - fut le véritable ordonnateur et organisateur du fascisme; et il était le plus adapté à l'être. Presque tous ses membres avaient été journalistes, orateurs, membres influents de divers organismes et partis prolétariens; ils connaissaient bien la technique de l'organisation, le langage rhétorique qui frappe les imaginations et réveille les rancœurs, la psychologie des foules et le moyen de les conduire, les défauts et les faiblesses des vieux compagnons devenus des adversaires. Et ils étaient, en plus, animés à leur égard d'une haine alimentée par quatre années de dédain et d'humiliations; cette haine donnait à leur œuvre ce feu et cette ardeur nécessaires à la lutte que d'autres puisent dans la foi en un idéal supérieur.

Malgré l'aversion envers les foules socialistes qui semblaient triomphantes ou proches du triomphe, ils étaient tous des mécontents qui boudaient les institutions et la bourgeoisie dont ils disaient volontiers du mal. Non seulement les ex-subversifs, qui avaient reporté dans le fascisme leurs attitudes habituelles et leurs vieux états d'âme, mais aussi tous les autres - avec toutefois une plus grande sincérité - considéraient avec une méfiance soupçonneuse le gouvernement qui s'installait dans une attitude triomphante et indifférente à la fois, vis-à-vis du résultat victorieux d'une longue guerre. Incapable d'en tirer profit, le gouvernement, au contraire, en gaspillait misérablement les opportunités tant à l'intérieur qu'à l'extérieur avec une politique inepte et servile. Les fascistes, enfin, éprouvaient en même temps du mépris et de l'envie pour la rapacité des requins de la finance, derniers venus, qui s'étaient enrichis avec la guerre sans rien donner ni risquer, et qui maintenant avaient peur du spectre du bolchevisme menaçant à l'Orient.

Ce mécontentement cependant ne les rapprochait pas des ouvriers parce qu'il s'agissait d'un mécontentement d'origine différente, qui était au fond bourgeois et petit-bourgeois et, pour certains, aristocratique; chez tous antisocialiste. L'antisocialisme était proclamé comme une nécessité patriotique, pour restaurer l'autorité de l'État considéré comme la personnification vivante de la nation. De nombreux fascistes sincères n'étaient en réalité que des nationalistes. Tout sens de la liberté leur était étranger; et c'est la raison pour

laquelle le premier vernis vaguement républicain du fascisme s'estompa très vite et disparut, après avoir accompli une fonction intimidatrice et presque de chantage envers le gouvernement quand celui-ci, pour des raisons parlementaires, semblait vouloir faire obstacle à certaines formes d'actions illégales du capitalisme.

Tant que les fascistes demeurèrent peu nombreux et les socialistes puissants et à leur apogée, le fascisme parut être relativement indépendant. Il avait son noyau central le plus fort à Milan avec des ramifications un peu partout, mais il n'était prépondérant nulle part, - et encore moins à Bologne où tout à coup il devint si important, si important que c'est de là qu'il commença à s'étendre dans toute l'Italie comme force politique coercitive. Il avait raison, ce fasciste qui écrivait, dans une polémique, que si le fascisme était né à Milan son berceau avait été Bologne.

Bologne a été la première ville où le fascisme est devenu fort, soit parce que, là, le hasard et les erreurs des socialistes l'aidèrent le plus, soit parce que les fascistes bolonais furent les premiers, malgré le langage peu respectueux et pseudo-extrémiste de leur journal, à établir des rapports de collaboration et d'entraide avec cette force conservatrice par excellence qu'est la police, mettant à part dans la pratique toute velléité d'opposition politique. Au cours des premiers mois, à partir d'octobre, le fascisme eut en la police bolonaise l'allié le plus évident, même officiellement, jouissant de la protection ouverte du commissaire et de celle à peine cachée du préfet (13). Les commissaires se rendaient sur le *Cours* bras dessus-bras dessous avec les chefs fascistes; les gardes royaux et les fascistes se promenaient ensemble; à la préfecture, les fascistes étaient comme chez eux et les agents de police et les gardes royaux se retrouvaient au siège du *Faisceau* comme dans un de leurs corps de garde. On m'a assuré que même pour l'approvisionnement et le transport de ses armes le *Faisceau* s'est servi plus d'une fois de camions de la préfecture et de l'armée.

Il n'y a rien à dire sur l'autorité militaire à proprement parler. Celle-ci est tout naturellement davantage sur ses gardes. Mais il est notoire que presque tous les officiers sont fascistes et que même l'état-major de l'armée n'est pas insensible au fascisme. De nombreux journaux ont mentionné la responsabilité du ministre Bonomi, lorsqu'il était au ministère de la Guerre, dans l'organisation et l'armement fascistes. Ce fut à sa demande qu'en 1920 le colonel A. R. parcourut l'Italie de long en large pour préparer la réaction antisocialiste. Ce colonel, dans un rapport naguère publié, proposait la formation «*d'une milice d'idéalistes faite des hommes les plus experts, les plus valeureux, les plus forts et agressifs*» qui puissent, aux côtés de la police et de l'armée, «*accomplir en même temps des actions de résistance et des actions politiques*» (14). Autrement dit, la milice irrégulière fasciste.

Dans certains endroits, comme à Trieste, la coopération de l'armée avec le fascisme a atteint les formes les plus évidentes, jusqu'à la fourniture en plein jour d'armes et de bombes aux fascistes pour leurs expéditions punitives (15). Il ne manque pas d'exemples, comme dans la province de Modène ou de Grosseto, d'expéditions mixtes de fascistes et de carabinieri, dirigés par un commissaire de police. Que l'on se rappelle du député socialiste Ventavoli, contraint de se sauver par la fenêtre pendant que fascistes et carabinieri envahissaient furieusement son habitation.

Mais, pour revenir à Bologne en tant que berceau du fascisme, je dirai que tous ces facteurs n'auraient pu provoquer l'effondrement des positions socialistes et faire prendre corps à la puissance fasciste sans des circonstances fortuites et surtout sans, chose plus grave, certaines erreurs des socialistes. Les escarmouches sur la place de Bologne le 20 septembre 1920 et le conflit sanglant du 14 octobre lorsqu'une foule alla manifester devant les prisons par solidarité avec les prisonniers politiques, près de la caserne des

(13) Une telle coopération se retrouve aujourd'hui un peu partout, mais est parfois dissimulée pour raison d'État. A l'ancienne Bourse du travail de Bologne, les gardes royaux envoyés pour la protéger, s'abritant dans un salon lors d'une nuit de pluie, écrivirent sur les murs, le printemps dernier, entre autres menaces contre les socialistes et les anarchistes: «*Bientôt le Faisceau et la Garde royale brûleront cette Bourse aussi*».

(14) Cf. *Ordine nuovo* de Turin - n°274, 2 oct. 1921.

(15) C'est ce que m'a raconté un habitant de la ville, témoin oculaire. Mais cela ne s'est pas produit qu'à Trieste, comme le prouve une nouvelle de Florence, reportée par les journaux d'octobre, selon laquelle les fascistes «*auraient envoyé à Rome, au député fasciste Capanni, un télégramme lui demandant d'obtenir de la part du ministre Bonomi l'arrêt des poursuites contre leurs camarades; dans le cas contraire, ils auraient rendu publics les noms de nombreux fonctionnaires et officiers des carabinieri qui, peu de temps auparavant, les avaient aidés en leur fournissant des armes et des munitions*» (cf. *Il Resto del Carlino* de Bologne d'octobre 1921). Dans beaucoup d'endroits, par exemple dans la région de Mantoue ou de Cosenza, carabinieri et gardes royaux portent ostensiblement l'insigne fasciste. A plusieurs reprises, policiers et fascistes accomplissent ensemble des perquisitions, des arrestations, etc... A Bologne, lorsqu'un garde royal fut tué une nuit, probablement par des voyous, les fascistes affichèrent un manifeste dans lequel ils précisaient que la personne tuée était un des leurs, avec sa carte en règle.

gardes royaux (16), n'avaient pas réussi à ébranler les forces socialistes. C'est lors de la nuit du 4 novembre que leur démantèlement commença. Voyant quelques fascistes à la porte et dans le hall de la Bourse confédérale du travail, prenant des airs agressifs et menaçants, le secrétaire d'alors, le député Bucco, lui-même entouré, d'ailleurs, d'un certain nombre de jeunes armés, ne trouva rien de mieux que de téléphoner au commissariat profasciste pour demander du secours! La police vint en nombre, mais pour arrêter les socialistes et rendre le député Bucco encore plus ridicule... La forteresse était désormais démantelée: les fascistes y avaient, dans un sens, libre accès.

Si ce soir-là les socialistes avaient été un peu plus prudents - on a dit qu'à minuit le portail de la Bourse du travail était encore ouvert, sans aucune raison, invitant presque l'ennemi à entrer - et en même temps si, ayant été réellement attaqués, les socialistes s'étaient énergiquement défendus avec la force qu'ils avaient et sans ménager les coups, peut-être la Bourse du travail de Bologne aurait été envahie alors, et non trois mois plus tard, mais cela aurait été la première et la dernière fois en Italie. Elle aurait été envahie non par des fascistes, mais par la force publique; laquelle, ayant pris elle-même l'initiative, aurait rendu impossible l'indigne comédie récitée depuis, et ôté au fascisme la direction des opérations antisocialistes. Si la réaction était venue, elle aurait pris un caractère étatique, et la lutte aurait conservé son caractère traditionnel de conflit entre sujets et gouvernement, sans dévier vers la guérilla insensée, féroce et inutile, qui suivit.

Mais il est inutile de faire des hypothèses avec des si. Il reste que cet épisode, à la fois pénible et ridicule, fit comprendre aux autorités politiques et aux fascistes que toute la préparation révolutionnaire dont Bucco et d'autres s'étaient vantés était un bluff et que l'armée socialiste, déjà en retraite sur le terrain économique et politique, non seulement avait cessé l'offensive, mais ne savait pas non plus profiter de la force du nombre dont elle disposait indiscutablement pour se défendre d'elle-même par son action directe. Si on avait aussitôt résisté avec l'énergie et la violence nécessaires - et avec la nécessaire entente - aux premiers assauts fascistes, le fascisme aurait été mort-né. Au contraire, le prolétariat ayant préféré se réfugier passivement derrière la légalité, même cette faible tranchée fut en bien des points démolie par l'ennemi puisque — voyant que les socialistes se révélaient être les plus faibles - la police et la force publique n'eurent plus aucun scrupule à manifester ouvertement leur alliance avec le fascisme; et l'offensive combinée des forces illégales et légales, auxquelles s'ajouta plus tard également la magistrature, commença.

Cette offensive ne fut pas stoppée par les résultats des élections administratives de la fin d'octobre et du début de novembre 1920, favorables aux socialistes qui y gagnèrent environ 3.000 mairies. Au contraire, ce fut une incitation de plus pour les classes dirigeantes à encourager le fascisme sur la voie de l'illégalité. Capitalistes et gouvernants - parmi les gouvernants, sinon tel ou tel ministre personnellement, en tout cas la haute bureaucratie, les préfets, les commissaires de police, etc... -, d'abord hésitants, comprirent que le fascisme était une bonne arme et ils lui assurèrent tout de suite leur aide en argent et en munitions. Ils fermèrent ainsi les yeux sur ses actes illégaux et, là où c'était nécessaire, ils les couvrirent avec l'intervention de la force publique qui, sous prétexte de rétablir l'ordre, s'empressait de porter main-forte aux fascistes là où ceux-ci prenaient des coups au lieu d'en donner.

Les événements du 21 novembre 1920 à Bologne précipitèrent ce processus de réaction.

Que quelque chose de grave se préparait, on le sentait dans l'air. Déjà, pendant les meetings électoraux, on comprenait que l'intransigeance formelle et électorale des socialistes à tendance extrémiste allait vaincre, mais inutilement. Le programme annoncé à Bologne était extravagant et impossible, étant donné les changements du contexte et de l'atmosphère déjà intervenus dans toute l'Italie. C'était un vrai château de cartes. En outre, la bourgeoisie bolonaise, qui ne craignait plus les socialistes et les ouvriers, ne cédait plus. Depuis plus d'un mois, il n'y avait plus de grèves et celles qui avaient été tentées paraissaient laborieuses et sans effet. On m'a assuré qu'un orateur radical (devenu par la suite fasciste) aurait déclaré sans ambages pendant la campagne électorale que si les bolcheviques avaient conquis la mairie on n'aurait pas permis à leur administration de fonctionner.

Après le résultat des élections qui avaient donné une majorité écrasante aux socialistes extrémistes, ceux-ci étaient très préoccupés par la cérémonie d'investiture du maire. Y renoncer, renoncer à l'exposition de leur drapeau rouge, à leur meeting de victoire semblerait aujourd'hui facile; à l'époque, cela aurait paru aux yeux de tous comme une lâcheté et comme la première renonciation au pompeux programme au nom

(16) On a parlé à ce propos, et les gardes royaux l'ont vraiment cru, d'un véritable assaut populaire contre la caserne. Lors du procès, ces bruits ne furent confirmés par aucune preuve, car la foule n'avait aucune intention de ce genre. Le conflit eut lieu par hasard dans les alentours. Il suffit d'ailleurs de se rendre une seule fois sur place pour se rendre compte que tout projet d'assaut aurait été impossible et démentiel, en plus d'être inutile et disproportionné.

duquel on avait vaincu. Mais c'était précisément ce que voulaient les fascistes: chasser de la place la foule ouvrière, faire baisser en signe de reddition le drapeau rouge. Comment s'en sortir?

Certains socialistes, qui alors tenaient la «*queue de la poêle*», s'abaissèrent à d'inconvenantes négociations avec la police et peut-être promirent plus que ce que leurs partisans pouvaient accepter; mais à la veille du 21 novembre, jour convenu pour l'investiture, il semblait que les choses pouvaient bien se passer lorsqu'il vint à la connaissance de la préfecture un tract, tapé à la machine et placardé partout, dans lequel les fascistes annonçaient une bataille pour le lendemain, et avertissaient les femmes et les enfants de rester loin du centre et des rues principales. Les socialistes désormais ne pouvaient plus se retirer décemment, et il est naturel que les plus excités d'entre eux (et ce furent aussi, malheureusement, les plus écervelés, si on considère les résultats) aient pensé à improviser une quelconque défense contre les attaques annoncées. Désormais seul un miracle pouvait éviter la tragédie.

Le miracle ne survint pas; au contraire! Le lendemain, après le début pacifique de la cérémonie dans la salle communale, dès que le maire nouvellement élu et que quelques drapeaux rouges apparurent sur le balcon donnant sur la place, les premiers coups de revolver furent tirés dans leur direction. La tragédie, immédiatement, se précipita. Tous ceux qui avaient des armes, y compris les forces de l'ordre, commencèrent à tirer à tort et à travers. Des bombes furent jetées. A l'intérieur de la mairie, dans la salle, entre les balles qui traversaient les fenêtres, brisant les vitres et les tableaux, et les hurlements, et la confusion la plus épouvantable, il y en eut qui perdirent complètement la tête (la préméditation n'est pas vraisemblable, et serait admissible seulement s'il s'était agi d'un acte de vengeance privée et personnelle); ceux-ci ajoutèrent la tragédie à la tragédie tirant sur les bancs de la minorité et touchant ceux qui, par leur condition physique, ne pouvaient se déplacer comme les autres, se protéger, se jeter à terre, se défendre. Celui qui tira à ce moment-là sur l'avocat Giordani, non seulement touchait à mort un homme, jetant la désolation dans une famille, mais il flanquait au parti socialiste un coup de massue irréparable, cruel et désastreux.

Je ne m'attarde pas sur ce fait, dont une reconstitution n'est possible qu'à partir des divers comptes rendus des journaux et sur lequel l'autorité judiciaire n'a toujours pas réussi à compléter son enquête (17). Certes, abstraction faite des causes qui en avaient été à l'origine, les événements ne pouvaient se dérouler de façon pire pour les socialistes; même l'aveugle fatalité se fit l'alliée des fascistes. Mais, indépendamment des responsabilités personnelles de chacun dans les épisodes isolés, d'importance secondaire, quiconque veut juger impartialement de la responsabilité globale et générale sur ce qui advint le 21 novembre ne peut que l'attribuer entièrement au fascisme et à l'autorité publique, sa complice nécessaire. Si en effet le fascisme n'était pas intervenu ce jour-là pour troubler, les armes à la main, la légitime manifestation socialiste, en faisant précéder cette intervention de menaces précises et provocatrices, rien de tragique ne serait advenu.

En politique, cependant, c'est le vainqueur qui a raison, même s'il a tort. Et le plus mauvais rôle revient à celui qui fuit. Les socialistes n'eurent pas la force de se défendre, de faire valoir leurs raisons parfaitement justifiées de résister; sous l'accumulation de tant de circonstances adverses ils perdirent courage. Désormais ce n'était plus le moment de le leur reprocher. La faute, s'il y en avait une, était bien antérieure. C'est un fait que le 21 novembre fut une victoire fasciste; et la responsabilité des fascistes dans les événements ne diminua pas du tout leur victoire au contraire, elle l'accrut. Avoir tort et vaincre c'est, en substance, si on veut être réaliste, vaincre deux fois. C'est cela, peut-être, qui donna au public l'impression la plus grande de la force fasciste et de la faiblesse socialiste.

Alors il arriva tout naturellement ce qui arrive toujours dans de tels cas. Le fascisme, noyau négligeable avant septembre, qui grossit quelque peu après les premiers affaiblissements du socialisme, devint gigantesque au lendemain du 21 novembre. Les rangs de ses partisans grossirent de façon indescriptible. Tous les lâches, qui jusqu'à la veille faisaient la cour aux socialistes et qui intriguaient pour entrer dans leurs rangs, devinrent tout à coup leurs adversaires et sympathisèrent avec les fascistes (18). Ceux-là mêmes qui auparavant invoquaient la collaboration socialiste, qui reprochaient aux socialistes de ne pas suffisamment

(17) Je reste sur ma version des faits du 21 novembre, malgré le verdict postérieur de l'autorité judiciaire, qui a accepté au contraire la version la plus fantaisiste et invraisemblable: celle d'une véritable préméditation de l'émeute et des tueries de la part des socialistes!

(18) Un organisateur ouvrier du nord de la province de Bologne me racontait que, parmi les fascistes les plus ardents dans le pays où il réside, il y a des ex-socialistes, qui l'année d'avant étaient parmi les bolcheviques les plus fervents, mais qui sont restés tout aussi violents aujourd'hui. Même ailleurs, j'ai appris que parmi les fascistes les plus violents il y en a plusieurs qui, l'année précédente, étaient parmi les plus agressifs chez les socialistes, les communistes et les anarchistes. Il en est ainsi à Lugo, Massalombarda, à Carrare, dans la Maremma Toscana, etc...

oser, de ne pas vouloir aller au pouvoir, etc..., criaient à la «libération de la tyrannie rouge». Particulièrement certaines catégories d'employés, de journalistes, de professions libérales, à l'échine souple, tournèrent casaque de façon cynique et éhontée.

Naturellement toutes les rancœurs personnelles, anciennes et nouvelles, les rivalités professionnelles et de boutique, les envies, se réveillèrent. En outre, tous les intérêts lésés par une longue période d'administration communale, qui peut contenter beaucoup mais pas tous, se manifestèrent. Les déficiences, les injustices, les comportements partisans de l'administration socialiste, les vexations plus ou moins larvées, inhérents à tout exercice du pouvoir, accouchèrent de leurs effets, accroissant la vague antisocialiste. La lutte contre un parti se transforma en chasse à l'homme, pour démolir les positions de ses adhérents et prendre leurs places dans les charges publiques, au tribunal, dans les administrations hospitalières, dans l'enseignement. Comme un torrent qui suit son lit, cela dépassait les espérances mêmes du fascisme organisé.

La défaite du socialisme à Bologne où celui-ci s'identifiait presque complètement au mouvement ouvrier fut une défaite de la classe ouvrière; et elle prit une importance nationale précisément parce que survenue au cœur de l'Émilie, où le prolétariat est le mieux et le plus fortement organisé dans les villes et plus encore dans les campagnes. Aussitôt que le mouvement de réaction antiproletarienne se fut répandu dans les provinces, s'abattant sur Ferrare, Modène, Reggio Emilia, etc..., l'exemple fut suivi ailleurs, particulièrement en Toscane, en Vénétie et dans les Pouilles - et la défaite socialiste et ouvrière ne fut plus seulement celle de l'Émilie, mais celle de l'Italie.

Le fascisme, disais-je, après les événements de Bologne mentionnés ci-dessus, vit en peu de jours ses rangs énormément augmenter. Beaucoup, qui jusque-là avaient gardé une certaine réserve, se rallièrent à lui dont, à l'improviste, quelques organisations ouvrières; se rallièrent également des membres des professions libérales, notamment des avocats, qui dans le passé s'étaient amourachés des socialistes, mais qui maintenant sentaient la possibilité d'une fortune politique plus prompte avec le fascisme.

Surtout après la fin tragique de l'aventure de D'Annunzio à Fiume, lors de laquelle les légionnaires furent laissés seuls par le fascisme contre le gouvernement, ou consolés seulement par quelque ordre du jour platonique - ce qui produisit entre les uns et les autres une division complète et une hostilité mal dissimulée -, on comprit que le fascisme ne voulait pas causer d'embarras sérieux au gouvernement. Par conséquent, ayant abandonné toutes ses anciennes vellétés antimonarchistes, les adhésions au fascisme de la part des conservateurs affluèrent. Malgré les tendances républicaines encore professées par quelques chefs, le fascisme devint toujours davantage une forme soutenant non seulement les institutions économiques et militaires du capitalisme et du nationalisme, mais aussi de l'institution monarchique elle-même.

C'est à Trieste, en particulier, que le fascisme a été un instrument du gouvernement monarchique, plus qu'un instrument de classe, fonctionnant comme un véritable corps d'occupation dans un pays ennemi. On parle de «libération» de Trieste, alors qu'il s'agit exclusivement de «conquête». On sait qu'économiquement la «libération» a été pour Trieste une ruine, mais il est certain que politiquement aucun habitant de la ville n'aurait souhaité rester sous domination autrichienne, sauf les austrophiles de métier. Qui cependant oserait nier qu'aujourd'hui, la guerre finie, Trieste se trouverait, même d'un point de vue politique, beaucoup plus à son aise si elle était fédérée à l'Autriche républicaine, à laquelle, en compensation, elle assurerait ces ressources économiques qui maintenant lui manquent, jouissant elle-même de la condition privilégiée d'être le seul débouché maritime d'un très vaste territoire?

Cela dit, Trieste ne demandait pas mieux que de vivre comme elle pouvait et en paix au sein du nouveau règne. Une politique vraiment fraternelle aurait empêché l'apparition de toute idée séparatiste, à laquelle pas même les Slaves, presque tous travailleurs de la terre, étaient intéressés. Au contraire, on a opprimé Trieste pendant plus de deux ans avec un gouvernement militaire, qui ne tint aucun compte des sentiments des citoyens, se fiant plutôt aux vieux soutiens de la Maison d'Autriche, et on fit sentir aux «terres libérées» le double poids des vieilles lois répressives autrichiennes et des habitudes d'arbitraire du gouvernement italien. Surtout, on chercha à fausser et à dénaturer la situation dans un but électoral. On avait peur qu'à l'occasion des premières élections des députés triestins - étant donné l'élément prolétarien dominant et les précédents locaux - les habitants n'envoient à la Chambre une majorité de représentants socialistes pour la ville et slaves pour les campagnes environnantes. Et c'est ce qui se serait certainement produit dans un régime de relative liberté.

C'est ce qu'on chercha à empêcher à tout prix. Et puisque l'action du gouvernement, à elle seule, n'aurait pas suffi, étant donné qu'il fallait retirer à l'occupation son caractère militaire pour donner aux élections une

apparence de liberté, on entretint à Trieste le fascisme comme véritable instrument du gouvernement. Inutile de dire que la plus grande partie des fascistes y furent importés du dehors, ou bien qu'ils y avaient débarqué lors de l'occupation: des «*sujets du roi*», comme on disait autrefois.

Les fascistes ont fait à Trieste ce qu'ils ont pu, comme ailleurs, incendiant à plusieurs reprises la Bourse du travail, la rédaction et l'imprimerie du quotidien socialiste, des coopératives et des librairies, rossant, tirant des coups de feu, terrorisant. Ainsi ont-ils agi à Pola, à Monfalcone, etc... Dans les campagnes ensuite, avec l'aide ostensible des militaires, ils ont organisé de vraies battues de chasse aux Slaves, détruisant des villages entiers, contraignant les habitants à se réfugier dans les montagnes et à passer la frontière. C'est ainsi que s'est exprimée lors des élections la «*volonté du pays*» - celle que l'on voulait à Rome -, et qu'il a été possible d'élire à Trieste une majorité de députés pro-fascistes!

Les agrariens de l'Émilie saisirent aussitôt, dès le mois d'octobre ou de novembre, la possibilité de précipiter le fascisme, comme une catapulte, contre la muraille de l'organisation paysanne qui les empêchait de respirer; et cela malgré le langage hostile de quelques journaux fascistes à leur égard. Après quelques mois, presque partout, la plus grande partie des faisceaux dans les campagnes de l'Émilie, de la Vénétie, des Pouilles étaient constitués d'hommes du parti agrarien. La composition du fascisme avait déjà notablement changé par rapport à ce qu'elle était avant octobre, et les éléments étudiants n'y représentaient plus la force prédominante. Même l'appareil dirigeant du fascisme passa ici et là en d'autres mains.

Dans les villes, également, les adhérents n'étaient plus les mêmes. Les meilleurs d'entre eux, les plus désintéressés, haïssaient les socialistes un peu par instinct de classe, un peu par représailles envers les ouvriers qui les rejetaient, un peu par ignorance: presque tous ignoraient ce qu'étaient ou ce que voulaient les socialistes, et confondaient socialisme et anarchisme, réformisme et bolchevisme, syndicalisme et communisme, leur attribuant les idées les plus extravagantes et les propos les plus farfelus. Certes, ils étaient tous mus par un esprit patriotique aussi indubitablement mal compris qu'imprécis, mais celui-ci était sincère. Avec le temps cependant, avec l'arrivée de nouveaux éléments, de recrues attirées par le succès - vrai fascistes de la dernière heure -, ils étaient devenus minoritaires, ce qui ne pouvait certes pas augmenter leur zèle. Plus d'un s'attiédit, et d'autres disparurent.

Avec l'accroissement de sa bonne fortune, le fascisme s'enrichit encore plus de ces éléments sans scrupules, qui vont là où on est le mieux. Dans les grandes villes, particulièrement en Toscane, se sont tournés vers lui les hommes des bas-fonds, les ratés, les repris de justice, auxquels on doit surtout la cruauté et la férocité de certaines expéditions punitives dans cette région. Souvent les fascistes sentent le besoin de rejeter certaines responsabilités trop compromettantes et de désavouer des hommes et des faits qui, plus ou moins arbitrairement, sont désignés comme fascistes. Mais j'ai déjà dit que par fascisme désormais on entend tout un système, tout un mouvement qui dépasse et déborde les frontières du fascisme répertorié et catalogué. Et la classe dirigeante, dont il est la créature, ne distingue pas l'un de l'autre et le couvre tout entier de son indulgence et de son aide de la façon la plus cynique.

Il suffit de lire les journaux, non pas ceux qui font profession de foi fasciste, pour qui les choses vont de soi, mais les autres, les plus nombreux, les grands journaux les plus cités et les plus diffusés, qui se disent indépendants des partis peut-être parce qu'ils veulent être libres de servir celui qui leur convient le plus à un moment donné. Chez ceux-ci la solidarité de classe et de caste avec le fascisme ne s'étale presque jamais dans les éditoriaux, dans lesquels à l'occasion on fait hypocritement semblant de prôner le calme et de désapprouver certaines violences. Dans les entrefilets et surtout dans les articles de chronique, en revanche, chaque conflit fasciste est décrit de façon apologétique et tendancieuse, de manière à pousser à de nouveaux conflits, en faisant litière de toute norme de vérité et de tout critère de justice, toujours à l'avantage des fascistes et au détriment des socialistes et des ouvriers.

La même chose vaut pour le caractère partisan de la magistrature. Il n'y a pas de fait de violence, vrai ou faux, grave ou bénin, imputé aux socialistes ou aux extrémistes en général, pour lesquels il n'y ait eu de nombreuses arrestations et dont les inculpés ne restent encore en prison, qu'ils soient coupables ou innocents. De leur procès, dont l'instruction ne finit jamais, personne ne se préoccupe; l'important est que les prétendus coupables ne soient pas remis en liberté. Mais pour les fascistes en général, c'est toujours la même comédie; les prévenus sont presque toujours mis hors de cause à l'instruction, particulièrement pour les faits les plus graves: incendies ou homicides. Ces derniers temps, les fascistes furent arrêtés plus souvent, mais pour eux l'instruction est toujours diligente et bienveillante. Sauf de rarissimes exceptions, pour des délits fascistes impliquant de graves responsabilités pénales on ne trouve jamais le coupable (19). Les arrestations et les procès ne sont faits que si les actes d'accusation sont légers.

Dans les cas exceptionnels, ensuite, pour lesquels les vrais coupables passent en jugement, ceux-ci sont toujours acquittés triomphalement. Typique est le cas de l'assassin d'Inversetti à Milan. Les fascistes avaient envahi un cercle socialiste, en mars 1921, avaient tiré et tué une des personnes présentes. On en arrêta quelques-uns, on leur fit un procès, et on les acquitta tous. On condamna seulement à quelques années de prison un prévenu en fuite. Peu après il se fit arrêter, on refit le procès et... il fut lui aussi acquitté! De la même façon furent acquittés, à Turin, des fascistes qui avaient tué par erreur un industriel, l'ayant pris pour un subversif. Il y a une série infinie de tels acquittements. De condamnations, pour autant que je sache, il n'y en a jamais eu.

Je constate tout cela sans aucune amertume ni regret. Je ne crois pas en la justice de la «Justice», ni dans l'efficacité des peines sanctionnées par des codes. Au fond, je trouve très naturel tout ce que je viens d'énumérer; mais si je l'ai relevé, c'est pour faire observer toujours davantage le flirt amoureux très poussé entre fascisme et classes dirigeantes; c'est pour démontrer que le fascisme n'est pas un phénomène à part, détaché de l'ensemble des autres injustices sociales, mais une conséquence directe et une émanation, de celles-ci: que, bien au contraire, le vrai responsable de la guérilla civile instaurée par le fascisme est précisément le régime politique et économique actuel.

La responsabilité de celui-ci est bien plus grande que celle des fascistes pris séparément; car si la guérilla fasciste porte atteinte aux personnes par le sang, la douleur, les destructions qu'elle coûte, si elle rend la lutte des classes plus âpre et plus chargée de haine, celle-ci est parfaitement «inutile» aux buts de conservation sociale et de restauration nationale que bêtement certains réactionnaires parmi les plus aveugles se fixent.

Plutôt qu'inutile, le fascisme est d'ailleurs nocif, comme peuvent nuire à n'importe quelle cause des moyens disproportionnés, qui coûtent beaucoup plus que ce qu'ils rapportent. Cela dit, ce serait faire preuve de naïveté de la part des révolutionnaires de demander au capitalisme ou à l'État des mesures répressives contre le fascisme, car elles pourraient, sous un autre aspect, engendrer d'autres effets tout aussi nocifs. Du reste, toute répression, qui dépasse la légitime défense, toute réaction gouvernementale, à base de prison et de menottes, à toujours tendance à devenir «délictueuse» à son tour. Et les révolutionnaires ne peuvent ni ne doivent demander aucune arrestation ni condamnation, ni menottes ni prisons.

En réalité, le gouvernement et les capitalistes cesseront d'être les complices du fascisme seulement quand les révolutionnaires, les socialistes, les ouvriers trouveront en eux-mêmes la force de résister, non pas d'une manière sporadique et intermittente, plus ou moins individuelle et trop localisée, mais d'une manière générale. Comme revendication d'un droit, les travailleurs pourraient raisonnablement prétendre à une seule chose: qu'on leur accorde le même traitement, qu'on leur laisse la liberté de défendre chaque fois qu'ils sont agressés, au besoin, avec les mêmes moyens que les fascistes, leurs propres organisations, leurs réunions, leurs drapeaux, leur propre foi, leurs propres vies. Ils auraient raison de prétendre à ne plus être réduits par la police et la magistrature à la condition de personnes immobilisées de force pendant qu'on les bastonne férocement. Ou alors, que l'État capitaliste abandonne toute hypocrisie, qu'il cesse de mener un double jeu dans cette comédie, et qu'il assume directement la responsabilité de la répression anti-ouvrière.

Mais ce sont là des vœux pieux, s'ils ne s'appuient pas sur une force réelle, à la fois morale et matérielle. Et ils ne peuvent être avancés que pour affirmer notre propre droit. En réalité les prisons italiennes sont pleines de travailleurs, et les condamnations les plus graves tombent sur les ouvriers qui, dans les conflits, ont eu le tort de se défendre contre les fascistes par la violence. On a déjà vu en outre quel a été le comportement du gouvernement, dès que, spontanément, à l'initiative du peuple, l'idée a été avancée de constituer des corps de défense prolétarienne, qui se sont donné le nom d'*arditi du peuple*. Partout, la seule idée de former des noyaux d'*arditi* a été préventivement réprimée de la façon la plus énergique - par des interdictions, des menaces, des perquisitions et des arrestations. Seule exception, Rome, où compte tenu du contexte, la répression est plus difficile, et où pour des raisons de politique interne et externe le gouvernement a besoin de sauver les apparences et par conséquent d'empêcher que le fascisme assume les mêmes formes violentes qu'en Émilie, en Vénétie et en Toscane.

A vrai dire une formation régulière réelle et effective d'*arditi du peuple* n'existe qu'à Rome, et on en

(19) Un des moyens employés par la police pour sauver les fascistes accusés de délits graves, qui troublent l'opinion publique, est celui-ci: ils arrêtent au moment des faits, quand tout le monde est sous le choc, des fascistes, mais, de propos délibéré, ceux qui n'ont précisément rien à voir avec les événements et qui peuvent prouver leur innocence. Ainsi, plus tard, quand l'opinion publique travaillée par les journaux ne proteste plus, l'autorité judiciaire peut sans scrupules remettre en liberté les innocents. Et les coupables sont sauvés.

connaît quelques tentatives, qui en sont restées là, dans un petit nombre d'autres localités d'Italie. Mais il semble qu'il soit commode de les inventer un peu partout. Les fascistes eux-mêmes, quelque peu gênés dans leur activité jamais interrompue, après le ridicule «*pacte de pacification*» romain, continuant à bastonner et à détruire, trouvèrent comme excuse qu'ils n'agissaient pas ainsi contre les socialistes, mais seulement contre les communistes et les *arditi du peuple*, qui n'étaient pas concernés par le «*pacte*» (20). Bien évidemment, les fascistes ont eu tendance à considérer tout le monde comme faisant partie des *arditi* - même les socialistes les plus réformistes et les plus opposés à la violence, même les coopératives et les cercles de divertissement les moins engagés! Mais passons...

C'est l'œuvre du gouvernement à ce sujet qui mérite une mention spéciale. De temps en temps, jusqu'aux villages les plus reculés, on annonce de nombreuses arrestations de prétendus *arditi du peuple*. En réalité, avec ce prétexte, on dissout, en arrêtant les présents, des réunions tenues comme à leur habitude par les cercles sociaux, anarchistes ou simplement ouvriers; et on échafaude des procès pour «*complot contre la sécurité de l'État*». Ensuite, après de nombreux mois, l'accusation s'évanouit; mais les mois de prison purgés par les innocents ne pourront être annulés, et entre-temps dans les différents centres, l'autorité, avec ce prétexte, aura réussi à empêcher toute activité, même la plus légale, d'opposition au gouvernement. Procédé doublement illégal, injuste et infâme: 1- parce qu'en réalité l'accusation d'arditisme est presque toujours complètement imaginaire; 2- parce que même si elle correspond à la réalité elle ne constitue aucunement un délit, puisque aucune loi n'interdit de s'associer dans le but de se défendre contre les agressions d'autrui. Ce n'est certes pas le nom qui est donné à une association qui suffit à la rendre illégale; il faut que, dans les faits, elle se mette sur la voie de l'illégalité avec des actes et des moyens déterminés.

On objecte que l'association des *arditi* est organisée militairement; pas autrement, peut-on rétorquer, que les sociétés d'anciens combattants, des jeunes explorateurs, de nombreuses sociétés de gymnastique, de tir, et de sport. Tant qu'elle n'aura rien fait d'illégal, tant qu'elle ne sortira pas les armes dans la rue, elle reste dans les limites de la loi et a le droit à la même liberté d'association que tous les autres citoyens. Si elle était hors la loi il est évident qu'une société de ce genre, même la mieux organisée, n'aurait pas été tolérée dans la capitale même du royaume. Et je m'abstiens de faire un parallèle avec les «*faisceaux de combat*», qui sont de véritables formations militaires, avec leurs propres cadres et officiers qui, dans chaque ville, parcourent les rues en marchant au pas, très souvent avec des armes qu'on a mille fois trouvées sur eux, et qui, encadrés et commandés, sont allés à la vue de tous, en camion ou à pied, mener leurs expéditions punitives, bastonner, détruire, incendier et tuer (21).

Selon la police et la magistrature, ces associations fascistes sont parfaitement légales! On se souvient de l'épisode de l'incendie de la *Chambre confédérale du travail* de Bologne en janvier 1921, survenu à l'improviste, quand tout dans la ville était tranquille. Par deux fois, encadrés militairement, armés de revolvers, de grenades ou de bombes incendiaires et de bidons de pétrole ou d'essence, les fascistes ont attaqué l'édifice, défonçant les portes, incendiant et brisant tout ce qu'ils pouvaient, et ils ont emporté dans un camion tout ce qu'ils voulaient. Ils étaient partis du siège du *Faisceau*, et ils y retournèrent après leurs exploits avec le député socialiste Grossi, qu'ils avaient arrêté à la Bourse du travail et qu'ils avaient par la force emmené avec eux pour... le soumettre à un interrogatoire. Il y eut une enquête judiciaire, des plaintes, etc..., mais le résultat fut que de toutes ces vétilles, personne ne fut retenu comme responsable.

Et pourtant, les faits que j'ai mentionnés ci-dessus furent narrés tels quels, et avec la plus grande profusion de détails et d'une manière apologétique par la presse monarchiste et pro-fasciste locale; et cela se passa sous les yeux de forces considérables de police, de carabiniers, de gardes royaux et d'agents, qui après un simulacre d'opposition laissèrent faire. Mieux, ils firent la haie au défilé organisé par les fascistes quand ils eurent achevé leur expédition punitive, avec leurs «*trophées de guerre*» ou - si vous préférez -, leurs objets volés. L'organisation qui accomplit ces exploits, ou d'autres encore pires, est parfaitement légale! On dissout en revanche les noyaux d'*arditi du peuple* et on en arrête les membres pour atteinte à la

(20) La sinistre tromperie du pacte de pacification est désormais terminée. Le pacte, resté lettre morte pour les fascistes où qu'ils soient, et jamais accepté précisément dans les provinces les plus martyrisées par le fascisme, a été définitivement annulé par une délibération du dernier congrès fasciste. Les choses sont comme auparavant, simplement parce qu'elles ne peuvent aller pire.

(21) A propos de l'organisation militaire fasciste, on m'a assuré qu'elle était complétée d'une discipline hiérarchique plutôt dure, et que, en outre, l'organisation militaire des *squadre* d'action était très indépendante des chefs politiques connus des *Faisceaux*, et obéissait pour les entreprises les plus violentes à de plus hautes autorités militaires. Mais je ne sais pas à quel point ces informations peuvent être dignes de foi.

sûreté de l'État - l'État serait-il peut-être la même chose que le fascisme? - seulement parce qu'ils affichent l'intention de ne pas s'opposer passivement à la violence fasciste (22).

Compte tenu de la situation et de la fonction de classe remplie par la police, une répression policière serait peut-être compréhensible - bien qu'injuste et suspecte de partialité - là où, comme à Viterbo ou Sarzana, des actions violentes, même motivées par la légitime défense, furent effectivement employées par des *arditi du peuple* ou prétendus tels. Mais non! il y a encore pire. Il n'est pas suffisant que des faits aient été établis ou bien que les *arditi* existent réellement. On arrête de libres citoyens simplement à cause de leurs idées politiques, ou parce qu'on suppose qu'ils se rassemblent avec l'intention de constituer des formations d'*arditi du peuple* (23). Et les arrestations, faut-il le dire, sont confirmées par la magistrature!

Tout cela n'est qu'une preuve de plus de la complicité, bien plus, de la responsabilité majeure du régime politique actuel dans la perpétuation de la guerre civile préjudiciable sans doute aux classes prolétaires visées, mais non moins préjudiciable aux classes dirigeantes elles-mêmes, et d'une façon générale aux conditions économiques et morales de tout le pays. L'acte du propriétaire qui, pour se venger ou se défaire de locataires importuns, met le feu dans la maison dans laquelle il habite lui-même, ne serait pas moins déraisonnable et insensé!

Certes, la formation spontanée des *arditi du peuple* en dehors des partis et peut-être même des partis extrémistes n'est pas trop bien vue - beaucoup parmi les socialistes les combattent par opportunisme et parmi les communistes par rivalité sectaire - mais cela est un signe réconfortant de la formation d'un esprit de résistance au sein des masses travailleuses. Malheureusement une partie du bon effet moral de l'arditisme a été neutralisé par un fait opposé, plus récent, qu'on n'avait pas remarqué dans les premiers temps du fascisme: l'adhésion à celui-ci, toujours plus nombreuse, bien que faible par rapport à la masse, d'éléments ouvriers.

Les raisons de ce début de succès obtenu par les fascistes chez les travailleurs sont nombreuses. Nous ne parlons pas, évidemment, de ceux qui se sont fait enrôler comme mercenaires à tant par jour, simplement parce que la paie était bonne et le travail réduit. Ceux-là ne comptent pas: ce sont les mêmes pauvres êtres inconscients et inférieurs qui hier faisaient les jaunes, parmi lesquels la classe dirigeante recrute ses serviteurs et ses sbires... Ce sont, au fond, des figurants, des bouche-trous et rien d'autre. Il y a toujours, en marge du prolétariat, une partie de celui-ci, la plus malheureuse, dont le gouvernement et la bourgeoisie peuvent disposer comme instrument aveugle de leur domination. En outre, je ne crois pas que le fascisme ait beaucoup à se réjouir de ces éléments; car ils ne lui sont pas fidèles, et il les perdra à la première occasion, au premier tournant, au premier revers.

Mais d'autres ouvriers sont allés au fascisme, sans être simplement des vendus à la disposition de celui qui les achète. Un fait déterminant se trouve certainement dans le chômage croissant; et il y en a qui ont espéré trouver du travail, et qui en ont même trouvé, parce qu'ils étaient fascistes ou inscrits dans les prétendues ligues syndicales autonomes du fascisme, lesquelles promettent, elles aussi, comme les ligues rouges, l'emploi, la défense des salaires, etc... Des industriels et en général des employeurs se sont entendus avec les *Faisceaux* pour employer de préférence des ouvriers recommandés par ceux-ci; et cela explique bien pourquoi cette nouvelle espèce de bureaux de placement attire toujours quelques clients parmi les chômeurs dont le nombre s'accroît chaque jour.

Il ne faut pas exagérer l'importance, du point de vue syndical, de ces unions ouvrières soi-disant autonomes, en réalité asservies au fascisme. Les adhésions volontaires sont toujours une minorité, qui, seule, serait incapable de constituer une force collective conséquente. L'adhésion de la plus grande part s'obtient par la force, par la menace, l'incendie, les bastonnades, imposée par les patrons et par mille autres moyens

(22) Tandis que je corrige l'impression de ces pages, le ministre Bonomi a adressé la énième circulaire aux préfets contre les corps armés, et mentionne en premier lieu les *arditi du peuple*, les *gardes rouges* (qui n'existent pas), et ensuite les *squadre d'action* fascistes. On peut être certain que la nouvelle circulaire servira à faire emprisonner beaucoup d'autres ouvriers, comme prétendus *arditi du peuple*, mais quant aux formations fascistes elle restera lettre morte, comme tous les «*bans*» du passé.

(23) Parmi les nombreux cas, je lis en ce moment dans *Il Resto del Carlino* (21 sept.): «*Modène, 20. A Nonantola la nuit dernière les carabinieri et les gardes royaux ont fait irruption dans une maison où "on disait qu'il y avait" une réunion d'arditi du peuple et ils ont arrêté une dizaine d'individus qui ont été conduits en prison et accusés de complot contre la sûreté de l'État*». Dans la région de Bologne, il y a de très nombreux jeunes ouvriers emprisonnés depuis plusieurs mois, accusés seulement d'«*arditisme*», sans aucune preuve et sans qu'on ait trouvé des armes. Pour motiver de telles arrestations, il a suffi, entre autre d'une simple liste de noms, sans indications, en possession d'une des personnes arrêtées.

coercitifs (24). Cependant le fait que des travailleurs soient allés au fascisme de leur propre volonté mérite un examen.

Malheureusement il est pénible de constater que chez certains travailleurs la conscience de classe et le sens de la dignité sont faibles au point de ne pas comprendre l'humiliante «raison» de la préférence des patrons pour ceux qui sont inscrits aux syndicats fascistes ou recommandés par eux, ou qui, le comprenant, n'ont pas la force de refuser un travail donné pour de telles raisons, et en de telles conditions. Mais ce n'est pas leur faute. La faute est dans la mauvaise éducation de la masse ouvrière. Particulièrement dans certaines régions, être socialiste équivalait à être membre d'une ligue et tout le socialisme consiste à s'organiser pour être payé plus, pour travailler dans de meilleures conditions, ou bien pour voter pour le député qui défend les droits de la ligue ou pour l'administration communale qui donne le plus de travail à la coopérative de métier.

Non pas que cela soit négligeable, en comparaison avec l'inconscience des inorganisés serviles et faméliques d'il y a soixante ans. Mais cela n'est pas encore le socialisme. Habitué à ne pas voir plus loin que le bout de leur nez, il est naturel que des ouvriers ne fassent pas grand cas de la couleur du drapeau de la ligue, ou du bureau de placement, si les bénéfices qu'on lui promet sont les mêmes. Aussi faut-il se réjouir que le phénomène reste relativement restreint.

L'éducation par trop matérialiste, trop peu idéaliste, que le socialisme a donné au prolétariat, particulièrement depuis trente ans, n'est pas la dernière raison du désastre de l'*Internationale socialiste* de 1914 et de la défaite du prolétariat italien - que nous espérons passagère et suivie d'une revanche - en 1921. C'est en elle qu'il faut rechercher la raison de la faible résistance ouvrière à l'offensive capitaliste et de la tendance chez certains éléments ouvriers à accepter du travail, à trouver un emploi à travers des organismes dont ils savent qu'ils sont leurs ennemis. Trop habitués à l'idée d'obtenir des résultats immédiats avec le minimum d'efforts, il leur manque cet esprit de sacrifice et cet amour du risque sans lequel il est difficile de vaincre dans les plus âpres batailles. En ce sens, les ouvriers les plus âgés sont, malgré l'âge, encore les meilleurs dans la lutte, quelle que soit la tendance ou la fraction du socialisme qu'ils suivent car ils ont été éduqués au socialisme avant 1900, quand un peu de l'esprit mazzinien demeurait encore dans l'apostolat socialiste ou, en son absence, quand les persécutions gouvernementales et le manque de succès exerçaient leur fonction salutaire et éducative.

La conception utilitaire de l'organisation de métier, le fonctionnarisme, la propagande et l'enrôlement devenus des professions (bien que moins légères et gratifiantes que ne l'imaginent ceux qui ne les ont jamais exercées!), tout cela a attiré vers le socialisme et vers le syndicalisme de nombreux arrivistes qui ont discrédité dans les masses leur fonction et les idées qu'ils professent. Puisqu'elles y trouvent leur compte, les masses acceptent le chef de ligue, mais ne l'aiment pas toujours. Et s'il y en a parmi eux qui sont vraiment de loyaux serviteurs du bien-être et de l'éducation prolétarienne, il n'en manque pas, malheureusement, spécialement dans les campagnes, qui s'occupent très bien de leurs propres intérêts et qui se sont fait une petite position. Véritables curés d'un nouveau genre, ils font peser autour d'eux leur autorité et créent contre eux une quantité de dépit, de rancœurs larvées et un sens de vague intolérance, qui passent inaperçus et sont de peu d'importance en temps normal, mais qui au premier orage s'ajoutent et pèsent beaucoup sur la balance.

Entre autres, le système des amendes, infligées à ceux qui manquent aux devoirs de l'organisation, à ceux qui l'abandonnent et sont forcés de la réintégrer, etc..., soulève une quantité de ressentiments qui restent au fond de l'âme même quand tout semble passé. Puis, lorsque surgissent des doutes sur la destination de l'argent, la chose devient plus grave. Il en a été question, surtout en Émilie, à propos des soi-disant «tailles», à cause desquelles de nombreux membres de ligues ont été arrêtés, mais qui ont permis aussi à certains, par réaction, de passer de la prison au parlement. La campagne de la presse bourgeoise à ce sujet a été aussi absurde que bruyante. Ni légalement ni moralement on ne peut mettre en doute le droit des ouvriers à établir un droit d'entrée dans leurs associations, une amende à qui contrevient aux engagements pris (25); et encore moins peut-on nier le droit d'exiger que, dans les accords entre travailleurs et patrons,

(24) Dans certains endroits (comme dans de petits centres de la région de Ferrare), les fascistes se sont rendu compte que des personnes enrôlées de force dans leurs rangs demeuraient hostiles au mouvement fasciste; il est arrivé alors qu'ils aient recommencé quand même à les bastonner!

(25) Dire que les ouvriers ont le droit, s'ils le veulent, d'adopter de tels systèmes d'organisation ne signifie pas, cependant, que ce sont de bons systèmes et utiles du point de vue syndical, socialiste et révolutionnaire. Au contraire! Et les inconvénients auxquels ils donnent lieu en sont une preuve. C'est pour cela que les anarchistes y sont énergiquement opposés.

ces derniers paient dans une certaine mesure, pour les inconvénients consécutifs au non-respect de la parole donnée ou bien à la rupture, de leur part, des accords conclus.

Mais si tout cela est légalement honnête et ne peut être qualifié a priori d'immoral, cela devient, comme chaque fois qu'il est question d'argent, embarrassant et dangereux parce que cela peut donner facilement lieu à des abus, à des vengeances personnelles, à des accès de rancœur, à des indécidables, - et, par suite, à de l'amertume, à des commérages et à de la discorde. Dans la majorité des cas, les amendes ou «taxes» ont été décidées pour le bien public, pour des œuvres de bienfaisance, des asiles, patronages scolaires, abris pour les mendiants, etc... Et, quelquefois, cela a été fait avec l'intervention de fonctionnaires publics, commissaires ou préfets. Mais il suffit d'un cas ou deux où les choses se sont passées autrement, où ont été à tort lésés des intérêts légitimes, dans lesquels ont été commises des malhonnêtetés, où quelqu'un a retiré un profit indu de tels différends (et on ne peut pas exclure que cela se soit produit, car cela peut toujours arriver) pour jeter le doute et le discrédit sur tous les autres cas. C'est ainsi que naissent les motifs nouveaux de mécontentement, et de mauvaise humeur, entre les ouvriers mêmes. Ainsi se crée une atmosphère, une ambiance dans laquelle les ennemis du prolétariat peuvent récolter des succès.

Une autre cause de dégénérescence est le système antilibertaire qui consiste à rendre obligatoire l'organisation, voire même une organisation donnée à l'exclusion de toutes les autres, pour tous les travailleurs d'un métier, sous peine de rester sans emploi, d'être boycotté et parfois encore pire. En de nombreux endroits s'est développé l'aphorisme, qui ne se prête pas à discussion, selon lequel celui qui n'est pas organisé est un jaune! Les anarchistes se sont toujours énergiquement opposés à cette fausse et dangereuse conception de l'organisation. A la rigueur, seul est un «jaune» celui qui va travailler pendant une grève ou une lutte, et par extension celui qui va travailler en dessous du tarif et qui ne respecte pas les accords conclus entre ouvriers et employeurs. Mais l'organisation ne peut être que libre; toute son efficacité dérive précisément de ce qu'elle est volontaire, qu'elle constitue un effort, une manifestation de volontés individuelles qui s'unissent en une volonté collective. Dès que l'organisation cesse d'être volontaire et qu'elle devient obligatoire, elle perd les trois quarts de ses avantages et acquiert une quantité de défauts et de germes de dissolution.

La violence fasciste en de nombreux endroits a été le réactif qui a rendu visible le danger de l'organisation forcée, sans laquelle certains éléments ouvriers ne seraient pas passés au fascisme. Laissés libres, ils seraient: soit venus plus tard, volontairement et par conviction à l'organisation, soit ils seraient restés indifférents: en tout cas ils ne seraient pas devenus des ennemis. Au contraire, les indifférents d'alors seraient peut-être aujourd'hui poussés du fascisme vers l'organisation et vers les subversifs, comme cela est en train de se produire pour beaucoup d'autres, jusqu'ici réfractaires à la propagande socialiste. Les événements ont donné raison à la déclaration du congrès anarchiste de juillet 1920 à Bologne, lequel, «*retenant que tous ont le droit au travail et que les organisations doivent être le fruit de la conscience croissante des travailleurs, et non pas être imposées par la force*», protestait contre le système de l'organisation obligatoire, «*violation de liberté qui ensuite se trouve être un danger pour les organisations mêmes, parce qu'il leur ôte tout contenu idéaliste et tout esprit de lutte, et constitue un germe de dissolution en leur sein*».

«*Il est arrivé ce qui devait arriver*», — répétait Errico Malatesta (26), notant que pour certains travailleurs le fascisme a été tout d'abord une libération, bien qu'ils se soient trouvés aussitôt après dans des conditions pires, - «*parce qu'avec l'inscription obligatoire dans les syndicats, non seulement on violait un sacro-saint principe de liberté, mais on introduisait dans l'organisation un germe de dissolution et de mort, parce qu'on remplissait les organisations de gens hostiles, de traîtres potentiels; et, d'autre part, en pouvant enrôler des membres de force, disparaissait dans l'organisation l'encouragement à faire de la propagande et à chercher à persuader*».

En somme, la domination de l'esprit autoritaire transformait les ligues, les fédérations, les bureaux centraux etc..., en autant de gouvernements petits et grands, avec tous leurs défauts, y compris en alimentant l'opposition et la révolte en leur sein. C'est cela qui a préparé dans certains milieux ouvriers le terrain propice au développement du fascisme.

(26) Voir le journal *Umanità nova* de Rome, n°132, 14 sept. 1921.

LES ERREURS DES PROLÉTAIRES, DES SOCIALISTES, SONT UNE EXPLICATION DE LA RAISON POUR LAQUELLE LE FASCISME A PU SE DÉVELOPPER... (27)

Je ne voudrais pas être mal compris. Les erreurs des prolétaires, des socialistes, sont une explication de la raison pour laquelle le fascisme a pu se développer même dans certains milieux qui par leur nature auraient dû y être réfractaires. Ce n'est pas, cependant, une justification du fascisme lui-même; lequel continue d'être une maladie de l'organisme social car c'est la faiblesse de celui-ci qui lui a frayé le chemin, tout comme les erreurs des hommes et des formations politiques ont empêché les parties les plus touchées de résister aussitôt victorieusement et de l'éliminer.

C'est un peu comme pour la tuberculose qui reste pour la société une grave plaie qu'il faut soigner et chercher à vaincre, en sauvant le plus de victimes possible, même si l'hygiéniste, étudiant ses causes, dénonce les habitudes malsaines, les conduites répréhensibles, les milieux délétères qui prédisposent les organismes à accueillir le mal et à le diffuser autour de soi. Il convient sans aucun doute de modifier le milieu, de changer les conditions sociales, de modifier les coutumes, la conduite et les mauvaises habitudes, pour prévenir et combattre le mal à la racine; mais il faut aussi, quand le mal est déjà développé, le considérer comme tel et le combattre avec tous les moyens de la thérapie et bien sûr de la chirurgie, là où il se manifeste.

Le fascisme est effectivement une maladie, une fièvre, qui court dans l'organisme social et dont il faut chercher à se guérir. J'ai relevé quelques-unes des causes qui en ont facilité l'extension, mais il ne faut pas oublier qu'il s'agit d'une conséquence générale pathologique, qui eut son origine dans la guerre. Sans elle, les erreurs et les défauts du mouvement prolétarien et social auraient eu des conséquences dommageables d'un autre genre, mais certainement pas le fascisme. Étant donné la guerre, étant donné que la seule véritable cure préventive nécessaire - la révolution - n'a pas eu lieu, le fascisme ou un autre phénomène du genre était inévitable. Les fascistes, et nombre de leurs dirigeants qui pensent sérieusement diriger le mouvement, ne sont en réalité que les agents d'un phénomène plus fort qu'eux, qui les dépasse.

Ceux qui ont voulu donner un coup de barre au navire, en prenant les choses en main pour les diriger dans une autre direction, s'en sont aperçus: peine perdue!

J'ai dit plus haut que le fascisme est une manifestation énergique des intérêts de la classe dominante; mais je dois me corriger. Tel est le cas en particulier pour certains éléments qui sont à la tête du fascisme et qui tentent de le dominer, de le guider, de le pousser en avant ou de le retenir à l'intérieur de certaines limites, selon les intérêts, les avantages politiques, l'opportunité du moment, etc... Mais si cela reste vrai, au moins en partie, pour les dirigeants, cela ne l'est plus pour la masse fasciste.

Depuis que le fascisme a gagné à l'automne de 1920 sa première bataille dans l'Émilie, et que toutes les diverses forces et les intérêts les plus variés, habitués à se joindre au plus fort, se sont précipités dans ses rangs et autour de lui, il a acquis le défaut des masses, à savoir: l'impulsivité, le fait de se mouvoir toujours plus par la force de son propre poids et par la poussée d'éléments obscurs et d'intérêts inavouables, qui dans le nombre trouvent toujours moyen de se dissimuler. Le fascisme a donc perdu l'avantage des petits groupes, qui peuvent agir librement et faire réellement et seulement ce qu'ils veulent et ce qu'ils ont décidé. Il y a désormais beaucoup de choses que les dirigeants fascistes décident et voudraient mais que la masse fasciste ne sent pas, ne veut pas et ne fait pas; et même, elle fait parfois précisément le contraire.

On ignore à quoi nous conduirait le fascisme s'il continuait par la seule force d'inertie à accélérer sa chute vers des violences toujours plus grandes, si d'autres facteurs ou causes ne réussissaient pas à le dévier vers quelque voie sans issue ou à l'arrêter et à le vaincre d'abord. Sans doute il finirait, à la fin, par se fracasser; mais combien de ruines n'aura-t-il pas semées sur son passage? Il y a toujours la possibilité qu'il trouve en lui-même, précisément grâce à la perception de l'abysse vers lequel il se précipite, la force de s'arrêter, mais jusque ici cette possibilité ne s'est pas manifestée et on ne voit pas encore de quel côté elle peut surgir.

La conscience même de la haine dont il se sent toujours plus entouré, tandis que diminue ou devient plus circonspecte la sympathie de la classe dirigeante qui s'en sert ou qui l'aide, rend le fascisme plus agressif. Il se meut dans un cercle vicieux; sa violence accroît la haine autour de lui, mais grâce à la violence agressive il prévient et empêche que la haine ennemie n'explode. Jusqu'à quand?

De nombreux fascistes sont conscients de cette exaspération aveugle et presque folle, fruit peut-être de l'incertitude qui commence à faire douter, ceux qui sont de bonne foi dans la justice de leur cause, et les autres de pouvoir toujours rester les plus forts. Particulièrement dans les endroits où le fasciste a obtenu tout ce qu'il pouvait obtenir, il ne sait plus que faire et comment s'en tirer, parce que tout ce qu'il a obtenu est destiné à être provisoire. C'est là que la violence fasciste est exercée le plus aveuglément; c'est la violence pour la violence, qui n'aboutit à rien, irrite inutilement les ennemis et gêne même ses complices intéressés.

Un de mes amis, étudiant à l'université, signalé comme anarchiste, fut un jour entourés par huit ou dix hommes, bastonné puis traîné au siège du *Faisceau*, à travers les rues principales de la ville, et sous les yeux des agents - qui ne voyaient rien. Une fois arrivé, l'agressé demanda la raison de ce traitement spécialement «*courtois*», mais personne ne sut le lui dire. Il déclara être anarchiste, et ils lui reprochèrent que les anarchistes étaient les alliés des socialistes. Il fut insulté, menacé, et fouillé; mais lorsqu'il tenta, malgré cela, de raisonner, et commença à montrer l'absurdité et l'inutilité, même du propre point de vue fasciste, d'un tel comportement, ils l'interrompirent avec des cris désordonnés.

«*Nous ne voulons pas discuter, nous sommes exaspérés!*» fut l'argument le plus solide. Et plutôt que de courir le risque de discuter avec la victime, ils préférèrent la remettre en liberté!

C'est peut-être la conscience d'avoir tort qui irrite un si grand nombre d'entre eux! C'est pourquoi, même si pendant un instant ils se laissent entraîner à discuter, ils cessent aussitôt. Ou ils se taisent, et ils vous plantent là, ou ils recourent au bâton!

La convulsion fasciste me fait penser aux mouvements désordonnés et mortels d'un homme en train de se noyer, qui bat l'eau autour de lui et qui peut faire noyer celui-là même qui s'approche pour le sauver. L'instinct de conservation, devenu aveugle, en de tels cas neuf fois sur dix est une cause de mort. La classe dirigeante ne veut pas mourir et peut-être pourrait-elle échapper à son sort - l'incapacité révolutionnaire momentanée du prolétariat peut du moins le lui faire croire - mais la peur de la mort et l'instinct aveugle de conservation l'ont mise dans un tel état de surexcitation, dont le fascisme est la manifestation, au point de rendre tout à fait irrationnels ses actes, ce qui équivaut à un suicide indirect.

Par exemple, les fascistes parlent souvent de la restauration de l'autorité de l'État. Et de fait l'État, le gouvernement politique et militaire, est l'organisation la plus stable de la force bourgeoise, c'est la citadelle qui défend et conserve le mieux l'état de choses actuelles. C'est pour cette raison que tous les efforts des révolutionnaires tendent à miner l'État, à l'affaiblir, à le discréditer, à le démolir. Et pourtant, le fascisme, aujourd'hui, épuise lui aussi l'État, le spoliant de sa fonction la plus chère, celle de la violence armée, de la répression, du contrôle et de barrage à la liberté des citoyens. Avec des phrases empruntées au syndicalisme, les fascistes vident l'État mais ils ne lui substituent que l'arbitraire instable et contradictoire des individus, des groupes inorganisés, des intérêts aveugles, des volontés impulsives, unies non pas par une idée mais par la haine, par le seul désir de détruire. Leur action est anarchique dans le pire sens du terme, dans le sens de désordre - l'opposé, naturellement, du sens qui a été donné au mot, après Proudhon, par le courant politique du socialisme auquel je me réfère moi-même, selon lequel l'anarchie est l'ordre véritable.

Le fracas assourdissant que fait le fascisme autour de lui et le tumulte cyclonique qu'il provoque dissimulent mal une de ses faiblesses organiques, l'absence d'idées sur lesquelles il se fonde, ce qui en fait un édifice sans fondement (28). Ses chefs se sont efforcés à plusieurs reprises de le doter d'un programme véritable, mais ils n'y sont pas parvenus. Ou bien ils accumulaient de vaines paroles rhétoriques, des formules vagues empruntées aux partis les plus variés; ou bien, à peine avaient-ils commencé à concrétiser quelque chose, à préciser quelque objectif politique ou social déterminé, que la discorde s'installait entre eux; et alors apparaissait la distance énorme entre les buts de ses diverses et nombreuses fractions. Les

(28) Cette absence absolue d'idées du fascisme est telle que cela a frappé même les personnes les moins cultivées du peuple. A propos de cinq paysans pris et fusillés sur la place publique au printemps de 1921 par un peloton d'exécution fasciste à Foiano, en Toscane, le correspondant de la *Voce repubblicana* racontait: «*Pourquoi tous ces morts? Pourquoi cette guerre continuelle? La plupart ne peuvent le dire. Les socialistes parlant sur les places (me faisait observer un vieux paysan étonné) nous disaient ce qu'ils voulaient. Mais les fascistes, que veulent-ils? Bastonner, insulter, et c'est tout!*» (*Voce Repubblicana* de Rome, 9 oct. 1921).

efforts effectués par certains pour faire du fascisme un parti à part entière se heurtent à la réticence et à l'opposition d'un certain nombre de ses propres chefs, dont quelques-uns conviennent que le fascisme ne peut être un parti, mais seulement un point de convergence de divers partis intéressés à obtenir un objectif commun déterminé.

Quel est cet objectif commun, on ne le dit pas clairement. On parle de patrie à sauver du désastre bolchevique; mais, en substance, les fascistes ne peuvent oublier leurs divergences qu'en se réconciliant autour du seul objectif possible qui est de faire obstacle à l'ascension du prolétariat, d'en décapiter la puissance politique, d'en briser la force croissante sur le terrain économique.

Tous en conviennent: les adhérents fascistes réguliers et les sympathisants; les agrariens de la Valle Padana, de la Vénétie et des Pouilles et les latifundistes siciliens; les parasites de la haute banque, de la Bourse et les industriels qui ont besoin de la protection de l'État; les politiciens aigris et sans emploi; les journalistes sans idéal; les propriétaires impatientes de faire monter les loyers et les profiteurs qui ne veulent pas payer pour les sur-profits réalisés pendant la guerre et craignent la fin de l'anonymat sur les titres de rente; ceux qui ont peur de la révolution et les autres que même le réformisme irrite comme la fumée dans les yeux. Qu'il s'agisse de radicaux, de francs-maçons, de démocrates, de libéraux, de conservateurs, d'ex-syndicalistes, d'ex-anarchistes, jusque, à droite, le sympathisant clérical Paolo Cappa ou, à gauche, le pro-fasciste et ex-ministre du roi, le républicain Ubaldo Comandini (29), tous sont unis par une même aversion, malgré la diversité de leurs programmes politiques passés.

De tels assentiments venant d'horizons aussi divers et opposés ne peuvent permettre de réaliser l'impossible, à savoir un programme commun pratique de reconstruction, mais ils sont en mesure de s'accorder pour un objectif négatif, un objectif anti-prolétarien. Les fascistes ne veulent pas qu'on le dise, et ils menacent de rosser ceux qui l'affirment. Cela n'empêche pas que le fait soit bien réel, ce dont la chronique de tous les jours se charge, depuis plus d'un an, de faire la démonstration la plus ferme et la plus éloquente.

De plus, les faits démontrent qu'il n'y a pas de mouvement moins idéaliste et plus préoccupé de ses intérêts matériels et de ceux des classes dirigeantes que le fascisme. Tout le prolétariat est visé par le fascisme - malgré les bavardages qui affirment le contraire - avec les actes les plus impressionnants de violence et de destruction. Or si le prolétariat est frappé c'est précisément parce qu'il attaque le profit capitaliste, parce qu'il lèse les intérêts des boutiquiers, des patrons, parce qu'il a représenté jusqu'à aujourd'hui une érosion ou un envahissement du droit de propriété. Tout le reste désormais émeut très peu le fascisme.

Quand le fascisme commença son offensive à l'automne de 1920, les premières institutions qu'il attaqua le plus rageusement ne furent pas les cercles socialistes, les sections du parti socialiste, mais les Bourses du travail et les coopératives, qui ont pour la plupart une orientation socialiste, mais auxquelles adhèrent aussi des ouvriers de divers partis ou des apolitiques. Ce qui a été attaqué, immédiatement, dès le premier instant, ne fut pas le bolchevisme mais le prolétariat en bloc.

Le «*spectre bolchevique*» derrière lequel le fascisme cherche une justification était déjà, si on peut dire, conjuré quand le fascisme apparut. Le fascisme sert au contraire indirectement à remettre dans la course la fraction réformiste au sein du parti socialiste; mais dans l'ensemble du mouvement ouvrier, en octobre 1920, le bolchevisme ou communisme révolutionnaire était déjà en déclin. Le fascisme se vante trop d'avoir «*assagi*» les socialistes; or ceux-ci avaient déjà commencé à le faire d'eux-mêmes. Le congrès socialiste de Livourne en janvier 1921 sanctionna et révéla au grand jour un fait qui était survenu depuis au moins trois mois; et le mérite ou le démérite, comme on voudra (à mon avis ce fut une faute), n'en revient pas au fascisme, mais à la ténacité des réformistes socialistes et confédéraux.

Le fascisme d'action servit et exploita en même temps la peur bourgeoise du bolchevisme, mais il fut aussi et surtout l'instrument et l'émanation de la réaction capitaliste contre tout le prolétariat, du plus ardent au plus modéré.

Dans chaque centre, dans chaque région, le fascisme en effet n'attaqua pas seulement, avec la violence

(29) J'écrivais cela à propos de Comandini sous l'impression d'une de ses conférences à Bologne, dans laquelle il fit une vibrante apologie du fascisme, à peine tempérée par quelques réserves. On sait qu'en Romagne des républicains, parmi les plus intransigeants sympathisants du fascisme, se réclament de Comandini, en opposition à la majorité de leur parti, à leur direction et au quotidien républicain de Rome. Mais je dois, par honnêteté, signaler que Comandini a par la suite modéré ses enthousiasmes pro-fascistes. Dans une conférence à Cesena, le 21 octobre 1921, il déclara qu'il condamnait les «*dégénérescences*» du fascisme et ses violences; et il reconnut que les intérêts du fascisme s'identifiaient à ceux de la bourgeoisie.

la plus grande, une fraction politique déterminée, la même partout, tenue pour néfaste au pays, à la patrie, etc... Certes, à l'occasion il déclarait vouloir défendre également la liberté du prolétariat et le sort de la classe ouvrière. Mais ensuite, en chaque endroit, selon les fascistes, l'Italie et le prolétariat avaient un ennemi différent: précisément ce parti ou cette organisation qui, dans cette localité donnée, recueillait la plus grande sympathie et les plus nombreuses adhésions des prolétaires.

Là où, comme à Reggio et à Modène, dominaient les organisations réformistes, on agressa celles-ci; à Bologne et à Ferrare les organisations maximalistes unitaires; à Trévise les organisations républicaines; dans le Bergamasque les organisations catholiques; à Carrare et dans le Valdarno les organisations anarchistes; à Piacenza, à Sestri et à Parme les organisations syndicalistes, sans exclure celles qui furent favorables à la guerre et à tendance dannunzienne; à Turin les organisations communistes; et en certains endroits, comme à Padoue, même les organismes coopératifs tout à fait apolitiques et administrés par des hommes d'ordre. La furie destructrice n'a fait aucune distinction entre les différentes organisations; il suffisait qu'elles soient ouvrières: ligues ou Bourses du travail, bureaux de placement ou Fédérations, bibliothèques ou journaux, coopératives de consommation ou coopératives de production, sociétés ouvrières de secours mutuel ou cercles de détente, cafés et auberges ou maisons particulières.

Innombrables ont été les ouvriers morts dans tous ces conflits, lors des nombreuses agressions; et sous la terre muette le linceul funèbre enveloppe des ouvriers de toutes les idées et de toutes les fois, catholiques et anarchistes, républicains et socialistes, communistes et réformistes ou sans parti. Le seul critère qui les a désignés au revolver homicide est celui d'ouvriers, de travailleurs. Quelle preuve plus évidente que la guérilla fasciste n'est pas dirigée contre tel ou tel parti déterminé, mais contre la classe ouvrière comme telle? On veut démanteler en chaque endroit le fortin, le centre de résistance du prolétariat contre le capitalisme, et on veut abattre partout ceux qui défendent avec le plus de succès les ouvriers et qui en recueillent la confiance, quel que soit leur drapeau.

Les prétextes donnés par les fascistes n'ont pas d'importance, puisqu'ils varient selon les endroits. A Bologne et dans le Reggiano ils disent qu'il faut taire disparaître les socialistes qui, les lâches, n'ont pas su ou pas voulu faire la révolution. Au contraire, à Carrare et dans le Valdarno, ils proclament qu'il est temps d'en finir avec les anarchistes qui font courir le risque de nouvelles convulsions et empêchent les conquêtes graduelles. A Turin et à Florence, ils vocifèrent contre le mythe communiste russe et à Rome ou à Milan contre le réformisme de Nitti. Et ainsi de suite, négligeant dans chaque localité les fractions minoritaires qui, précisément parce qu'elles sont minoritaires - qu'elles soient socialistes, anarchistes, républicaines ou catholiques -, n'ont que leurs idées à défendre et ne représentent aucun intérêt prolétarien concret et approprié que les fascistes puissent frapper.

J'avoue que je n'ai pas le cœur à parler en détail et méthodiquement des violences fascistes, incendies et destructions, tabassages et meurtres. Pour cela il faudrait un certain recul que seul pourrait donner l'éloignement de lieu et de temps. Chaque fait exacerbe les esprits de telle façon que tout examen d'ensemble et toute discussion relativement sereine en sont rendus impossibles. D'ailleurs, je n'ai pas pris la plume pour faire une narration historique, pour fournir un tableau des événements. Ceux-ci, étant contemporains, tous les connaissent; et je me limite à les examiner à la lumière de mes idées, à en rechercher ou à en discuter les causes, et à formuler sur eux des opinions qui pourraient naturellement être erronées mais qui sont certainement sincères, parce que je les retiens, jusqu'à preuve du contraire, comme étant justes et correspondant à la vérité.

Les apologistes du fascisme disent que sa violence est une réponse à la violence ouvrière et extrémiste, une sorte de rétorsion, une conséquence. Cela n'est pas vrai. Autrement, comment explique-t-on l'extraordinaire violence fasciste dans des régions d'Italie qui sont toujours restées tranquilles, dans lesquelles les luttes politiques et sociales se sont toujours déroulées sans violence notable, telles que le Reggiano, Pérouse et Orvieto? Et même pour les régions où il y eut des phénomènes de violence prolétarienne, il faut faire observer trois choses: 1- la violence fasciste d'aujourd'hui n'annule pas la violence socialiste passée, mais s'ajoute simplement à elle, additionnant sans résultat aucun le mal à la misère, tandis qu'elle détruit aussi ce qu'il y a eu de meilleur dans le mouvement ouvrier et qui ne fut certes pas le fruit de violences; 2- que les violences attribuées aux ouvriers furent infiniment moins nombreuses, plus rares et surtout moins graves, et presque toujours provoquées par d'autres actes d'injustice ou des abus; 3- que la violence prolétarienne a presque toujours assumé un aspect impulsif, improvisé, passionnel et occasionnel, et n'a jamais assumé le caractère méthodique et froidement prémédité de la violence fasciste.

Pour faire de la rhétorique on a exhumé les vieilles histoires de boycottage, qui n'ont jamais fait mou-

rir personne; car celui-ci, le refus de prêter son concours à certains individus déterminés, n'est pas une violence mais un acte négatif qu'aucune loi n'interdit et ne peut empêcher. Le boycottage peut être aussi appliqué injustement, surtout s'il est utilisé contre des compagnons de travail pour entraver leur liberté de s'organiser; mais le comparer, par exemple, aux bastonnades ou aux coups de revolver contre un dirigeant de ligue ou avec l'incendie de sa maison et de ses meubles, est à la fois énorme et ridicule. Certaines habitudes de violence, de mauvaise éducation, et de manque de tact ou d'égards de la part des travailleurs sont certainement déplorable et nuisibles à eux-mêmes d'abord, mais la faute en est avant tout aux malheureuses conditions sociales dans lesquelles ces travailleurs ont vécu. Et si une part de responsabilité est due à une certaine propagande démagogique violente et sans contenu idéal, qui a infesté certaines régions avant la guerre, les fascistes sont les moins indiqués pour la déplorer. Non seulement la leur est une démagogie identique - bien que tournée en sens contraire -, mais beaucoup de ceux qui, aujourd'hui, dirigent le fascisme furent précisément ceux-là mêmes qui, dans certains endroits, par exemple dans le Ferrarais, ont donné aux masses une éducation matérialiste et les ont incités à la violence. Ce sont eux qui, il y a quelques années, propageaient l'extrémisme le plus extravagant et avaient les défauts qu'ils reprochent - et pas toujours avec raison - aux membres actuels des ligues.

Dans l'histoire des mouvements populaires, des exemples d'explosions violentes et même féroces de la plèbe en colère ne manquent certes pas; et certains épisodes font réellement horreur (30). Mais ils ont eu lieu en des moments exceptionnels d'exaspération, sous l'aiguillon de la faim ou de la colère, après de graves provocations, jamais préméditées ni ordonnées par des partis ou des organisations responsables. Sauf cas très exceptionnels, il s'est agi toujours de tueries improvisées par des foules agitées par un vent de désespoir ou de folie collective qui faisait suite à une longue période d'abattement et d'humiliation. Quand un mouvement de révolte était dirigé par des partis ou des organismes responsables, ceux-ci réussissaient presque toujours à éviter les actes de violence inutiles et cruels. Les excès, de toute façon, ont toujours été très rares de la part des prolétaires; en additionnant ceux des vingt ou trente dernières années en Italie on n'atteint même pas le tiers de ceux qui ont été commis ou provoqués par les fascistes en un an. Et d'ailleurs, au cours de ces mêmes vingt ou trente années, combien plus nombreux ont été les massacres survenus aux dépens des travailleurs!

Les autres violences de moindre gravité peuvent être plus fréquentes. Des coups de poing aux jaunes, des rixes avec les gardes, des granges brûlées, des jets de pierre, des détériorations, etc..., ce sont des choses qui se sont déjà produites et qui se reproduiront probablement encore. Mais, mis à part le fait que chaque responsable de ces actions courait et court sérieusement le risque d'une arrestation et d'une lourde condamnation et ne pouvait ni ne peut en aucun cas espérer l'indulgence qui est montrée aux fascistes, combien plus graves sont les agressions fascistes à coups de bâton ou de revolver, les incendies, les destructions et les meurtres froidement préparés et prémédités!

Certes, aujourd'hui - et c'était inévitable -, des ouvriers eux-mêmes, par esprit de défense, par la peur même de l'outrage, par représailles, après des provocations répétées, ou pour venger ceux qui furent insultés ou frappés, tentent tant bien que mal d'imiter les fascistes et de leur rendre la monnaie de leur pièce, malgré le conseil contraire de leurs chefs. Mais cela se passe avec des moyens inadéquats et toujours avec de graves risques, pour les auteurs, qui se trouvent placés entre les coups de revolver des fascistes, ceux des carabinieri et la menace de longues années de prison.

La presse fasciste pousse de hauts cris parce que dans leur guérilla il n'est pas rare que des fascistes soient tués et même, depuis quelque temps, le nombre de leurs pertes est en augmentation notable. Leurs préoccupations sont compréhensibles et humaines; mais s'ils avaient la force de raisonner sereinement, ils comprendraient que le fait déploré est très naturel et qu'il est la conséquence de leur façon d'agir.

Avant tout, il est bon de relever que, quelle que soit l'importance des pertes fascistes, leur nombre est bien inférieur à la somme des victimes ouvrières, même si on tient compte seulement de la période qui va d'octobre 1920 à aujourd'hui. Il me répugne de dresser des statistiques à ce sujet, parce que ce n'est pas la quantité de sang versé d'un côté ou de l'autre qui peut apporter la preuve de la justesse ou des torts de part et d'autre. Je ne veux pas non plus avoir l'air de spéculer, dans la polémique, sur les morts. Mais je crois que de telles statistiques ont déjà été faites par d'autres. Car si le public se souvient mieux des victimes fas-

(30) Je ne pense pas ici aux attentats «individuels» dont certains sont, à tort ou à raison, attribués aux anarchistes. Mais qu'il s'agisse d'actes conscients de révolte ou bien d'actes d'aveugle exaspération ou de folie, ils ont un caractère tout à fait différent et n'entrent pas dans le cadre de cet examen. De plus, à titre de documentation, il n'est pas mauvais de se rappeler que parmi les chefs actuels du fascisme il y a un anarchiste, qui naguère polémiquait contre ses compagnons d'alors, et exaltait les attentats à la dynamite les plus violents et les plus antisociaux.

cistes que des victimes ouvrières, malgré le nombre supérieur de ces dernières, on le doit aux manœuvres des journalistes; ainsi, chaque mort fasciste donne lieu à des protestations infinies, à des procès et à des arrestations de subversifs et à tout le tapage dont les journaux sont capables. Quand au contraire les victimes se trouvent parmi les ouvriers ou les révolutionnaires, alors (à moins qu'il ne s'agisse de personnages officiels, députés, etc...) les journaux y font allusion en peu de lignes, taisant le plus possible, et quelquefois cherchant à dissimuler les responsabilités fascistes en attribuant le fait à la malveillance, à des incidents fortuits, à des inconnus, ou encore... aux victimes mêmes!

Quoi qu'il en soit, il faut reconnaître que le nombre de fascistes tombés est en augmentation, particulièrement depuis avril 1921. L'explication est simple.

La haine que ceux-ci sèment avec leurs bastonnades quotidiennes, avec les destructions des sièges des organisations, avec les incendies, les dévastations des coopératives, la violation de toute liberté de réunion, de parole et de presse, en rendant difficile ou impossible le déroulement de la vie de parti ou d'association dans certaines zones, en interdisant aux ouvriers jusqu'à leurs distractions normales du soir, les attaquant dans les cafés et les auberges ou en les obligeant à rentrer de bonne heure, avec la violation du domicile privé, etc..., cette haine qui augmente chaque jour n'a pas le moyen de se manifester de façon relativement pacifique et visible, à la lumière du soleil. Rendre coup pour coup est impossible parce que, pour certaines formes de représailles il faut cette relative impunité, cette liberté de mouvement, de se défendre et d'attaquer, qui est garantie aux fascistes par la complicité ou par la tolérance de la force publique.

En outre, les ouvriers ont compris que pour eux le risque est identique, qu'ils usent du bâton ou du revolver. En tout cas, les autres utilisent tout de suite des moyens extrêmes, et le péril de mort est égal à la plus petite résistance. Ils savent aussi que, en se défendant par la violence, ils seront inévitablement arrêtés. Et puis il manque aux ouvriers les moyens de communication, de transport, de rassemblement rapide: le plus souvent ils sont pris à l'improviste, ou quand ils sont isolés dans la rue, ou encore quand ils sont pacifiquement réunis pour les raisons les plus variées. Les ouvriers qui sont tous au travail, car ils en ont besoin, ne peuvent laisser chez eux des groupes permanents de défense. Les destructions ont lieu, soit le jour, quand tous les ouvriers sont dehors au travail, ou tard dans la nuit, quand tout le monde dort.

Il faut ajouter que les ouvriers, même s'ils le pouvaient, s'adapteraient mal à certaines formes de représailles qui heurtent leur éducation morale, ce culte auquel ils ont été habitués pour tout ce qui concerne l'association, la presse, etc... Sur ce point, les ouvriers incultes sont bien plus civilisés que les fils-à-papa, étudiants des universités et des lycées. Il ne faut pas non plus négliger que les organismes représentatifs, politiques et économiques du prolétariat, les soi-disant «chefs», parce qu'ils les croient inutiles, déconseillent et désapprouvent toutes sortes de représailles personnelles ou de groupe, et si elles se produisent, ils les désavouent. Ils disent d'attendre, qu'il faut un mouvement d'ensemble, que les faits isolés nuisent, que l'objectif à se fixer n'est pas la vengeance localisée, etc...

Mais tout cela ne calme pas les haines; et même si cela en persuade beaucoup, cela ne convainc ni ne peut convaincre tout le monde, les impatientes, les impulsifs, les exaspérés. La colère finit par obscurcir même la raison, et il y en a qui pensent: *«J'ai peut-être tort, mais je veux me venger, je veux me défouler»*.

C'est dans la nature humaine, plus forte que toute théorie, que tout raisonnement.

Et ceux-là, mus par leur passion et par leur désespoir, agissent comme ils peuvent, contre les premiers qui se trouvent à portée de tir en condition d'égalité ou d'infériorité, là où l'intervention partisane de la force publique est le moins probable. Celle-ci, on ne le dira jamais assez, assiste impassible aux violences fascistes quand elle ne les aide pas directement ou indirectement, ou bien intervient après coup; et si, depuis quelque temps, par ordre reçu, elle cherche aussi à empêcher certains actes de destruction ou de violence fasciste, surtout dans les grandes villes sous les yeux du grand public, si elle s'interpose également pour sauver quelqu'un d'une bastonnade, cela arrive seulement quand les agressés ont la prudence de subir passivement l'agression. Car s'ils font mine de se défendre sérieusement et d'user de violence pour se défendre alors la force publique met aussitôt son épée dans la balance du côté des fascistes contre les agressés. Ce qui est approuvé, aidé, toléré ou contenu avec bienveillance chez ces derniers est violemment et féroce réprimé chez les extrémistes.

Dans ces conditions, il est inévitable que la haine, après avoir été si longtemps nourrie, quand elle peut s'exprimer, se manifeste par des moyens extrêmes, par des astuces puériles, cherchant à ne pas se montrer, et souvent de façon incohérente et aveugle. Puisque la lutte, la défense ouverte, est interdite et presque

impossible, la haine populaire explose aussi à travers ces prétendues «*embuscades*» dont les journaux parlent avec luxe de détails, les attribuant à des communistes, à des anarchistes ou à des *arditi* du peuple, alors qu'elles n'ont aucun caractère de parti. On note, du reste, que la presse partisane donne très souvent le nom d'«*embuscade*» à de véritables combats à la régulière, à des actes de légitime défense improvisés par des ouvriers agressés et mis dans l'absolue nécessité de frapper pour ne pas être frappés. On a parlé d'«*embuscade*» même d'ans le cas de fascistes qui - ayant envahi par la force un domicile privé -, après avoir défoncé la porte, ont été tués par les occupants qui se sont désespérément défendus!

Même aux temps héroïques du *Risorgimento*, il y eut la politique du bâton. C'étaient alors les Autrichiens qui y avaient recours, contre les patriotes, les révolutionnaires d'alors. C'est pour ça qu'avec Garibaldi les Italiens chantaient: «*le bâton allemand ne dompte pas l'Italie*». A Milan on déplora en de nombreuses occasions des scènes de bastonnade; et les habitants se vengeaient en assommant, comme ils pouvaient, de nuit, les plus odieux des tortionnaires, ou des policiers, ou des pro-Autrichiens. Alors, naturellement, les organes viennois ou payés par Vienne hurlaient à l'assassin et à l'embuscade, comme font aujourd'hui, dans les mêmes conditions, les organes conservateurs.

C'est une erreur, du reste, pour juger de la violence des deux parties dans cette guérilla, de tenir compte seulement des faits de sang dans lesquels des victimes restent sur le terrain. Bien que celles-ci soient nombreuses, elles sont toujours plutôt l'exception que la règle. La pire violence, celle qui laisse le plus de traces de rancœur, est la violence quotidienne qui ne tue pas un homme ou deux ou trois, mais qui menace toute une classe, et blesse, par l'usage du bâton, la dignité humaine qui, pour beaucoup, est plus chère que la vie (31). Cette violence ruine, avec la destruction d'un organisme ouvrier ou d'une coopérative, la position économique ou le bien-être d'une collectivité entière, viole la liberté de tous dans ses éléments les plus essentiels. Elle ôte toute sécurité et répand la terreur non pas chez certaines personnes plus ou moins responsables, mais dans des populations entières, parmi tous ceux qui appartiennent à la classe ouvrière ou qui ne veulent pas s'inscrire aux faisceaux (32), même s'ils sont politiquement inactifs, indifférents ou inconscients. Cette sorte de violence, si elle a moins de conséquences fatales ou sanglantes, se produit partout chaque jour, presque exclusivement du fait des fascistes. En certains endroits, elle est devenue si normale qu'on ne dénonce plus, on ne raconte plus, et même la presse extrémiste n'en parle pas.

Si on ajoute ces violences aux autres, plus meurtrières, dont s'occupent les journaux, toute comparaison entre violence fasciste et violence ouvrière devient impossible; c'est comme si on voulait comparer la violence de l'invasion autrichienne en Vénétie avec la violence de la «*Semaine rouge*» dans les Marches et la Romagne, en 1914, lors de laquelle quasiment pas de sang ne fut versé!

Enfin, il faut se rappeler - même face à des actes de violence prolétarienne exceptionnellement injustifiés compte tenu du peu d'importance des circonstances les plus proches qui les motivèrent - que, d'une manière générale, avant le début des violences fascistes, la classe ouvrière luttait, comme classe, contre la classe capitaliste et le gouvernement, d'une manière impersonnelle.

Les fascistes n'étaient certainement pas aimés, mais ils n'étaient pas non plus haïs. Personne ne pensait à leur nier le droit d'organisation, de réunion, de propagande. Personne n'a jamais troublé leurs réunions, si on excepte les inévitables tumultes et disputes en période électorale, comme du reste cela arrivait avant la guerre. Il peut y avoir eu des violences d'un autre genre, déterminées par d'autres faits; mais, avant que le fascisme ne commence à donner l'exemple, certaines violences dont les fascistes se plaignent d'être les victimes ne se produisaient pas, on n'y pensait même pas.

La période turbulente d'avancée prolétarienne de 1919-1920, qui est souvent citée comme justification du fascisme, fut, d'une certaine manière, précédée par des actes encore isolés et peu nombreux, mais ayant le caractère précis du fascisme actuel, et bénéficiant de la même tolérance ou connivence de l'autorité d'État. J'ai déjà dit que le fascisme est devenu fort, adulte, dans la région de Bologne à l'automne de 1920; mais son acte de naissance fut l'assaut et la destruction partielle de *l'Avanti!* à Milan, en avril 1919. Et pourtant, pour justifier ce geste criminel et liberticide sans précédent, les fascistes ne pouvaient certes pas invoquer

(31) Il est arrivé à l'occasion qu'un ouvrier, assailli par des fascistes avec des bâtons, leur crie: «*Ne me battez pas, tuez-moi plutôt!*»

(32) Un de mes amis, sorti depuis peu de l'Université, avait trouvé un emploi dans une ville de la région de Mantoue tyrannisée par le fascisme. Bien que d'idées avancées, il n'était pas un militant et il ne s'occupait de rien. Malgré cela, il fut rossé, contraint à renoncer à l'emploi et à s'en aller. «*Vous comprenez*, lui déclara un dirigeant fasciste, *nous ne pouvons pas tolérer dans le pays des étrangers qui ne sont pas fascistes...*».

alors les mêmes prétextes qu'aujourd'hui, si peu valides qu'ils soient! Et la turbulence prolétarienne tant invoquée en était à peine à ses débuts quand, en novembre de la même année, on voulut imposer à coups de revolver, à Lodi, à un public hostile, l'audition d'orateurs nationalistes.

Ni aujourd'hui, ni hier, ni jamais, ni lorsqu'ils attaquaient, ni lorsqu'ils se défendaient, les travailleurs n'ont usé ni n'usent de violence, ne portent ni n'ont porté la destruction et l'incendie aux choses et aux instruments qui dans le monde représentent la civilisation, le travail, le progrès, la pensée - le prolétariat a toujours respecté, même chez ses oppresseurs et exploités, la liberté qu'il réclamait pour lui. Il n'a jamais pensé - et là il a peut-être eu tort - à détruire ces repaires de bandits que sont la Bourse et la Banque. Il n'a jamais songé à attaquer et brûler les sièges des agrariens, des sociétés industrielles, des chambres de commerce; il n'a jamais pensé, là où il est minoritaire, à imposer à coups de bâton la démission des administrations communales; il n'a pas incendié de journaux, d'imprimeries ni de librairies.

Quelquefois des foules anonymes ont brûlé des guérites de l'octroi, et des prisons, qui ne sont certes pas des symboles de culture et de beauté! Mais que ceux qui pendant un siècle ont chanté les hymnes à la destruction de la Bastille jettent la première pierre. Les ouvriers se montrent, en tout cas, plus humains, plus civils, infiniment moins barbares que leurs maîtres...

Pour montrer ce que les fascistes représentent dans la civilisation contemporaine en décomposition - eux qui pendant cinq ans invectivèrent à froid sur la barbarie teutonique -, il y a le joujou qu'ils exhibent depuis que, par pudeur, le gouvernement a dû leur interdire de se promener dans les rues et sur les places le revolver au poing: la massue, la vieille arme de Caïn, utilisée jusqu'à hier par les Croates fidèles à la monarchie autrichienne, le bâton insidieux, court, ferré ou plombé, parfois étroit au manche et gros au sommet, et attaché au poignet par une courroie (33)! Et les symboles fascistes, dont on fait étalage à la boutonnière, sont l'aigle avec les serres, les poignards, les grenades, les crânes, ainsi que le faisceau des licteurs, qui fut un temps le signe de la république, mais qui a été ressuscité en tant que symbole antipathique de la police consulaire, dictatoriale et impériale.

Ah! non, je ne suis pas bolcheviste; et probablement, si j'étais en Russie les *Gardes-rouges* m'emprisonneraient, coupable de trop aimer la liberté. Mais en Italie, aux emblèmes romains et médiévaux de supplice et de mort, je préfère les insignes orientaux de la vie et du travail: la faucille et le marteau.

Cette vague de sauvage barbarie, dont il n'y a de précis et d'organisé que la violence destructrice, est en train de démolir peu à peu tout espoir de rénovation et de reconstruction de la richesse italienne.

Il n'y a pas de quoi s'étonner. J'ai dit qu'il s'agit de la guérilla de la classe dirigeante contre le prolétariat; mais on pourrait aussi dire qu'il s'agit de la guerre de ceux qui ne travaillent pas contre ceux qui travaillent. Dans quel but? Hélas! ils disent que c'est pour la défense et le salut de la patrie; et ils fatiguent, déciment, épuisent précisément l'unique source de richesse qu'ait la nation italienne, privée de charbon, de suffisamment de fer et d'autres matières indispensables. Pour se requinquer un peu après avoir été saignée et dépouillée par la guerre, elle n'a que le travail de ses ouvriers, cet effort infatigable et patient à l'intérieur et à l'extérieur, qui - avant la stupide guerre de Libye - avait réussi à combler finalement toutes les brèches ouvertes par les précédentes aventures criminelles du régime et des gaspillages fous des gouvernants.

A cette époque, le papier-monnaie italien valait autant que l'or; et comme le vieux Luttazzi s'en enorgueillissait! Ce n'est que le travail des ouvriers et des paysans qui avait rendu au pays toute son efficacité économique, tout son crédit; ainsi, c'est au travail du prolétariat, à la conscience accrue de la classe laborieuse paysanne, au stimulant et à l'œuvre directe des organisations de métier, qu'on doit le fait que tant de parties du sol italien produisent immensément plus que lorsque le soin de la production était laissé exclusivement aux patrons. Mais les travailleurs ont augmenté la valeur du sol national précisément pendant la période de croissance de leur maturité politique et morale, et seulement parce qu'ils s'étaient éloignés de l'état d'abrutissement, de faim et de servilité dans lequel ils se trouvaient jadis. Ceux qui cherchent à rejeter sous le bât et le joug la classe ouvrière, et à la repousser vers le passé le revolver au poing et à coups de bâton, commettent l'assassinat le plus monstrueux de l'histoire de leur patrie.

(33) Désormais une circulaire ministérielle a interdit également le gourdin, mais néanmoins on en voit toujours. Faisons remarquer, toutefois, avec quelle complaisance et sollicitude l'industrie a tout à coup jeté sur le marché une grande quantité de ces bibelots de toutes formes et variétés! Un autre signe de toute absence d'amabilité et d'humanité dans le fascisme se trouve dans ses chants, truffés d'expressions vulgaires et féroces. Il suffit de se rappeler celui intitulé: *Je m'en fous*, et les autres qui contiennent à l'adresse des extrémistes des ritournelles de ce genre: «*A coups de poignard la justice se fera*», ou encore: «*Un à un nous les massacrerons*», et le célèbre: «*Des coups, toujours des coups*».

Ils se font des illusions, ceux qui croient que les travailleurs vaincus par la violence patronale, légale et illégale, rossés, malmenés, avilis et affamés, peuvent produire comme auparavant. L'état de répression et de menace auquel ils sont soumis ne peut que les épuiser, et la production en sera encore plus ralentie. La crise actuelle en sera par conséquent encore plus aggravée. Le fascisme, s'il réussit à détruire la force de résistance et l'organisation du prolétariat, aura en substance tué la poule aux œufs d'or, elle aura asséché la principale et la plus abondante source de richesse de l'Italie.

Nous nous rappelons tous comment, il y a un an, on mettait la crise sur le compte des convulsions ouvrières, des grèves, de la menace révolutionnaire, etc..., et les économistes en chaire, les philosophes salariés, attribuaient aux socialistes, aux anarchistes, aux ouvriers turbulents, le piètre crédit de l'Italie à l'étranger, le change désastreux, la dépréciation de la monnaie italienne. Eh bien! depuis plus de douze mois en Italie, il n'y a presque plus de grèves, de tumulte ouvrier, de désordre: l'«*ordre*» a repris le dessus; ou, mieux, au désordre de la pré-révolution a succédé le désordre de la contre-révolution. Néanmoins nous en sommes au même point, et même pire.

Il ne s'agit pas d'être simpliste et d'attribuer au seul fascisme l'aggravation de la situation italienne, qui est due également à des facteurs plus vastes, plus nombreux et plus complexes, mais on ne peut nier que le fascisme soit un de ces facteurs. De toute façon, avec sa violence il n'a guère rehaussé le sort toujours déclinant de la patrie.

On ne peut dire non plus que le fascisme ait rehaussé à l'intérieur la valeur de l'idéal patriotique et - comme il se le proposait - celle de la victoire militaire de la dernière guerre. A vrai dire, le fascisme ne se préoccupe plus beaucoup désormais de ces choses. Il y a un an ces propos patriotiques semblaient guider ses actions de façon prédominante; mais aujourd'hui le fascisme est beaucoup plus terre à terre. C'est tout juste si, en certaines occasions, plus importantes que d'autres, il perd du temps pour organiser des manifestations publiques patriotiques; et même alors il saisit le prétexte pour poursuivre sa fonction anti-prolétarienne particulière.

On l'a vu en septembre 1921 à l'occasion de l'hommage à la mémoire de Dante, lors de la commémoration du sixième centenaire de sa mort. Le fascisme a tout de suite réussi à refroidir dans le peuple tout début d'enthousiasme alors que cet événement pouvait être l'occasion d'une magnifique apothéose du génie italien et témoigner de l'élévation spirituelle atteinte par les masses, qui ne sont pas du tout étrangères, ni aveugles ni sourdes à la lumière de la beauté. Rien de tout cela! Les fascistes se sont emparés de Dante, ou mieux de son simulacre. Ils ont utilisé son nom même pour les expéditions punitives! Les fascistes des régions de Ferrare et de Bologne ont organisé une sorte de promenade militaire sur Ravenne; le long de la route, avec les députés fascistes en tête à l'aller comme au retour, ont été accomplies des violences et des dévastations anti-prolétariennes, et dans l'auguste «*cité du silence*», autour de la tombe de Dante, on a récita la plus obscène des comédies. On a rossé les ouvriers qui, au passage des fanions de la guerre civile, ne se découvraient pas, et dès qu'un seul des fiers habitants des Romagnes faisait mine de résister - réactions que l'on chercha délibérément à provoquer -, on déclencha les représailles sous les yeux complaisants des autorités. Comme d'habitude, des ouvriers furent rossés, et la désolation fut portée dans les cercles socialistes, dans les ligues et dans les coopératives ouvrières (34).

Ainsi, en plein XX^{ème} siècle, au cœur de l'Italie, ont commencé les fêtes de ce six-centenaire. Si les femmes des Romagnes qui, au passage des fascistes, fermaient portes et fenêtres et, atterrées, rappelaient

(34) Dans leur marche militaire, les fascistes dévastèrent à l'aller les cercles de Godo et de San Michele Fornace. A Ravenne, ils commencèrent tout de suite à obliger de se découvrir au passage des fanions et à rouer de coups les récalcitrants! Parmi les victimes des bastonnades, il y eut même quelques étrangers venus pour l'occasion. Le matin du 12 septembre, les fascistes font irruption dans une auberge et réclament les papiers des clients. L'un d'eux, un certain Colombo, en possession d'une carte de la Bourse du travail, est agressé avec fureur; il s'enfuit et est poursuivi à coups de bâtons. On entend finalement un coup de feu... Le prétexte est créé, et dans l'après-midi commencent les expéditions punitives. On dévalise et on dévaste cinq cercles socialistes, dont l'un à 4 km et l'autre à 12 km de Ravenne. Du cercle «*Aurore*» qui fait partie du nombre, disparaissent une bicyclette, les vêtements et le linge du concierge. On envahit de même un cercle de détente et on rosse les présents. A la Bourse du travail, c'est la même chose; on entre de force, on dévaste et on renverse tout et, pendant ce temps, disparaissent quelques centaines de liras, une machine à écrire et un duplicateur. Puis, c'est le tour de la *Fédération des coopératives*. La porte est fermée et on monte alors à la fenêtre par une échelle avec le prétexte d'y apposer le drapeau tricolore. Le commissaire de police, qui est là avec 200 agents sous ses ordres, laisse faire. Mais de la fenêtre, les fascistes envahissent l'intérieur et jettent dans la rue les registres, les livres et les papiers administratifs. Quelqu'un emporte une tapisserie de grande valeur exposée au balcon: trophée de guerre! Ravenne, cité ouvrière et extrémiste, prend tout à coup un aspect lugubre. Plus de musique, plus de fête. Les fascistes, au retour, en passant par Castelbolognese, ne manquent pas de se rendre au cercle socialiste pour le dévaster.

à la maison leurs hommes, connaissaient l'histoire de leur terre, elles auraient cru que le temps des Huns et des Goths était revenu. Et les plus ignorants, pour lesquels la patrie était la plus avare d'enseignements, auront peut-être aussi maudit ce Dante inconnu d'eux, au nom de qui on venait à eux avec des accents de haine et le bâton levé! Tel est le service que les fascistes rendent aux véritables et plus pures gloires de leur patrie; il n'y a pas à s'étonner, après cela, que le cœur du peuple se soit fermé et que pour les masses italiennes le grand nom de Dante ait été par la suite inutilement évoqué dans la froideur et l'indifférence générale. Devant un tel anéantissement de ce qu'est réellement la grandeur italienne, face à cet assombrissement moral, qui profane et abaisse ce qu'il y a de plus sublime, devant cette haine de parti mise au service des intérêts les plus mesquins et vulgaires, il convient de se demander ce qu'ils entendent donc par «*patrie*» et par «*patriotisme*», ceux qui, au nom de la patrie, avilissent l'Italie à l'étranger et qui en rendent, à l'intérieur, le nom synonyme d'arbitraire, d'oppression et de servitude. Mais ont-ils le droit de parler de patrie, si, en fait, ils s'en révèlent les pires ennemis moraux et matériels?

Peut-être, comme l'écrivait en août 1921 Errico Malatesta: «*Cela a été une erreur des prolétaires, des révolutionnaires, des socialistes, des anarchistes, de permettre que les conservateurs et les gibiers de potence de la bourgeoisie monopolisent dans une certaine mesure le cri de "Vive l'Italie" et réussissent ainsi à faire croire aux naïfs que les autres veulent du mal au pays dans lequel ils vivent*». En d'autres mots, cela a été une erreur, peut-être, de laisser le monopole du sentiment patriotique (alors qu'il s'agit, véritablement, d'un sentiment commun à tous) à la seule minorité constituée par les classes dirigeantes. Qu'il s'agisse ou non d'une erreur, c'est à voir. Et ce n'est pas mon intention ici de résoudre cette question étrangère à mon sujet. L'antipatriotisme, de toute façon, quand il s'est agi d'autre chose que d'une attitude littéraire, ne fut jamais qu'une réaction contre les dégénérescences chauvinistes, nationalistes et impérialistes du patriotisme; lequel peu à peu a fini par signifier dans chaque pays ce qui est, pour l'individu, le plus aveugle égoïsme. Si pour honorer l'Italie il faut faire ce que font les fascistes, qui ne serait pas antipatriote?

Les fascistes, en réalité, ont fait jusqu'à présent auprès du peuple italien la propagande antipatriotique la plus âpre, la plus efficace et la plus corrosive, dont on ne pourra pas annuler les effets aussi facilement ni aussi rapidement que cela. Je dois aussi souligner une autre coïncidence: parmi les actuels chefs fascistes il y en a plus d'un - peut-être même tous - qui après 1900 firent en Italie profession d'antipatriotisme. Ce furent eux les pionniers les plus agressifs de l'antipatriotisme proprement dit, théorisé et vulgarisé avec toutes ses exagérations et son caractère unilatéral par Gustave Hervé. On pourrait dire que maintenant ils ne font rien d'autre que poursuivre dans les faits, sous une autre forme, et avec de meilleurs résultats, la même propagande qu'autrefois! Mais l'internationalisme et le cosmopolitisme des socialistes et des anarchistes, antérieurs à Hervé, avaient, et conservent un tout autre contenu idéal: leurs idées étaient alors et restent, au fond, un développement et un prolongement de l'esprit cosmopolite et humain qui a inspiré nombre de pages de Mazzini et Cattaneo et qui a donné un des beaux chants de Goffredo Mameli (35).

En réalité, bien plus que l'internationalisme socialiste, le fascisme est loin de l'esprit italien, de cet idéalisme large et humain qui remonte à la magnifique floraison littéraire et philosophique de l'Italie de la fin du XVIII^{ème} siècle et du début du XIX^{ème}, et plus loin en arrière aux traditions de la Renaissance et des *Communes libres*. En pratique, par ses brutalités, l'action fasciste rappelle beaucoup le «*bâton allemand*» et pas du tout l'héroïsme des Bandiera, de Sciesa ou de Pisacane. De ce fait, même dans ses motivations idéalistes, le patriotisme dont il fait montre est le plus éloigné de celui, épique, des anciennes générations mazziniennes et garibaldiennes, mais ressemble au contraire plus au nationalisme étroit, ombrageux et agressif qu'on avait, durant la «*belle guerre*», coutume d'appeler: *teutonique*.

Mais ce n'est ni le lieu ni le moment d'une discussion sur le patriotisme et l'internationalisme. Mes idées à ce sujet sont les mêmes, connues de tous, que celles du courant anarchiste du socialisme international. Cependant, je veux démontrer ici comment les fascistes foulent aux pieds et transgressent tout principe idéaliste, même si opposés à ceux socialistes ou anarchistes. Poursuivant même en cela les effets de la

(35) Voir la fin de son ode *Rome*: (traduction *Anti.mythes*)

*Ove del mondo i Cesari
Ebbero un di' l'impero
E i sacerdoti tennero
Schiavo l'uman pensiero
Ove è sepolto Spartaco
E maledetto Dante
Ondeggerà fiammante
L'insegna dell'amore
Dimenticate i popoli
L'ira d'un di' che muore*

*Sarà la terra agli uomini
Come una grand città:
Libera, grande, unita
Vivra una nuova vita
La stanca umanità
Strinse fratelli insieme
Slavi, alemanni ed itali
Un duolo ed una speme;
Hanno un sol campo i popoli
Ed un sol campo i re.*

*Dans le monde où les Césars
Eurent un jour l'Empire
Et les prêtres gardèrent
Esclave la pensée humaine,
Où Spartacus est enterré
Et maudit Dante,
Dansera une flamme
Enseigne de l'amour.
Oubliez les peuples,
La colère d'un homme qui meurt,*

*Ce sera la terre aux hommes.
Comme une grande ville:
Libre, grande, unie,
Commencera une nouvelle vie.
L'humanité fatiguée
A rendu frères
Slaves, allemands et italiens,
D'une douleur et d'une espérance;
Les peuples ont un seul camp
Et un seul camp ont les rois.*

guerre, les fascistes ont, en un an, rendu l'âme du prolétariat mille fois plus étrangère à son pays; ce qui veut dire qu'ils ont obtenu et obtiennent, toujours plus, l'effet diamétralement opposé à celui que ses adulateurs lui attribuent.

Pour s'en convaincre, il suffit de rester en contact, de vivre un peu la vie du peuple, du vrai peuple, celui qui travaille, et qui ne vit que parce qu'il travaille. Si on sort un peu des bistrotts des centres-villes ou des salons de coiffure de village, là où la politique est faite par les désœuvrés et par tous les gens qui ne travaillent pas, si on parcourt les rues en dehors des centres, dans les banlieues, les campagnes, si on entre dans les maisons, dans les boutiques d'artisan ou dans les ateliers ou les usines, partout vous trouverez désormais répandue et enracinée chez plus d'un cette idée que les apparences extérieures accréditent, à savoir que les fascistes sont les meilleurs et les plus véritables patriotes, et que par conséquent l'œuvre patriotique consiste à rosser les ouvriers pour les contraindre à renier leurs idées ou à abandonner leurs organisations, à incendier et à détruire les Bourses du travail, à empêcher la propagande socialiste et à persécuter les hommes les plus connus et les plus actifs du socialisme, à retirer aux ouvriers tous les avantages de salaire et de travail qu'ils avaient conquis avec cinquante ans de lutte, de sacrifices et d'efforts patients.

L'usage que les fascistes font du drapeau national est digne de méditation, non pas, certes, pour les subversifs - que la chose peut intéresser tout au plus comme argument de propagande contre les institutions - mais pour les personnes sincères du camp opposé elles-mêmes.

Si le drapeau tricolore est le symbole de la patrie qui flotte en tête des régiments militaires, aux fenêtres des édifices publics, l'emblème officiel du gouvernement monarchique (lequel impose même aux municipalités socialistes de l'exposer les jours de commémoration), il est en même temps le drapeau des fascistes, que les prolétaires ont vu flotter sur les camions, en tête des expéditions punitives, quand celles-ci se rendaient en certains endroits pour dévaster les sièges ouvriers, les lieux de réunion publics et les maisons particulières. Depuis un an le drapeau italien est traîné sur les places et dans les rues des villes et des campagnes par des bandes de gens qui ont le revolver et le bâton au poing, qui terrorisent des populations entières et ont effrayé, «*surtout*», cette partie du peuple qui est la moins extrémiste, mais qui est la plus attachée aux habitudes anciennes et appréciées de la paix publique. Le symbole de la patrie, en somme, est devenu l'insigne des incendiaires des Bourses de travail et des coopératives, le symbole de l'oppression des forts sur les faibles, des gens armés sur ceux qui sont désarmés, des riches sur les pauvres, de ceux qui gouvernent et de leurs protégés sur leurs sujets.

Cela peut déplaire aux patriotes sincères, lesquels diront que tout cela n'est qu'une impression erronée. Ils devront convenir cependant que quand les apparences atteignent, comme dans le cas actuel, un tel degré de véracité avec la répétition des faits les plus impressionnants, celles-là ne se différencient plus de la réalité de la chose.

Dans certains centres socialistes de campagne où le fascisme s'est imposé et y maintient une sorte d'état de siège (dans certains endroits du Ferrarais, on avait l'impression d'une occupation militaire puisque, pendant des jours, les équipes fascistes se relayaient comme des troupes régulières), il y a eu un moment pendant lequel le drapeau tricolore était obligatoire. On arrêtait les gens dans la rue et on leur imposait la cocarde tricolore; on faisait le tour des maisons avec des faisceaux de drapeaux tricolores et on imposait à chaque famille d'en exposer un. Ainsi tout le secteur était devenu tricolore et converti au patriotisme! On en est même arrivé à imposer aux fanfares notoirement socialistes ou subversives de faire le tour de la ville en jouant des hymnes patriotiques... Si c'est là un beau service rendu au patriotisme, chaque personne de bon sens peut en juger! Le fascisme partout où il réussit à dominer se comporte comme une armée victorieuse dans un pays ennemi. Or, que les habitants des endroits occupés subissent la domination d'autrui, s'adaptent, feignent extérieurement de se convertir au parti des dominateurs, c'est possible, mais qu'ils nourrissent dans l'âme des sentiments bienveillants envers eux et, surtout, qu'ils en acceptent les idées, c'est tout simplement absurde!

Aujourd'hui, plus les fascistes veulent imposer le drapeau national à tous et rossent tous ceux qui dans les rues ne se décoiffent pas à son passage, plus s'accroît l'hostilité envers ce symbole, même chez les non-subversifs, même en dehors du milieu ouvrier, parmi tous ceux qui ont le sens de la dignité humaine, méprisent toute brimade vulgaire et veulent penser par eux-mêmes et agir selon leurs propres habitudes et opinions (36). Car on peut avoir le sentiment patriotique sans sentir le besoin de se découvrir chaque fois que

(36) L'appétit vient en mangeant! Maintenant les fascistes ne se contentent plus de faire saluer de force le drapeau tricolore, tout simplement, mais prétendent que l'on salue même leurs fanions de guerre civile. C'est un incident d'une prétention semblable qui a causé la tuerie de Modène, le 26 septembre 1921. A Rome, lors d'un cortège fasciste, au ...

passer un drapeau tricolore, surtout si celui-ci est arboré par une faction et que le salut devient une chose obligatoire, un moyen de coercition!

On pourrait faire remarquer aussi que cette idolâtrie croissante pour les symboles patriotiques, si elle est sincère, est un signe grave de décadence. Le symbole prend ainsi dans les cœurs et dans les esprits la place de la chose symbolisée, la lettre froide se substitue à l'idée et la foi vivante donne lieu à la superstition. Cela est toujours arrivé aux religions sur le déclin, aux classes à leur crépuscule. Même les ouvriers, même les socialistes ont leurs symboles, leurs drapeaux, qui réveillent à leur apparition la gaieté et l'enthousiasme. Mais *est modus in rebus* (37). Un ouvrier, un socialiste, un anarchiste, qu'on verrait ôter son chapeau devant un drapeau rouge et noir, ou - pire - qui prétendrait que d'autres le fassent, se couvrirait de ridicule et serait pris pour un niais! C'est peut-être là un autre signe de la supériorité de la classe ouvrière; ou, mieux, c'est un signe que l'idée socialiste est encore dans sa période ascendante, car elle peut encore être représentée extérieurement par un quelconque symbole tout en restant, intérieurement, la source d'inspiration directe; et elle ne cède pas sa place aux symboles et n'est en aucune façon remplacée par eux.

Sous tous les aspects, en somme, de quelque point de vue que l'on considère la question, le fascisme rend le pire service à la cause de la «patrie». Il faut voir comment, dans certaines écoles populaires, les enfants, là où le fascisme domine, donnent la chasse aux rubans tricolores pour les brûler ou pour les détruire en tant que symboles fascistes! Avant le fascisme, cela ne serait certainement pas arrivé. Et cela se produit sans être suscité par personne, et malgré la vigilance des maîtres. Ces enfants sont rendus un peu fascistes à l'envers, précisément par réaction instinctive au fascisme; mais quelle éducation «patriotique» en découle, chacun peut en juger!

Qu'on me permette une petite anecdote sur ce point. Un enfant d'à peine huit ans qui était à la maternelle, fils d'un ouvrier qui ne s'occupait pas de politique et qui par conséquent n'était pas inspiré par eux, chantait un jour une ritournelle sur l'air du chant fasciste: «*Ce sont les socialistes qui vont ruiner l'Italie*». Surpris, je l'interrogeai: «*Tu es fasciste, toi? - Non, je suis socialiste. - Et alors pourquoi veux-tu ruiner l'Italie? - Parce que l'Italie est une belle fasciste, tiens!*». (La phrase était en dialecte bolonais, beaucoup plus expressive, mais je ne saurais la répéter). Hélas! dans sa petite cervelle, le gamin prenait l'Italie pour une quelconque dame adhérent au *Faisceau*, et en conséquence il voulait la «ruiner»!

L'Italie véritable, l'Italie qui travaille et qui étudie, peut être bien reconnaissante aux fascistes de la réputation que ceux-ci créent chez ses citoyens de demain!

... moment de leur congrès, les fascistes rossèrent même d'authentiques hommes d'ordre parce qu'ils ne voulurent pas se découvrir au passage des fanions.

(37) *Est modus in rebus*: de la modération en toutes choses. (Note *Anti.mythes*).

LE FASCISME EST ENTRAÎNÉ DANS LA VOIE DANS LAQUELLE IL S'EST ENGAGÉ, IL EST CONDAMNÉ À RESTER VIOLENT PAR NÉCESSITÉ VITALE; PUISQUE LE JOUR OÙ IL NE SERA PLUS VIOLENT, IL AURA CESSÉ D'EXISTER... (38)

Alors que je commençais cette dernière partie de mon modeste travail, l'Italie était vivement commotionnée par la double tragédie de Mola - près de Bari -, où le député socialiste Di Vagno fut assassiné par les fascistes, et de Modène où la force publique, de façon inattendue, fit feu sauvagement contre une manifestation fasciste, tuant sept jeunes et blessant gravement vingt-cinq personnes, parmi lesquelles un député fasciste.

De tels faits ôtent la sérénité de quiconque participe avec conviction et passion aux luttes politiques, parce que chacun en est bouleversé au plus profond de l'âme, et rendent la situation encore plus enchevêtrée. Il y a en cela quelque chose de particulièrement inquiétant, même pour les classes dirigeantes, qui doivent comprendre qu'on ne rompt pas impunément l'équilibre de la vie civile. Si les révolutionnaires ont payé cher l'intention, la simple intention de renverser un équilibre qui leur paraît injuste, les classes dirigeantes aussi sentent intuitivement qu'elles se sont placées sur un terrain brûlant.

Tout d'abord, aussi bien elles que le gouvernement sentent qu'ils ne peuvent contenir la violence fasciste dans les limites qu'autorisent leurs intérêts; en second lieu - autre fait nouveau - même la force publique est maintenant turbulente et fait mine d'agir à sa tête, soit en protégeant les fascistes malgré et contre les ordonnances préfectorales et ministérielles, soit comme à Modène - ce qui est malgré tout une exception - en exagérant les violences à leur rencontre, de façon toujours indisciplinée. Tout cela doit faire quelque peu réfléchir la classe dominante. Parce que ce sont ses propres armes qui l'atteignent, ce sont ses fondements qui montrent des fissures.

Où va-t-on? Ou plutôt, où irait-on fatalement si les événements survenus jusqu'à présent et qui continuent à se dérouler sous nos yeux poursuivent leur pente tragique?

On reparle de l'idée de transformer le fascisme en parti politique. Mais de deux choses l'une: ou le fascisme suivra son propre programme politique et social et alors il sera abandonné par beaucoup de ceux qui le suivent uniquement par besoin de s'en prendre au prolétariat ou de s'en défendre, mais qui ont des idées disparates et très éloignées les unes des autres; ou alors, sous le nom nouveau de parti il continuera d'être ce qu'il était, organisation de la violence anti-prolétarienne et alors les choses ne changeront pas et continueront comme à présent. Dans le premier cas, il n'y a qu'à attendre pour savoir quel est le programme; dans le second cas, le programme est connu de tous, et les fascistes le chantent avec volupté à chaque occasion: «*Des coups, des coups, des coups, et des coups en quantité*».

Quelques fascistes parmi les plus en vue seraient favorables à l'arrêt des méthodes violentes, des bastonnades, des incendies, etc... Je ne discute pas l'honnêteté de leurs intentions, bien que les intentions pacifiques ne se manifestent que lorsque ce sont eux qui prennent les coups, ou quand quelqu'un en fait de trop.

Mais je pense quand même qu'il y en a plus d'un qui désire sincèrement un changement d'orientation, soit parce que la violence se révèle toujours plus incapable de dompter sérieusement le prolétariat, soit parce que l'usage de la violence a pu réellement fatiguer et écœurer quelques-uns parmi ceux-là mêmes qui la pratiquent, surtout ceux qui avaient l'illusion d'être guidés par des motifs idéaux.

Ces espèces de réformistes du fascisme, toutefois, ne peuvent facilement réussir à remettre à l'étable les bœufs qui se sont échappés. Il y a une quantité d'intérêts, désormais, qui se fient à la violence fasciste pour se remettre sur pied, et qui ne veulent pas qu'elle cesse. L'espoir aveugle et fou de balayer l'organisation des travailleurs, particulièrement dans les campagnes, n'a pas abandonné l'esprit obtus et arriéré de bien des grands propriétaires. Avec l'usage, s'est créé d'ailleurs une sorte de professionnalisme fasciste, qui tend

(38) Titre de cette partie choisie par *Anti.mythes*.

à se perpétuer. Et puis, maintenant, les fascistes sont légion. Certes, ils sont peu nombreux dans chaque localité, mais leur nombre est considérable dans toute l'Italie, et comme toutes les foules, une fois lancée elle va en avant par inertie, et ne revient pas volontiers en arrière. Il arrive, en outre, aux fascistes la même chose qu'aux socialistes; si certains font mine de modération, d'autres font la grosse voix par simple esprit de rivalité, pour pouvoir occuper leur place.

Ces fascistes qui semblent vouloir revenir à la vie normale se lamentent de la haine dont ils sont entourés, du mal qu'on dit d'eux, des violences dont ils sont l'objet de la part de ceux qui ne savent pas résister aux provocations, ou qui sentent l'impérieux besoin de se venger de quelque offense, ou qui simplement sont poussés par la peur, par l'exaspération ou par un instinct de défense préventive. Ils craignent que s'ils renoncent à la violence ne se déchaîne à son tour la violence adverse. Ce n'est certes pas une crainte exagérée; et il est très probable qu'il y aurait des actes de représailles ici et là pour un temps. Mais si les fascistes déposaient volontairement leur bâton, si la réaction fasciste pouvait faire l'effort de cesser de sa propre initiative, alors qu'elle est encore forte, les violences contre elle seraient certainement mineures, plus sporadiques et intermittentes. Ces violences cesseraient, en tout cas, plus tôt que si, au contraire, le fascisme attendait pour cesser son œuvre meurtrière d'être sérieusement placé dans une situation de faiblesse ou en déroute.

Mais en réalité, ce qui empêche la majorité des fascistes de cesser leur violence destructrice contre les choses et les personnes n'est pas tant la crainte de la violence adverse en elle-même que celle d'un autre fait qui se produira inmanquablement. «*Le fascisme perdra tout son triste prestige et toute sa force aussitôt qu'il cessera d'être violent*». De nombreux fascistes le comprennent, ses mécènes et protecteurs l'admettent, tous ceux qui ont fondé sur le fascisme leur fortune politique le sentent. C'est la raison pour laquelle ceux qui désormais se sont fait une position personnelle et qui espèrent la sauver en virant de bord cherchent autour d'eux avec habileté une autre base sur laquelle s'appuyer dans un proche avenir. C'est la raison pour laquelle d'autres, qui ne doivent leur propre position qu'à l'empire de la violence et qui savent qu'ils la perdront en cessant de l'exercer ne veulent à aucun prix renoncer à l'arme qui leur est indispensable.

Automatiquement, dès qu'il n'y aura plus la violence pour l'empêcher, réapparaîtront les drapeaux rouges et les cravates rouges, et on entendra de nouveau chanter *L'Internationale*, *Hymne des travailleurs* et *Drapeau rouge*, là où aujourd'hui essayer seulement de le faire peut donner lieu à des expéditions punitives. Les organisations démantelées se reformeront, les Bourses du travail reflouriront; et si elles savent résister d'une manière ou d'une autre sous la tourmente, à peine finie l'actuelle répression elles multiplieront leurs forces. Cette partie des ouvriers qui en certains endroits, par opportunisme ou par peur, s'est pliée au fascisme, tôt ou tard l'abandonnera et retournera à sa place d'autrefois. Le fascisme se videra comme une outre renversée, et il redeviendra le petit mouvement minoritaire qu'il était avant 1919, avec en plus le souvenir des violences perpétrées, qui ne lui ouvrira certainement pas les portes de l'avenir. Je peux peut-être me tromper; mais cela me semble être dans la nature des choses. Cela me paraît indiscutable, pour qui-conque observe de près les effets du fascisme sur les grandes masses prolétariennes, sur l'âme populaire et en général sur l'opinion publique.

Ce ne sera pas un mal! Au contraire. Malheureusement, même s'il finit ainsi, et c'est l'hypothèse la plus bienveillante, le fascisme aura semé derrière lui trop de haine et de rancœur, il aura donné un trop mauvais exemple pour les luttes futures, et celles-ci ne pourront certes pas y avoir gagné en sérénité et en esprit de tolérance. Les classes dirigeantes s'en apercevront, particulièrement ces patrons dont les agissements rappelleront trop le fascisme. Très probablement, les prolétaires oublieront le fascisme comme tel, ils oublieront les noms de beaucoup de fascistes occasionnels, chefs ou subalternes, etc... Mais lorsque dans chaque localité la lutte des classes pourra de nouveau mettre face à face les prolétaires et les employeurs, les premiers en reconnaissant dans ces derniers des anciens fascistes ne pourront que se montrer plus âpres et plus hostiles. En somme, une fois terminée la répression exercée par les fascistes par la violence, le mouvement ouvrier reprendra son élan avec une plus grande force; et de nouveau la révolution sociale frappera à la porte.

Il est impossible que les fascistes et les classes dirigeantes ne comprennent pas tout cela: et voilà pourquoi j'étais très sceptique au sujet des voix de pacification et des espoirs de modérer les conflits et de faire cesser la guérilla civile, dont les journaux furent remplis pendant l'été 1921. Le fascisme est entraîné dans la voie dans laquelle il s'est engagé, une voie inclinée comme un précipice, par son propre poids; il est condamné, il me semble, à rester violent par nécessité vitale; puisque le jour où il ne sera plus violent, il aura cessé d'exister. C'est là, dans cet esprit de conservation qui est le sien, et indépendamment de la

sincérité ou de l'absence de sincérité des parties en cause, toute la raison pour laquelle a complètement échoué la première tentative de pacifier socialistes et fascistes, faite par les parlementaires sous la tutelle du président de la Chambre.

En aucun lieu le pacte de pacification n'a été appliqué. En certaines régions, là où le fascisme prédomine de façon absolue, il a été rejeté dès le début. Dans les autres régions, les fascistes l'ont dénoncé au premier prétexte (utile, même si partout les socialistes l'avaient bien accueilli et avaient eu la bonne volonté de le mettre en pratique. Tout cela est naturel! Ce pacte pouvait être inconvenant pour les socialistes du point de vue de la dignité; il leur était cependant favorable, pour le seul fait que les socialistes n'y cédaient rien qui ne fut pas déjà dans leurs habitudes et dans leur programme. Retourner à la légalité? Mais les socialistes ne devaient faire aucun effort pour y rentrer! Peut-être était-ce cela qu'ils souhaitaient le plus après l'embarquée à droite du congrès de Livourne. Quant à ceux, peu nombreux désormais, qui se seraient mis contre la loi, les fascistes n'étaient pas nécessaires pour les remettre à leur place: des carabiniers et des juges auraient suffi. Au contraire, suite au pacte de pacification, les fascistes - bien qu'avantagés en tant que force politique - en sortaient discrédités de fait. Rentrer dans la légalité, pour eux, c'était presque rentrer dans le néant; renoncer à la violence était un renoncement à leur principale, sinon unique, raison d'être. Et ils n'y ont pas renoncé!

Si le fascisme, donc, devient réellement un parti politique comme tous les autres, dans l'orbite des institutions, légal - comme le sont en pratique de gré ou de force ceux qui voudraient ne pas l'être et tendent par principe à en sortir -, et s'il compte pour son existence sur sa seule organisation, le journalisme, la propagande d'idées, l'association économique, les élections, le parlement, etc..., il pourra subsister et s'appeler comme aujourd'hui, mais dans la substance il sera tout autre chose, et composé d'éléments différents. Le fascisme actuel, connu sous ce nom, n'existerait plus; et je doute qu'à long terme le nom soit conservé par les rescapés. Comme ils voudront alors ne pas avoir été fascistes! Comme ils le nieront! Il y en a déjà qui commencent à nier, à mettre les mains en avant, et il ne manque pas dans la presse fasciste de reproches contre eux, le rappel à la mémoire des actions communes passées, etc...

Alors que ces pages étaient déjà presque entièrement imprimées, on publiait, à la fin de décembre 1921, le programme du *Parti national fasciste*, fondé lors du turbulent congrès de Rome aux premiers jours du mois précédent. En faire un examen détaillé serait à présent impossible, car trop long, et cela n'est pas consenti par les proportions de ce travail.

Le programme a été rédigé de façon à permettre au fascisme de rester tel quel, destructeur et violent, tant que cela lui convient, mais de pouvoir retourner à la légalité s'il y trouve son avantage. Toutes les questions préalables ont été écartées; et les affirmations théoriques les plus imprécises laissent ouvertes toutes les voies. L'unique objectif clairement proclamé est la contre-révolution à tout prix, avec tous les moyens, et sans exclusion de coups, pour la conservation du régime étatique et capitaliste.

Le fascisme déclare dans son programme son intention de gouverner l'Italie, pour y instaurer un «*État fort et souverain*» qui reconnaisse et défende la fonction de la «*propriété privée*». C'est par conséquent un programme de lutte non seulement contre la révolution, mais aussi contre le socialisme et contre le prolétariat si ce dernier s'avisait, par un moyen quelconque, de réclamer l'égalité, la liberté, la libération de l'esclavage du salariat, et la fin de l'exploitation de son travail. En somme, c'est l'affirmation explicite du but, déjà implicite - et je crois l'avoir suffisamment démontré - de toute l'action fasciste à partir de l'automne de 1920.

Le reste du programme, de caractère pratique, sur la politique intérieure et extérieure, sur l'armée et la marine, sur l'école, sur la magistrature, sur la législation sociale, etc..., s'inspire des principes ci-dessus et n'est pas différent du programme nationaliste. A propos de la forme politique de l'État, sans la nommer, le fascisme accepte implicitement la monarchie «*dans la mesure où les valeurs nationales y trouvent une expression et une protection*»: c'est-à-dire si elle défend efficacement le militarisme et le capitalisme. Autrement la menace est sous-entendue, mais très claire - un *pronunciamento* ou un coup d'État pourra lui substituer une autre forme politique quelconque.

Que ce parti - qui tire du fascisme son origine et son nom - ait ou non une chance avec un tel programme, le fascisme véritable, tel qu'il est actuellement, qui consiste à mettre bas et à briser les organisations politiques et économiques du prolétariat par tous les moyens, et spécialement les moyens violents et coercitifs, ce fascisme ne renoncera pas à la violence, il continuera à exister tel qu'il est, s'il n'est pas vaincu par une force supérieure. Ce fascisme n'est cher qu'aux classes dirigeantes, et tire sa subsistance de l'aide et de la protection de celles-ci. C'est le fascisme sur lequel comptent les industriels et les agrariens pour contraindre

les ouvriers et les paysans à s'habituer à des salaires inférieurs et à plus de travail. Ce fascisme est un peu le paravent des castes parasites et militaires qui rêvent d'états de siège et de dictature militaire, le fascisme, en résumé, du bâton, du revolver et de l'incendie, qui espère surmonter par la contre-révolution préventive la crise engendrée par la guerre. Désormais il est un organisme, et comme tel il ne peut accepter de se suicider, malgré sa situation relativement contradictoire et l'inutilité de son action d'un point de vue général, politique et social.

Que l'on tienne compte, quand je dis cela, de ce que j'ai affirmé ci-avant plus d'une fois: que le fascisme n'est pas seulement celui contenu dans les faisceaux de combat réguliers et inventoriés. Autour des personnes régulièrement inscrites, affiliées ou enrôlées, il y a quantité de sympathisants, fascistes dans l'âme et fascistes d'action, parmi les boutiquiers, les commerçants, les fermiers et les propriétaires, employés, journalistes, etc... Ceux-ci forment la masse, appuient les initiatives fascistes officielles, mais quelquefois agissent pour leur propre compte; et il n'est pas rare que l'on doive à ce fascisme marginal, que le fascisme officiel ne peut trop désavouer sans se châtrer, des actes de violence, de brutalité et de destruction plus impressionnants que d'autres. Parfois, dans des cas trop graves, on prononce une condamnation timide et formelle; mais les gens n'y croient pas, et ils ont raison, car les désavoués sont les mêmes que ceux qui ont «bien» agi en d'autres circonstances, et sont, comme tous les autres, couverts par la complicité non seulement du fascisme officiel, ce qui est naturel, mais aussi par celle des classes dirigeantes.

Le fascisme représente une des plus vives contradictions du régime étatique et bourgeois. Il vit parce qu'il favorise beaucoup d'intérêts particuliers, mais aux dépens de l'intérêt général, et non seulement du prolétariat; il sert momentanément à éloigner le désastre du régime, mais il lui en prépare un autre encore plus calamiteux et catastrophique.

Il représente ce qui, pour une firme commerciale, autrefois florissante, mais désormais en déclin, constitue les mille moyens dilatoires par lesquels on diffère la faillite; les prêts, les dettes nouvelles aux taux usuriers, les traites qui suivent les traites, jusqu'aux formes délictueuses des vols dissimulés, des appropriations indues et des faux. Reportée ainsi de quelques mois, voire de quelques années, la catastrophe arrive, mais beaucoup plus formidable. Ce qui, naguère, pouvait être une faillite simple, qu'on aurait pu arranger avec un accord honorable, devient une banqueroute frauduleuse et déshonorante, avec derrière elle une traînée de délits majeurs ou mineurs qui manque rarement de se terminer en tragédie sanglante.

J'ai dit pourquoi je ne croyais pas que le fascisme renoncerait à l'illégalité et à la violence. Mais si, malgré tout, il le fait, s'il ne ressuscite pas identique à lui-même sous un autre nom, tant mieux! Personne plus que moi ne souhaite dans ce cas avoir été mauvais prophète...

Mais si les choses se déroulent comme je le prévois, à quoi conduiront-elles?

Il en est qui espèrent l'intervention énergique de l'État. Et de fait, s'il était une réalité, l'État théorique du libéralisme bourgeois, supérieur aux partis et aux classes, impartial et disposant des plus délicates balances de précision pour peser le tort et la raison, armé d'une force aveugle et sourde à toutes les plaintes extérieures et n'obéissant qu'à soi-même, cet État idéal pourrait très bien briser net le mouvement fasciste, le réduire à l'impuissance, le ramener dans l'orbite de la légalité et du droit commun.

Mais cet État idéal existe-t-il? Pas même en rêve. La démocratie en a poursuivi l'ombre pendant plus de cent ans, elle en a imaginé toutes les formes; mais sous chaque forme l'État est resté toujours le représentant des intérêts d'une classe contre l'autre, le partisan et l'allié de la classe dominante contre les classes opprimées. Le fascisme en Italie a été la démonstration évidente de tout cela: la sépulture définitive de la conception démocratique de l'État.

Il n'est pas vrai que l'État soit, comme disent les marxistes, le simple comité d'affaires de la bourgeoisie, subordonné à celle-ci en tout, et destiné à mourir avec elle. Malheureusement il pourrait lui survivre et créer une classe dominante nouvelle. L'État est en lui-même une source de privilèges économiques aussi bien que politiques, il constitue avec les différentes castes qui le composent une véritable classe: la classe à l'intérieur de la classe. Mais il n'est pas concevable sans une classe dominante. Il ne peut plus être considéré, de ce fait, comme le représentant authentique de toute la société. Il peut à l'occasion avoir des divergences - pour des raisons d'équilibre gouvernemental ou à cause de son organisation spéciale - avec l'une ou l'autre partie de la classe économiquement privilégiée; mais il ne peut pas, parce que ce n'est pas son intérêt, se mettre en opposition avec toute la classe dirigeante, épouser avec sincérité et efficacité la cause d'une justice supérieure aux classes, et encore moins assumer la défense de la classe dominée, même si celle-ci était martyrisée d'une manière inhumaine.

En fait, l'État s'émeut énormément et prend les mesures qui s'imposent, invoquant tous les principes abstraits de morale et de justice seulement quand ceux-ci sont ou semblent violés à ses dépens et à ceux de ses satellites ou bien des privilégiés de la fortune et du pouvoir; il s'émeut quand ceux qui sont touchés font directement ou indirectement partie de ses engrenages politiques et représentatifs, même si incidemment ils sont socialistes; il s'émeut si la violence s'abat de façon maladroite au point de susciter des difficultés majeures et du danger pour lui-même. En dehors de ces cas, il ne sait rien et ne se rend compte de rien. Les centaines de victimes inconnues, obscures, ne comptent pas; la violation des libertés les plus élémentaires, je ne parle même pas de faire un meeting ou une réunion, mais seulement de fredonner une chanson ou de porter un ruban à la boutonnière, peut être exercée à une vaste échelle dans toute l'Italie, pourvu qu'elle se fasse aux dépens des prolétaires; l'État n'en sait rien, il ne peut rien y faire!

Il est vrai que le fascisme, en se mettant, avec sa violence, hors de la loi commune et assumant les fonctions de la répression et de la réaction, qui sont propres à l'État, discrédite l'État lui-même. Celui-ci, par esprit de corps, je dirais presque par jalousie de métier, serait tenté de poser des limites à l'arbitraire fasciste. Mais comment faire, si le fascisme a toutes les sympathies des classes dirigeantes, parmi lesquelles se recrutent les gros bonnets de la bureaucratie, de la police, de la magistrature et de l'armée, qui devraient freiner les excès, modérer les fureurs de leur rejeton casse-cou et irrespectueux? Comment faire, même si on voulait le briser, pour ne pas lui faire du mal?

Quand une faction viole les lois de l'État, adopte la violence pour méthode et l'utilise à sa guise, au-delà et contre la loi, elle est en état de révolte. L'État possède le moyen de la ramener à la normalité: la répression violente, armée, sans égards pour quiconque, capable de noyer la révolte dans le sang quand il n'est pas possible d'agir autrement. Mais pour ce faire il faut qu'il y ait un intérêt, il faut que dans une entreprise aussi terrible il n'ait pas à perdre plus qu'il n'ait à gagner. Aujourd'hui, dans la mesure où le fascisme le discrédite, le met au second plan, l'État serait tenté de se débarrasser de lui; mais d'autres intérêts plus forts, d'autres obscurs dangers l'empêchent de l'opposer à une force qui lui fait certes concurrence et lui manque de respect, mais qui n'est pas son ennemie. En effet, celle-ci n'est pas opposée aux institutions, mais au contraire vise à les renforcer (avec toutefois des moyens qui risquent de les compromettre), et par-dessus tout défend les mêmes intérêts sociaux, les mêmes privilèges de classe, à la sauvegarde desquels l'État est lui-même voué. Le fascisme est un allié de l'État, un allié ennuyeux, exigeant, incommode, compromettant, insubordonné, tout ce que vous voudrez; mais un allié. Comment l'État peut-il sérieusement penser à le détruire?

Plus d'une fois, l'État a noyé dans le sang des révoltes dirigées contre lui; et les carnages les plus horribles ont été accomplis précisément par les États démocratiques, au moins depuis 1789. Mais cela n'est arrivé que lorsque leurs intérêts s'accordaient à celui de la classe économiquement dominante: en France en juin 1848 et en mai 1871, en Allemagne en 1919, etc... Quand ce n'était pas le cas, l'État a toujours préféré s'accommoder avec la classe dominante, ou alors il a cédé et a consenti à se transformer selon les désirs de celle-ci. Aujourd'hui, c'est la même chose. Si l'État se sentait assez fort, il n'hésiterait certes pas à noyer dans le sang un mouvement prolétarien. Mais ce qu'il ferait sans cérémonie aux dépens de la classe travailleuse, il ne peut absolument pas le faire aux dépens de sa propre classe, de la classe capitaliste.

Nous avons déjà dit que tel n'était pas son intérêt; et si malgré tout il voulait le faire, dans ce cas il n'en aurait peut-être pas la force, car il ne peut disposer avec certitude de ses propres instruments, qui sont tous plus ou moins tendancieusement fascistes, à commencer par l'état-major de l'armée, jusqu'à une grande partie des officiers de toutes les branches et dans tous les grades de la police. En outre, répétons-le, le fascisme a le soutien des fractions les plus avides et les plus rétrogrades du capitalisme qui, grâce au fascisme, rançonnent le gouvernement. Soit celui-ci s'abstient de faire obstacle à la réaction fasciste en la favorisant par une politique anti-prolétarienne et protectrice du monopole propriétaire, soit le gouvernement sera attaqué à sa base sans égards pour la dynastie royale elle-même. Les uns le menacent de la république (une république militaire et antidémocratique, s'entend); et les autres lui font miroiter l'idée d'une sédition de palais dans l'intérêt d'une autre branche de la maison régnante.

En somme, en aucune circonstance, à aucun point de vue, l'État n'a intérêt - ni au sens positif ni au sens négatif - de s'opposer par la violence au fascisme. Il y aurait, à vrai dire, un cas où il pourrait le faire, mais pour cela, il faudrait que le capitalisme et la plus grande partie de la classe dirigeante trouvent un meilleur moyen de salut dans le réformisme à tendance socialiste. Un réformisme qui ne s'en prendrait pas au droit de propriété, mais qui permettrait de passer des accords avec les catégories ouvrières les plus intelligentes et en même temps les plus... petites-bourgeoises; et surtout, qui rendrait possible des pactes de collaboration gouvernementale avec le socialisme parlementaire, politique, celui qui menace le moins la bourse des

propriétaires. Il existe une minorité bourgeoise et une minorité socialiste qui ont cette illusion. Or celle-ci pouvait être compréhensible et même possible avant la guerre, mais avec la terrible crise qui sévit et qui s'aggrave toujours plus, elle serait suivie des plus horribles désillusions. Ces minorités ont une base exclusivement parlementaire et journalistique, sans beaucoup de partisans dans le pays, ni chez les ouvriers ni dans la bourgeoisie. Sauf dans des cas fortuits, je pense qu'elles sont destinées à s'agiter dans le vide; et même si on faisait l'expérience de leurs propositions de collaboration, je pense que cela servirait seulement à en démontrer l'inanité, ouvrant ainsi les yeux aux derniers des aveugles.

Il y en a qui espèrent que le résultat de la politique de collaboration des socialistes, au cas où ceux-ci parviendraient à arriver au pouvoir en plein régime bourgeois et monarchique, puisse mettre fin à l'empire du bâton fasciste. Certes, cela pourrait servir, peut-être, à clarifier la situation, en ce sens qu'on verrait un peu mieux s'il est vrai que le gouvernement est impuissant contre le fascisme, ou bien s'il en est le complice (je crois qu'il s'agit de l'un et de l'autre ensemble); et l'expérience mettrait fin à l'illusion. A moins que ce fait, indubitablement craint par les castes militaires et les plus parasitaires, ne provoque aussitôt un coup d'État, un pronunciamiento militaire, une violente levée de boucliers du fascisme et du militarisme de caractère anticonstitutionnel, réactionnaire et antiparlementaire - ce qui précipiterait la situation soit vers une réaction absolutiste, soit vers la révolution. La venue des socialistes au gouvernement affaiblirait le fascisme, le contraindrait peut-être à abaisser le bâton, à se modérer; mais... cela minerait le socialisme.

Le socialisme au pouvoir aurait alors de son côté, avec le régime monarchique, la bourgeoisie la plus modérée et accommodante, la police et la magistrature, qui ne manqueraient pas de se tourner vers l'étoile montante, par intérêt et par habitude de demeurer avec qui commande; il aurait ainsi les moyens de freiner le fascisme, qui serait automatiquement abandonné de tous ceux s'étant joints à lui par opportunisme. Mais en échange, il devrait ne plus être le «*socialisme*»; il devrait défendre la propriété privée et l'État, il devrait toujours plus sensiblement se mettre contre la masse - qui a des intérêts contraires à ceux de l'État - et avec les propriétaires. Le socialisme ne pourrait pas non plus réaliser, à cause de la crise économique et sociale qui secoue le monde et ne cessera pas de sitôt, ces réformes au bénéfice du prolétariat, qu'il aurait été possible de réaliser avant la guerre. En un mot, il s'épuiserait, il se discréditerait, il se viderait. Ce serait, en vérité, la plus grande victoire du fascisme!

Sans compter que, quand l'illusion sera passée, quand la lutte des classes redeviendra plus aiguë - à condition qu'elle ait pu s'atténuer un jour -, quand le socialisme de gouvernement ne sera plus utilisable et sera jeté à la ferraille, quand la pression des masses ouvrières se fera de nouveau plus menaçante pour les classes dirigeantes, celles-ci pourront toujours sortir de leur arsenal l'arme du fascisme, mise de côté par le gouvernement et qui n'avait pas été brisée par l'action directe du prolétariat. Retour à la case départ!

Il adviendra - le fascisme mis à part - ce qui arriva dans une proportion moindre en France en 1848 après la révolution républicano-socialiste de février. Les socialistes, parvenus au gouvernement avec la bourgeoisie radicale, se discréditèrent en quelques mois et discréditèrent la révolution. Et un triste jour, après le bain de sang de juin, que les socialistes au pouvoir n'avaient pas pu éviter, le prolétariat se réveilla sous la férule de la dictature militaire de Cavaignac pour finir peu après sous le sceptre impérial-catholique de Napoléon le Petit.

La presse fasciste a profité du massacre de Modène pour se proclamer persécutée par le gouvernement, pour dénoncer celui-ci comme allié des socialistes, etc... Mais c'est un langage démagogique qui voudrait dissimuler la vérité et qui n'y parvient pas. Le fait sporadique de Modène, comme celui de Sarzana qui l'a précédé, comme quelques autres qui pourront encore arriver, est tout à fait exceptionnel. C'est le résultat de la position contradictoire dans laquelle se trouve le gouvernement, tiraillé entre le soutien masqué au fascisme et le besoin de sauver les apparences; par suite, c'est aussi la conséquence de l'inévitable confusion de pouvoir, des diverses interprétations des ordres, et de l'impossibilité d'obtenir dans toute l'Italie, de la part des forces de police inquiètes, un soutien mesuré dans un sens ou dans l'autre; soutien qui aurait pu permettre au gouvernement de favoriser les classes dirigeantes sans que les classes soumises ne s'aperçoivent trop de sa complicité, de façon qu'elles puissent continuer à s'imaginer qu'il est de leur côté, ou qu'il est au moins impartial.

La tuerie tragique de Modène, en occultant la vérité sur la complicité de l'État et en contribuant à cacher aux yeux du peuple le précipice vers lequel le gouvernement, le fascisme et les classes dirigeantes le poussent, a certainement profité au fascisme beaucoup plus que la plus réussie des expéditions punitives.

La violence fasciste pouvait certainement être réprimée par l'État de façon victorieuse et définitive, si

celui-ci y avait eu intérêt et s'il l'avait voulu. Mais cela aurait dû être fait il y a longtemps. Au début, il y a un an, il aurait suffi pour l'éliminer d'un petit nombre de mesures de police anodines, sans aucun besoin de répandre le sang ni de violer les libertés les plus élémentaires des citoyens: le dixième des mesures de police prises après, et restées naturellement lettre morte. On comprendra que l'effort pour étouffer ou écraser un petit serpent à peine né ne suffit pas à tuer le même serpent devenu boa ou crotale! Mais l'État, nous l'avons dit, ne pouvait pas tuer le fascisme, si utile pour immobiliser et terroriser le prolétariat, qui lui inspirait bien d'autres frayeurs et qui menaçait bien plus sérieusement les intérêts des classes dominantes, et par conséquent aussi les siens.

Même aujourd'hui, s'il le voulait vraiment, l'État pourrait se débarrasser du fascisme, en ayant recours à la force prolétarienne, en armant les travailleurs pour la défense, ou simplement en les laissant libres de s'armer et de se défendre contre le fascisme, sans la crainte d'être attaqués par derrière par le gouvernement, arrêtés, jugés et au besoin tués par les gendarmes. Mais il est naturel que l'État ne fera jamais une telle chose, et il s'en gardera comme d'un énorme péril, parce que la force prolétarienne une fois constituée, armée et mise en mouvement, il est prévisible qu'elle ne s'arrêterait plus en chemin, qu'elle ne se limiterait certainement pas à une simple œuvre de défense ponctuelle, mais passerait à l'offensive et finirait par renverser le régime.

On a conseillé un autre moyen au gouvernement pour se débarrasser du fascisme, si celui-ci lui cause des ennuis: ne pas le combattre, mais au contraire lui faire perdre tout son crédit en devenant plus violent que lui contre le prolétariat, contre le socialisme, contre la liberté; bref, mener une réaction étatique anti-ouvrière sous des habits légaux, au point de rendre la violence illégale du fascisme tout à fait inutile. Cela, naturellement, ne serait possible qu'en mettant de côté toute fiction parlementaire, libérale, démocratique, etc... Il est vrai que cela signifierait simplement... le fascisme au gouvernement!

Les moyens dont l'État dispose sont nombreux: dictature militaire, état de siège, décrets lois. Il y a là autant de mesures grâce auxquelles les classes dirigeantes ont démontré dans l'histoire qu'elles savaient passer d'une légalité à l'autre. On pourrait de cette façon parvenir au rétablissement du gouvernement absolu ou à un régime qui lui ressemble, comme on cherche à le faire en Hongrie. Si cela se passe, on peut aussi arriver, selon une expression latine que j'ai vue exhumée par un journal fasciste, *usque ad effusionem sanguinis* («jusqu'à l'effusion de sang»). On ne doit pas noyer dans le sang le fascisme ami, mais on peut toujours noyer dans le sang le socialisme ennemi, qui s'obstine aussi fortement à ne pas vouloir abdiquer, à ne pas vouloir mourir spontanément!

Qu'on ne se dise pas que j'exagère ou que je vois les choses trop en noir. Ces choses-là ne se disent pas ouvertement, et les journaux «sérieux» ne se compromettent pas à les écrire. Mais dans ceux de province, dans certains d'entre eux au moins, on n'en fait pas un mystère, et on demande tout cela sans plus de façons, avec beaucoup de sincérité, ou de cynisme, comme on voudra. Certains journaux de l'Émilie, organes notoires des agrariens, soutiennent à mots à peine voilés précisément cette thèse: que pour éliminer les maux du fascisme il n'y a pas d'autre moyen que de rendre légal, comme action du gouvernement, ce que les fascistes ont obtenu illégalement en de nombreux endroits; c'est-à-dire la dissolution des organisations ouvrières et des partis extrémistes, ou la cessation de toute activité, l'interdiction des meetings et des cortèges, manifestations et chants subversifs, l'interdiction des grèves, la dissolution de toutes les administrations communales socialistes, la fermeture de toutes les coopératives et de toutes les associations autonomes de consommateurs indépendantes, la suppression de la presse antimonarchique et ouvrière et enfin l'envoi en résidence surveillée de tous les éléments qui par leur présence peuvent encourager la résistance prolétarienne.

A Rome j'ai entendu de mes propres oreilles un député, dont j'ai compris la qualité parce qu'on l'appelait «Monsieur le Député», mais dont je n'ai malheureusement pas pu apprendre le nom, qui disait à son voisin dans le tramway, au lendemain des événements de Sarzana, qu'on pouvait bien dissoudre les faisceaux, à condition qu'on interdise aussi les partis et les Bourses du travail; et que pour le peuple il faudrait un «*bain de sang*»!

Et il ne manque pas de gens qui ont le courage de théoriser de telles aspirations farouchement réactionnaires, de leur donner une base pseudo-scientifique ou pseudo-philosophique. Il y a par exemple un ex-socialiste et républicain, devenu conservateur et monarchique, Giuseppe Rensi, qui a écrit un livre (ou plutôt qui a réuni dans un livre plusieurs de ses écrits) qui pourrait être intitulé «*Philosophie du fascisme*» (39). Je

(39) Il s'intitule, au contraire, beaucoup plus modestement: *Principes de politique impopulaire* (Zanichelli éditeur, Bologne).

ne connais pas l'auteur et je ne sais pas s'il est sincère, mais, sans aucun doute le ton de son livre l'est, et on y trouve même de nombreuses vérités mortifiantes pour les prolétaires et les subversifs. Cet ouvrage a au moins le mérite de parler clair, sans circonlocutions, et de tirer de ses prémisses toutes les conclusions logiques et nécessaires de son point de vue, qui pourraient être résumées par le dilemme du policier immoralisé par Giusti: «*Voilà la courte et bonne maxime: prison et échafaud, échafaud et prison.*»

Le livre, écrit avant mars 1920, commence par établir que le travailleur, «*en tant qu'il travaille*», doit toujours dépendre des autres, être le «*serviteur*» de quelqu'un, et que par conséquent Aristote avait parfaitement raison quand il soutenait la nécessité et l'éternité de l'esclavage. Rensi accepte l'alternative «*réaction ou révolution*», et choisit franchement la réaction avec toutes ses déductions, contre la démocratie, contre la liberté de parole et de presse, et même contre la liberté d'une façon générale. Il parle avec dépit du christianisme primitif et de la Révolution française, déplorant presque que les empereurs romains et les rois français n'aient pas eu assez d'énergie pour écraser dans l'œuf ces deux mouvements; il repousse même les idées de constituante et de république, et voit dans la monarchie le rempart du salut social. Bien plus, il voudrait que le gouvernement devienne plus absolu, plus oligarchique, à peu près comme l'était la République de Venise avec son doge, son *Conseil des dix* et ses inquisiteurs d'État.

Rensi invoque «*le principe d'autorité afin qu'il réalise ce dont fut capable, au Moyen Age, l'Église catholique, qu'il subjugué la liberté, s'impose aux consciences, fasse taire les discussions, et rétablisse l'unité*». Déplorant l'inutile hypocrisie bourgeoise (copiée désormais par beaucoup de fascistes), il établit des distinctions entre certaines parties du prolétariat, entre le prolétariat et ses chefs, etc..., il bat ouvertement le rappel du monde bourgeois et conservateur, des catholiques non bolchevisants aux réformistes non républicains, «*contre tout le prolétariat*», comme masse et comme classe, opposant à tous les principes de liberté «*les principes d'autorité aristocratiques*». Il conseille en outre de ne pas mépriser la religion, parce que, comme le disait Polybe: «*il serait téméraire et sans raison de bannir certaines opinions sur les dieux et les punitions de l'enfer puisque la multitude est légère et pleine de désirs illicites, et il ne reste rien d'autre pour la contenir que les terreurs occultes et les tragiques illusions*».

Il y a, toujours selon Rensi, le moyen de faire face à un mouvement d'idées qui se développe de façon gigantesque; mais pour que la résistance ne soit pas inutile, il ne faut pas qu'elle soit accomplie de façon intermittente et faiblement, mais avec résolution et continuité. Une phrase de Stendhal est citée pour rappel: «*Il faut en pendre dix mille ou aucun; la nuit de la Saint-Barthélemy a détruit le protestantisme en France*». Mais à quoi bon chercher plus loin? La citation machiavélique mise en exergue même du livre, comme thème de celui-ci, suffit pour résumer le programme fasciste: «*La façon pour concilier une cité divisée n'est autre que de tuer les chefs des désordres*» (40).

Cette sorte de «*fascisme de gouvernement*» pourrait en effet éliminer l'actuel fascisme illégal qui, pour les conservateurs, a le tort de ne pas être trop sûr, de contenir des ombres inquiétantes, de ressembler un peu trop aux systèmes de la célèbre bande à Bonnot. Chez les fascistes non seulement il y a quelques anciens apologistes des bandits tragiques et de l'individualisme terroriste parisien bien connu, mais aussi un député qui répétait il y a peu de temps avec complaisance que le fascisme est la méthode Bonnot utilisée dans un but de reconstruction nationale, ou quelque chose de semblable. Une réaction étatique, franchement anti-prolétarienne, rendrait inutile pour la classe propriétaire le fascisme, et celui-ci cesserait d'exister faute de fonctions et de raisons d'être. La classe dominante de cette façon se libérerait d'un serviteur incommodé qui la dérange précisément parce qu'il se conduit toujours plus en patron.

Naturellement, le socialisme, la révolution, l'anarchie, le mouvement ouvrier ne seraient pas, de cette façon, définitivement tués. Une nuit de la Saint-Barthélemy anti-prolétarienne (l'expression est utilisée textuellement ici et là par quelques fascistes) viendrait au moins avec trente ans de retard, et sa mise en œuvre serait impossible et insuffisante. Ce serait par conséquent un bain de sang presque inutile. Les huguenots, en outre, étaient une minorité, et une minorité de seigneurs, d'aristocrates, sans lesquels les choses continuèrent à vivre leur cour. Mais les ouvriers sont la vie de la société; pour autant que la crise actuelle,

(40) Le petit livre de Rensi dit beaucoup de choses intéressantes, particulièrement contre l'emballement pour la dictature bolchevique, contre la politiciannerie opportuniste des socialistes, sur l'absence d'éducation des masses, etc..., et en tout cela il est très efficace. Seulement, au lieu de se servir de ces arguments pour s'engager plus en avant, vers des vérités plus libertaires, il en tire motif pour aller vers l'arrière, vers les mensonges du passé. Ses propos avancent, à certains moments, de tels paradoxes qu'on ne comprend plus s'il parle tout à fait sérieusement. Rensi est patriote; bien plus, c'est l'esprit patriotique qui semble l'avoir jeté contre ses compagnons d'autrefois. Eh bien! comme patriote il devrait penser que sans l'esprit de révolte et de liberté l'Italie ne se serait pas faite. Les principes d'autorité, s'ils avaient été encore sauvegardés, seraient encore les principes de Louis XIV, de Metternich, de Guillaume et de Cecco Beppe.

le chômage, etc..., rendent moins précieuse l'existence de la classe travailleuse, celle-ci n'est pas moins indispensable à la vie générale du pays. L'utopie du terrorisme blanc peut certes provoquer de nombreux désastres et douleurs, elle peut ensanglanter une page d'histoire et rendre plus pénible le chemin de la civilisation, elle peut coûter au prolétariat beaucoup de luttes et de larmes, mais comme résultat final elle ne reste pas moins une utopie impossible.

L'utopie révolutionnaire, au contraire, procède toujours de chaque réalisation à une réalisation plus vaste et durable. Réalisation certainement relative, différente de celle qui est conçue par les constructeurs d'idéologies, mais qui imprime toujours plus sa marque dans le temps et dans l'espace. Rensi, dans le livre mentionné ci-dessus, se console avec des rappels historiques, cherchant à montrer que chaque révolution inspirée par l'idée de liberté et d'égalité a engendré de nouvelles tyrannies et de nouvelles inégalités, et il en déduit la faillite de l'idée. Mais l'humanité y revient sans cesse, malgré les défaites, malgré les retours en arrière partiels et les trêves. Dans la pensée et l'action elle procède de révolution en révolution, obtenant non seulement à chaque fois des libertés et une égalité plus amples, mais en élargissant ces droits à un nombre plus grand d'individus et dans un nombre croissant de pays, de la petite Grèce solitaire de jadis à de vastes continents. Tout cela démontre que le chemin de la civilisation va dans le sens du socialisme et de l'anarchisme: vers une égalité croissante et une croissante liberté de tous les hommes.

La réaction illégale fasciste et la réaction légale étatique peuvent ainsi se supplanter tour à tour, ou, comme il arrive maintenant, se confondre. Mais soit l'une soit l'autre ne peut obtenir que l'amer et stérile résultat de rendre plus âpre, plus douloureux, plus désastreux, aux vaincus et aux vainqueurs, plus troublée de haines la révolution, le passage d'une société à l'autre, d'une civilisation à l'autre.

Il y a de quoi s'inquiéter au sujet du torrent de haine que le terrorisme blanc est en train de préparer, avec sa suite lente et exaspérante de provocations, de violences sur les personnes et les choses, de ruine de tout sens de bonté et de justice. Ce sera lui le premier responsable du terrorisme rouge qui probablement en découlera - et il en sera ainsi même si au terrorisme illégal succède le terrorisme légal - s'il ne réussit pas à se refréner suffisamment à temps, si, entre la cessation de ses violences et la renaissance des forces adverses, il ne peut s'écouler une période suffisante pour atténuer tant de douleurs, pour effacer tant de souvenirs, pour amoindrir tant de haine!

Atténuer la haine alimentée par lui sur une aussi vaste échelle et avec tant de profusion, le fascisme pourrait le faire - je l'ai déjà dit et je le répète - seulement en cessant de sa propre initiative son œuvre de destruction et de violence, et seulement à condition de ne pas attendre pour le faire le jour où il y sera contraint, c'est-à-dire le jour de sa défaite définitive. Alors il serait trop tard.

Je ne sais pas si le fascisme et avec lui les classes dirigeantes auront la force de réussir à s'arrêter sur la pente désormais presque verticale; et je ne sais pas non plus s'il en est encore temps. J'espère l'une et l'autre chose, non seulement par un sentiment supérieur d'humanité, mais parce que je suis intimement convaincu que la haine semée par le fascisme, et par toute réaction en général, ne profite ni aux classes qui la provoquent ni à celles en qui elle est insufflée. La révolution dans laquelle la haine aurait une trop grande part en sortirait souillée d'autoritarisme et d'injustice, elle serait la plus imparfaite des révolutions: la haine y engendrerait des maux nuisibles à tous, aussi bien aux vaincus qu'aux vainqueurs.

Errico Malatesta, à propos de la révolution et de la haine dans la révolution, disait il y a déjà trente ans:

«La révolte brutale se produira certainement, et elle pourra même servir à donner le grand coup d'épaule qui doit ébranler le système actuel; mais si elle ne trouvait pas le contrepoids des révolutionnaires qui agissent pour un idéal, elle se dévorerait elle-même.

La haine ne produit pas l'amour; par la haine on ne renouvelle pas le monde. Et la révolution de la haine, ou échouerait complètement, ou bien aboutirait à une nouvelle oppression, qui pourrait bien s'appeler anarchiste, comme on appelle libéraux les gouvernements actuels, mais qui n'en serait pas moins une oppression et ne manquerait pas de produire les effets que produit toute oppression» (31).

Ces effets apparaissent évidents aujourd'hui dans la révolution russe. L'oppression tsariste, inouïe et féroce, aggravée jusqu'à l'in vraisemblable pendant la guerre, la répression la plus sanglante contre tous les révolutionnaires, les pendaisons individuelles comme les massacres de masse, les pogroms, l'extermination de villages entiers, la police de la *III^{ème} section* et les «*Cent Noirs*» (quelque chose comme nos fascistes)

(31) Revue *L'Endehors*, Paris, 28 août 1892.

- que Rensi se le tienne pour dit, lui qui a confiance dans l'efficacité de la répression féroce - n'a profité en rien aux castes et classes dirigeantes qui ont été détrônées, dépouillées, détruites. Mais la violence brutale et réactionnaire de l'absolutisme a engendré un tel océan de haine que la révolution en est restée empoisonnée. Ainsi nous ne savons pas encore si sa robuste constitution réussira à la fin à vaincre les effets du venin - prévus par Malatesta pour chaque révolution trop abreuvée de haine -, en particulier le régime fatal de la dictature, qui menace de dépouiller la révolution russe de tout son contenu de liberté et d'égalité.

Le bolchevisme, entendu dans le sens de pouvoir absolu civil et militaire, de pouvoir à la main de fer, confié à une seule classe, et même à un seul parti, ou plus exactement à un petit nombre de chefs d'un parti - la dictature «*du*» prolétariat est une expression sans signification qui peut vouloir dire aussi la dictature «*sur*» le prolétariat -, serait certainement un mal, la pire des manifestations révolutionnaires de la classe ouvrière; or, très probablement, les masses actuellement dominantes sont en train d'en préparer spirituellement et matériellement le triomphe en Italie. Les gardes royales et les fascistes actuels préludent peut-être aux futures gardes rouges et aux fascistes rouges (42).

En Russie aujourd'hui, beaucoup d'agents de la police révolutionnaire sont les mêmes que dans l'ancienne police tsariste!

Le fascisme, fruit malsain de la guerre et expression en partie voulue et en partie instinctive de l'esprit de conservation du régime politique et économique actuel, ne sera certainement pas éternel. Tôt ou tard il prendra fin.

Il se peut que le fascisme se termine par un processus de dissolution interne, qui nous échappe aujourd'hui, mais dont apparaissent de temps en temps des symptômes. Il se peut que certains chefs, satisfaits de leur réussite, comprennent que, à trop tirer sur la corde, celle-ci pourrait se casser, et leur faire perdre tout le terrain acquis. Il se peut par conséquent que ce soit eux-mêmes qui actionnent le frein et arrêtent le mouvement. Ainsi, il n'est pas improbable que la partie la plus consciente, énergique, du fascisme décide volontairement de changer de voie, et entraîne le tout en dehors de l'ornière de la violence. Il peut, enfin, se produire une sorte de processus de réabsorption de la part des institutions politiques et sociales existantes, leur permettant de récupérer les fonctions usurpées par le fascisme.

J'ai déjà examiné quelques-unes de ces probabilités; et je n'exclus pas que pour une quelconque de ces raisons - qui peuvent également fin différentes de celles que j'ai imaginées — le phénomène fasciste avec caractéristiques actuelles puisse à l'improviste et rapidement cesser ou disparaître. Peut-être... bien que je n'y croie guère!

Mon scepticisme à ce propos peut être démenti par les faits; et j'en serais très heureux. Mais le contraire est aussi possible: que le fascisme, maintenant qu'il est né, ne meure pas aussi vite ou de mort naturelle. Il se peut que cet ensemble d'intérêts formé autour de lui prenne un caractère stable; que l'organe réussisse à conserver la fonction, et donc à trouver toujours les nouvelles raisons d'être et d'exister.

Il se peut que le fascisme, même en modérant certains de ses aspects trop irritants et qui blessent le sentiment humain, reste et se consolide comme instrument de coercition violente. Il serait alors une épée de Damoclès continuellement suspendue sur la classe ouvrière, afin que celle-ci ne puisse jamais se sentir complètement en tranquillité ou bien s'abriter derrière la légalité, mais qu'elle craigne toujours de voir son droit violé par une violente imprévue et arbitraire.

Dans ce cas, pour la classe ouvrière, et en général pour tous ceux qui en ont épousé la cause, pour ceux qui estiment nécessaire la libération du prolétariat de l'esclavage du salariat, afin que tous les hommes conquièrent une plus grande justice, un bien-être accru et une plus grande liberté, il n'y a plus d'autre moyen que tuer le fascisme. Il faut le tuer de propos délibéré, sans rester passivement dans l'expectative, sans se remettre fatalement à la force des choses, à l'évolution naturelle, au processus de dissolution, aux lois de l'économie, et à d'autres expressions semblables avec lesquelles les hommes masquent leur paresse, leur réticence à faire un nécessaire effort de volonté.

Tuer le fascisme ne signifie pas, naturellement, massacrer les fascistes. Souvent la violence contre ceux-ci encourage celui-là, au lieu de le tuer. Que ceux qui ont été agressés par le fascisme, en des circonstances déterminées de temps et de lieu, se défendent comme ils le savent et comme ils le peuvent est une chose

(42) On commence à appeler ici et là «*fascistes rouges*» ces communistes bolcheviques qui sont le plus enclins et adopter envers leurs adversaires les méthodes du fascisme.

naturelle et inévitable. Ce n'est pas un mal, mais même si cela l'était, la chose arriverait quand même. Cependant, engager la lutte matérielle contre le fascisme, comme organisme en soi, en ne voyant d'autre ennemi que lui, serait une très mauvaise chose; ce serait comme tailler les branches d'une plante vénéneuse en laissant intact le tronc, comme se débarrasser de quelques tentacules de la pieuvre sans en frapper la tête. On pourra ainsi infliger aux fascistes des défaites partielles ou des deuils, mais cela ne servira qu'à rendre la lutte plus dure, et à renforcer le fascisme, contribuer à le rendre toujours plus robuste.

La lutte contre le fascisme ne peut être menée de façon efficace qu'en frappant les institutions politiques et économiques, dont il émane et dont il tire la source. Les révolutionnaires, du reste, qui visent à la chute du capitalisme et de l'État, s'ils se laissaient attirer par le fascisme, comme un éclair par le paratonnerre, s'ils consacraient leurs forces et s'ils s'épuisaient à le combattre seul, rendraient un service aux institutions, institutions qu'ils souhaiteraient pourtant démolir. L'État capitaliste, avec le croque-mitaine du fascisme, réussirait non seulement à se défendre, à vivre plus tranquille, mais aussi à convaincre une partie du prolétariat de collaborer avec lui, de se rallier de son côté. Même aujourd'hui, si d'un côté le capitalisme rançonne l'État avec le fascisme, l'État rançonne le prolétariat, lui disant approximativement: *«Ou alors tu renonces à tes lubies d'expropriation politique et économique, et tu envoies tes chefs coopérer avec moi au renforcement des institutions, ou je te laisser rosser et massacrer par les fascistes, et, si cela ne suffit pas, je leur donnerai un coup de main moi aussi!»*.

Tant que le prolétariat sera habitué à voir dans le fascisme son ennemi particulier, à combattre à part, le chantage contre lui de la part du gouvernement réussira; et tant que le chantage réussira, le gouvernement aura intérêt à ce que le fascisme (plus ou moins susceptible de suivre ses indications) continue d'exister.

J'ai déjà dit comment, particulièrement dans les campagnes, le fascisme s'identifie avec le patronat; dans la vallée du Pô les fascistes sont les propriétaires des terres, les fermiers, les agents des agrariens, les résidus de la vieille noblesse, etc... Mais ailleurs, comme dans le sud de l'Italie, là où il y avait une violence patronale organisée plus ou moins illégalement, particulièrement à caractère électoral - dont des auteurs aussi *«orthodoxes»*, ou presque, que Oietti, Prezzolini, Salvemini, etc..., narrent les gestes dans des journaux ou des livres -, là ces ramassis de violents, les *mazzieri* des Pouilles, les mafiosi de Sicile, etc..., ne firent rien d'autre que de se mettre l'insigne fasciste à la boutonnière. Ils s'enrichirent en échange d'éléments nouveaux qui auparavant ne servaient d'eux, mais qui dédaignaient s'afficher officiellement avec eux.

Ces formations rejoignent sans mal le fascisme et sont dans le Midi les éléments les plus importants de la politique gouvernementale, les vrais artisans électoraux, à coups de nerfs de bœuf et de coups de revolver, des majorités parlementaires au service du gouvernement.

Tout cela confirme ce qui a déjà été dit, que le fascisme est une branche du grand tronc étatico-capitaliste, ou qu'il en est une de ses manifestations. Combattre le fascisme en laissant inchangé son éternel géniteur, ou, un contraire, s'imaginer trouver en lui un défenseur, signifie continuer à avoir toujours sur le dos, chaque jour plus lourds et oppressifs, à la fois l'un et l'autre. Tuer le fascisme est possible seulement si l'action de défense, imposée par les circonstances, s'accompagne de l'attaque à ses racines: les privilèges du pouvoir et de la richesse. Mais le tuer est nécessaire. Il faut que le prolétariat y réussisse directement et avec ses forces, parce que si le fascisme était simplement endormi ou absorbé par les institutions actuelles, il pourrait toujours - ou du moins plus facilement - se relever. La bourgeoisie a appris la façon de se servir de cette arme; et si le prolétariat ne lui en ôte pas l'envie, lui démontrant par les faits qu'il sait la lui briser dans les mains, elle finira put l'utiliser de nouveau à la première occasion - même si pour l'instant elle devait la mettre de côté.

Les moyens que le prolétariat peut utiliser pour briser l'arme du fascisme dans les mains du capitalisme et des cliques conservatrice sont nombreux: mais ce n'est pas mon propos de les dire et de les proposer ici. Un tel argument devrait être traité - si l'on veut - à part. A mon avis, tous les moyens, même les plus légaux et pacifiques, peuvent être efficaces, à une condition: que l'on ne gaspille pas les énergies prolétariennes dans des tentatives partielles, locales ou partisans; que, au contraire, l'action se développe avec le maximum de coordination, non seulement dans toute la nation, mais avec la participation de toutes les forces organisées ou non, ou du moins de toutes les forces organisées dans les associations de métier et les partis, de tous les partis ouvriers, des plus modérés aux plus extrémistes.

Il n'est pas besoin pour cela de blocs, de fronts unis, ou d'autres formations artificielles ou spécieuses. Il faut une unité morale et une unité d'intention. Cette unité, le fascisme, avec sa violence, l'a déjà constituée; la force de *«volonté»* et l'esprit de *«sacrifice»* de tous les hommes de foi doivent pourvoir au reste.

Le fascisme est certainement un fléau pour la classe ouvrière; et pour les révolutionnaires il est plus qu'un adversaire, un ennemi. Mais à l'ennemi aussi on peut rendre justice, et apprendre de lui quelque chose. J'ai déjà dit au cours de ces modestes pages la grande hétérogénéité des éléments qui composent le fascisme. Il est fait d'un peu de tout. Mais il ne faut pas se cacher une chose: ni le soutien moral, matériel et financier du capitalisme industriel et terrien, ni la complicité de la force publique, ni l'adhésion de tous les veules adorateurs du succès n'auraient suffi à rendre le fascisme fort; au contraire, tous ces facteurs auraient fait défaut si, au début, un noyau de personnes, douées de force de volonté et d'esprit de sacrifice, à leurs propres risques n'avaient les premiers brisé la glace de l'indifférence des amis et de l'indifférence ennemie; si, peu importe que ce soit par amour ou par haine, une force morale intérieure ne les avait pas lancés dans la mêlée au mépris de leur propre vie. Et certains y ont trouvé la mort.

Ce petit nombre, animateur de la multitude, mit en mouvement tout l'ensemble qui aujourd'hui apparaît aussi fort; et ils furent les plus obscurs. Nous pouvons déplorer et nous apitoyer tant que nous voudrions de leur sacrifice si mal employé, d'une énergie que d'autres ont exploitée pour réussir, pour s'enrichir ou pour assouvir leur ambition; mais nous restons pensifs et troublés devant la tragédie de leur fin. Car si un certain nombre d'entre eux moururent par hasard, sans qu'ils ne l'aient réellement voulu, sûrs qu'ils étaient de leur impunité, nombreux sont ceux qui sont tombés comme soldats volontaires, sachant le risque qu'ils couraient, et acceptant de le courir. Nous savons déjà suffisamment parlé de leurs objectifs; ceux-ci maintenant ne nous intéressent plus. Nous constatons simplement que leur audace fut à l'initiative du succès du fascisme, et que ce succès ne se serait pas produit sans leur sacrifice volontaire.

Tout ensuite a concouru à alimenter le fascisme et à en faire un organisme plus ou moins pernicieux et parasitaire pour la société; mais il ne serait pas devenu adulte sans ce premier soutien créateur de quelques volontés, comme un organisme vivant n'existerait pas sans le premier ovule invisible fécondé dans l'utérus maternel. La volonté humaine, plus ou moins déterminée par d'autres facteurs naturels et sociaux, à son tour devient elle-même une cause d'autres faits nouveaux; il y a un instant, quelquefois très court, pendant lequel l'intervention volontaire des individus décide en une seconde, dans un sens ou dans l'autre, du cours des événements. Le noyau initial du fascisme a su saisir l'instant fuyant, faire peser sur les événements son audace et son esprit d'initiative, et ainsi s'est ouverte la voie du succès.

Ce succès, je ne le répéterai jamais assez, aurait fait long feu sans le contexte favorable qui lui a été préparé par les circonstances, par la crise morale et matérielle que nous traversons, par la situation des classes dirigeantes et gouvernantes, par les erreurs des hommes, des partis et organisations du prolétariat, etc... Mais tous ces facteurs n'auraient pas pu à eux seuls suffire, ou ils auraient produit des effets différents et peut-être opposés, sans l'effort initial, volontaire, effectué à leur risque et péril par la minorité fasciste du premier moment, à qui l'effort a coûté des sacrifices certains, même s'ils furent inférieurs à ceux infligés au prolétariat ennemi. Ce fait est un avertissement une leçon pour tous, même pour nous qui sommes du côté opposé de la barricade.

La théorie révolutionnaire a été ainsi expérimentalement confirmée par le fascisme, bien que dans le sens opposé. Les fascistes ont fait pour la contre révolution ce que, par amour, et non pas par haine, et avec des moyens et des méthodes différentes plus humaines, les révolutionnaires auraient dû faire.

La révolution, on l'a dit souvent, ce ne sont pas les majorités qui la font, mais les minorités. C'est pour cela que les majorités, misonéistes par nature, ne prendront jamais l'initiative de la révolution, mais se convertiront à des révolutions déjà commencées. Les minorités révolutionnaires ont pour fonction de briser les portes closes sur les voies de l'avenir; et après, par les portes ouvertes de façon insurrectionnelle, passeront les majorités. Il est vrai que les minorités gaspilleraient en vain leurs forces - du moins sur le moment -, et se sacrifieraient sans profit, si le contexte n'était pas favorable, si les temps n'étaient pas mûrs, si une évolution antérieure n'avait atteint un certain degré. Mais personne n'a le mètre ou le manomètre pour savoir si les temps sont mûrs ou non, et si le milieu est suffisamment prêt. On peut même faire une erreur de jugement; et on a alors les sacrifices anticipés, les héroïsmes, les martyrs. Cependant, si ceux-ci ne conduisent pas au triomphe, ils sont quand même utiles, dans la mesure où ils contribuent à la formation des consciences et à la maturation des temps. Car si les minorités initiatrices, en courant le risque de la défaite et du sacrifice, réussissent à défoncer la porte, c'est là la meilleure et unique preuve possible de la maturité des temps.

Le fascisme a démontré que tout cela est vrai. La contre-révolution, à la fin de 1920, avait tout de son côté, comme on l'a vu. Mais elle n'aurait pas triomphé sans l'initiative volontaire de la minorité fasciste. Les portes du passé semblaient s'être refermées irrémédiablement au nez des classes dirigeantes et des réactionnaires, lesquels se résignaient déjà à leur destin. Mais voici que le fascisme, interprète de leurs as-

pirations, saisit le moment de la faiblesse ennemie, et ose briser toutes les portes de la légalité et des habitudes passées. Alors seulement les classes dominantes comprennent qu'elles peuvent oser et, par la porte enfoncée, tentent de repousser toute l'Italie vers le passé, et tout se plie devant le vainqueur du moment: le pouvoir de la richesse et en même temps le pouvoir judiciaire et le pouvoir exécutif.

L'exemple fasciste peut au moins avoir servi à quelque chose; et le prolétariat, s'il le veut, peut en tirer d'utiles enseignements, de même que toutes les minorités révolutionnaires. Le fascisme peut ainsi leur avoir enseigné «*comment faire pour vaincre*», comment on fait pour reprendre l'offensive et changer en victoire un début de défaite. Solidarité et organisation d'un côté, et de l'autre initiative audacieuse, force de volonté et esprit de sacrifice! Certes, en dépit de tout cela, lorsqu'on est une trop faible minorité, on peut être battu par des forces adverses supérieures, mais sans ce type de comportement, aucune victoire n'est possible, même avec la plus grande des majorités.

Sans doute, une des causes de l'échec des révolutionnaires est le manque de persévérance, de discipline et d'organisation. Je parle de la discipline morale volontaire, non pas de la discipline militaire des partis autoritaires, qui consiste seulement dans l'obéissance aux chefs; je parle de la discipline volontairement acceptée, qui consiste avant tout à conserver la foi dans les engagements librement contractés. Je préfère, parce qu'elle est meilleure et plus profitable, cette discipline dans la liberté, à la discipline militaire de l'obéissance aveugle. Mais une discipline est nécessaire, et là où il n'y a pas la première, c'est la seconde qui gagne, quel que soit son drapeau. Voilà pourquoi, faute de discipline volontaire révolutionnaire, la force réactionnaire organisée de façon militaire a pris le dessus de façon inattendue - et, nous l'espérons, temporaire.

Il n'y a pas à se faire d'illusions. L'effort nécessaire que les minorités révolutionnaires auront à accomplir devra être supérieur à celui réalisé par le fascisme, puisque les premières ne peuvent, comme le second, compter sur l'appui d'organismes déjà existants et dotés de tous les moyens offensifs et défensifs. L'action révolutionnaire est plus difficile, car sa tâche n'est pas seulement de détruire, mais en même temps de reconstruire. D'ailleurs, même dans la destruction, puisque le but est le bien du plus grand nombre, la révolution doit se montrer plus prudente; elle doit être davantage guidée par la finalité humaine générale plutôt que par un esprit de représailles et de vengeance, et doit faire attention à ne pas détruire avec les institutions parasites et nuisibles ces fruits de la civilisation et du progrès qui constituent le patrimoine commun et le matériel pour construire la société future faite de liberté et de justice sociale.

Dans ces conditions, il est indiscutablement plus difficile de lutter et de vaincre, et l'effort initial à fournir est forcément plus important que celui de l'aveugle violence destructrice qui s'abat sur un objectif déterminé, sûre de son impunité. Pour engendrer un tel effort, il faudra faire appel à d'autres mobiles intérieurs, à tous ces sentiments générateurs d'enthousiasme et d'héroïsme, qui, joints à la raison, animent ceux qui combattent non pour le présent ou pour le passé, mais pour l'avenir: la foi dans son idéal, l'assurance d'être dans le vrai - ou d'en être proche plus que d'autres -, la conviction profonde de lutter pour un objectif de bonté supérieure, pour le bien moral et matériel de tous les hommes, même pour le bien des ennemis; ennemis qui ne deviendront pas les opprimés ni les exploités de demain, mais, devenus frères et égaux parmi les égaux, seront eux aussi délivrés du joug de leur injustice, qui aujourd'hui les rend si féroces.

Malgré cela, l'avertissement de l'exemple fasciste demeure. Quand la minorité révolutionnaire et libertaire du prolétariat réussira à unir, grâce à un minimum de coordination, la quantité nécessaire d'efforts, de mépris du risque, d'esprit d'initiative et de sacrifice, elle aura triomphé - et non pas pour le bien-être et la liberté du prolétariat seulement, mais de l'humanité entière.
